

**Frankreich-Zentrum
Albert-Ludwigs-Universität Freiburg**

Sommerkurs 2005

*La France
et
les pays de l'Est*

5 – 9 septembre 2005

*In Zusammenarbeit mit dem
Centre Culturel Français Freiburg und
dem Oberschulamt Freiburg, mit Unterstützung
du Bureau de Coopération Universitaire franco-allemand, Heidelberg*

TABLE DES MATIÈRES

Rolf G. RENNER, Frankreich-Zentrum
Avant-propos..... p.7

Martine CHANTREL,
Mot de bienvenue..... p.10

Programme..... p.11

I. L'intégration internationale des pays de l'Est

Gilbert ACHCAR,
L'élargissement de l'OTAN vers l'Est européen..... p.15

Alice LANDAU,
*La diplomatie internationale de l'Europe centrale :
Retour à la normale ?* p.25

II. L'intégration européenne des pays de l'Est

Isabelle KAPP,
Berlin, une ville contrastée p.53

Jacques LE RIDER,
La construction de « l'Europe centrale » en regard de la « Mitteleuropa » p.80

Mihaï Dinu GHEORGHIU,
*L'émergence de nouveaux modèles d'excellence en sciences sociales
après 1989 dans les pays de l'Est* p.82

Catherine SAMARY,
Fractures et espoirs de la nouvelle Europe..... p.86

III. L'âme des pays de l'Est

Alexis PHILONENKO,
Pensées sur les pays de l'Est p.93

Georges LEYENBERGER,
L'insoutenable légèreté des lettres (l'œuvre de Milan Kundera)..... p.99

Marie-Laure WIEACKER-WOLFF,
*Rencontre de l'Orient et de l'Occident,
à travers les Nouvelles Orientales* p.109

Cécile RIPOLL,
*Frantisek Kupka, pionnier de l'art moderne,
de la Bohême orientale à celle de Montmartre* p.117

Adressen und Impressum..... p.121

ROLF G. RENNER

Frankreich-Zentrum

AVANT-PROPOS

Suite à la chute du mur de Berlin, l'élargissement de l'Union européenne, qui compte désormais vingt-cinq États membres, n'a pas seulement modifié fondamentalement les conditions d'une intégration européenne et conduit à une transformation des relations internationales tenue pour inimaginable au début des années 80. La situation de la France et de l'Allemagne a été bouleversée par ce processus politique.

Jusqu'en 1989, ces deux pays ont été des acteurs exceptionnellement actifs du processus européen d'intégration ; leur relation a même été qualifiée comme « moteur » du développement européen. Il est vite apparu dans les années 90 que l'élargissement de l'Union européenne exigeait un changement décisif de registre pour ces pays dominants.

Si, à première vue, les thèmes de l'Université d'été focalisent cette année sur la signification de l'élargissement à l'Europe de l'est pour la France, ils montrent également que la nouvelle situation politique rétablit des questions et des configurations, qui avaient jouées un rôle en Europe jusqu'au début de la deuxième guerre mondiale. La France, dont l'engagement en politique extérieure s'était concentré, après la seconde guerre mondiale et de manière croissante, sur l'Afrique et le bassin méditerranéen, a toujours eu des relations privilégiées avec les pays d'Europe de l'Est. Après 1989, celles-ci ont acquis une nouvelle signification par le processus européen car il n'était plus possible, pour la France, de maintenir ces relations sur ses bases. La Serbie, la Roumanie et la Pologne, traditionnellement liées à la France, ont développé une dynamique politique propre voir imprévisible dans le cadre de l'intégration européenne. Si cela n'a pas amené à des polémiques belliqueuses et intellectuelles, elle a entraîné une polarisation au cœur de l'Europe, qui a trouvé son expression lors de la guerre d'Irak dans une confrontation entre la « vieille » et « nouvelle » Europe.

Le rejet du projet de constitution européenne par les électeurs français est directement lié au processus de l'élargissement de l'Union. Il constituait une réaction face aux mutations économiques, qui ont été suscitées, non par la pression de la globalisation en Europe, notamment pour les pays candidats d'Europe de l'Est, mais par la représentation du danger immédiat pour l'économie locale.

Sous cet aspect, les contributions de la manifestation de cette Université d'été posent la question de savoir jusqu'à quel point le processus d'élargissement de l'Union européenne à l'Est peut recourir aux anciennes orientations et aux partenariats traditionnels, ou s'il nécessite, au contraire, de nouvelles valeurs politiques, économiques et intellectuelles. Au sein de trois parties, les contributions décrivent d'abord l'intégration internationale des pays de l'Est, ensuite, leur intégration dans l'Union européenne et se consacrent, en troisième partie, à « l'âme » des pays de l'Est. Les traditions intellectuelles et artistiques, seront abordées pour mieux décrire l'apport spécifique des pays de l'Est au profil intellectuel de l'ensemble de l'Europe.

Gilbert Achcar et Alice Landau décrivent la nouvelle donne en matière de politique internationale suite à l'élargissement de l'Union. En matière de politique de sécurité, l'adhésion des pays de l'Est à l'OTAN est décisive. Elle modifie l'architecture de la défense en Europe et, en même temps, elle pose la question de la redéfinition des liens unissant l'Europe aux Etats-Unis compte tenu des challenges militaires, et les fait apparaître sous un jour nouveau. Alice Landau souligne le rôle fondamental de la coopération régionale dans ce processus. Dans un premier temps, elle précise que la régionalisation facilite la transition du régime soviétique vers le capitalisme et la démocratie. Dans un second temps, des conflits qui existaient avant la domination soviétique sur l'Est du continent réapparaissent.

Dans un deuxième chapitre, Isabelle Kapp décrit Berlin comme un exemple de continuité historique, fondamentale non seulement pour les allemands, mais aussi du point de vue de l'histoire européenne. Elle décrit un processus d'intégration interculturelle, abordé de façon paradigmatique au sein d'une grande métropole. Que Berlin soit la capitale de l'Allemagne réunifiée est une chose, il en est une autre de se rappeler que cette ville renoue avec la tradition du XX^{ème} siècle de « point de contact » entre l'Est et l'Ouest. Ensuite, Jacques Le Rider réfléchit à un modèle de construction de l'Europe centrale. Il souligne les divergences politiques des années 90, nées entre autres de la négligence des spécificités politiques et culturelles des pays d'Europe de l'Est. L'appel lancé par Le Rider pour une sensibilité historique et intellectuelle directement dans le processus d'intégration européenne, le renvoi qu'il opère à l'échec de la nouvelle Europe dans le conflit yougoslave, mettent en lumière la permanence d'orientations traditionnelles distinctes : d'un côté, l'attitude slavophile classique de l'intelligentsia française et de l'autre, celle des allemands vis-à-vis du continent européen sud-ouest correspondant aux pays de la monarchie des Habsbourg. Les contributions de Miahî Dinu Gheorghiu et de Catherine Samary se concentrent sur cette situation complexe. Gheorghiu décrit l'orientation nouvelle des pays d'Europe centrale et leur intégration en Europe dans les recherches dans les domaines sociaux et politiques. Pour la première fois, cela

permet une remise à neuf de l'histoire est-européenne sous la domination soviétique et aborde la question de leurs actuelles orientations sans des objectifs idéologiques. Catherine Samary décrit les attentes dans le domaine de l'économie en Europe. Ainsi, elle met en lumière les tensions et les contradictions qui sont apparues dans une période de concurrence économique exacerbée et de globalisation progressive.

Dans la troisième partie de cet opus, Alexis Philonenko, Georges Leyenberger, Marie-Laure Wieacker-Wolff et Cécile Ripoll traitent des racines culturelles de l'Europe. Ils soulignent l'apport des philosophes, écrivains et artistes d'Europe centrale. Les réflexions d'Alexis Philonenko mettent en relief du « poids » de la pensée de l'Est, qui a été également thématifiée dans l'histoire littéraire et culturelle allemande, pour devenir un leitmotiv dans la réflexion culturelle. Pour Georges Leyenberger, l'œuvre de Milan Kundera est un intermédiaire entre les traditions de l'Est et de l'Ouest européens. Le retour de Kundera à la tradition française remet en question la domination de la littérature russe. Marie-Laure Wieacker-Wolff décrit la rencontre de l'Est et de l'Ouest à travers les Nouvelles Orientales. La contribution de Cécile Ripoll met en évidence l'apport international de l'Europe de l'Est à l'art moderne. Elle porte sa réflexion sur l'œuvre de Frantisek Kupka, qui serait le fondateur de la peinture abstraite.

Les contributions de cet opus ne sauraient constituer de simples analyses seulement valables pour la situation actuelle. Elles décrivent également une phase de transition. Elles mettent en évidence que le processus d'intégration européenne à l'Est dans le cadre de l'élargissement conflictuel n'a pas seulement une dynamique propre mais contient également un débat renouvelé avec l'histoire et la culture européenne. Ainsi, on distingue clairement que l'identité de la future Europe peut seulement naître à travers une adhésion claire et un épanouissement dans les différents registres culturels.



R.G. Renner

MARTINE CHANTREL

Centre Culturel Français de Fribourg

MOT DE BIENVENUE

L'université d'été, organisée par le Frankreich-Zentrum de l'Albert-Ludwigs-Universität Freiburg et le Centre Culturel Français Freiburg, est devenu un rendez-vous incontournable pour tous ceux qui s'intéressent à La France, qu'il s'agisse des enseignants, d'élèves ou d'autres participants, désireux d'élargir leurs connaissances linguistiques et culturelles.

Chaque année, un thème spécifique à la France est abordé sous divers angles. L'édition 2005 a porté son choix sur la France et les pays de l'Est. Le thème qui sert de fil conducteur tout au long de la semaine est choisi avec beaucoup de sérieux, s'attachant à, d'une part, répondre à la demande des participants et d'autre part, être au cœur de l'actualité. Il faut faire également preuve d'originalité et de fantaisie.

Le thème choisi est le fruit de plusieurs rencontres et réunions. Je souligne d'autant plus cet aspect que l'édition 2005 a été assombrie par le décès de Madame Ursula Erzgräber avec qui le Centre culturel entretenait des rapports privilégiés, professionnels et amicaux.

Je tiens à remercier très sincèrement toute l'équipe du Frankreich-Zentrum en particulier Marie Androuin et Isabelle Barbier qui ont dû concrétiser le travail en préparation ainsi que Barbara Schmitz qui a pris la succession de Madame Erzgräber, sans omettre les professeurs Renner et Jurt pour leur soutien. Mes remerciements vont aussi à tous les enseignants du CCF, qui comme d'habitude se sont investis avec enthousiasme et compétence et tout particulièrement à Madame Lafarge pour l'organisation et la conception des cours et son engagement sans relâche.

Un grand merci aux intervenants et aux apprenants, qui en dépit de la disparition de Madame Erzgräber ont su créer une ambiance conviviale et chaleureuse. Une université d'été riche en discussions et rencontres, présentant un aspect de la France assez méconnu.

Tous ces acteurs contribuent à la prospérité de cette initiative qui chaque année connaît un succès toujours plus grand.

Bonne lecture et à l'année prochaine.

MATIN (Cours assurés par les enseignants du Centre Culturel Français de Freiburg)		
9 s.t.-13h	Lundi 5 septembre	Mardi 6 septembre
Groupe Berlin	La Bulgarie <i>Mme Nicole Pfühl</i>	Les nouveaux pays de l'Union. Aspects économiques <i>Mme Sylvie Kaufhold</i>
Groupe Budapest	La position des intellectuels français face au bloc soviétique <i>Simon Kieffer</i>	La Bulgarie <i>Mme Nicole Pfühl</i>
Groupe Prague	Kandinsky : théorie et pratique <i>Carole Vois</i>	La position des intellectuels français face au bloc soviétique <i>Simon Kieffer</i>
Groupe Sofia	La Roumanie <i>Karine Léon</i>	Kandinsky : théorie et pratique <i>Carole Vois</i>
Groupe Varsovie	Les relations économiques et politiques <i>Sylvie Kaufhold</i>	La Roumanie <i>Karine Léon</i>
APRES-MIDI (PROGRAMME)		
14h30-16h	<p>●Mme Cécile Ripoll, Assistante de conservation du patrimoine pour les musées de Strasbourg <i>Frantisek Kupka, pionnier de l'art moderne, de la Bohême orientale à celle de Montmartre</i></p> <p>●M. Michel Deneken, Doyen de l'Université de théologie catholique de Strasbourg <i>L'avenir des religions dans les pays de l'Est</i></p>	<p>●Mme Catherine Samary, Maître de conférences à l'Université Paris-Dauphine, Paris <i>Fractures et espoirs de la nouvelle Europe</i></p> <p>●Mme Alice Landau, Professeur de relations internationales, Université de Genève <i>La diplomatie internationale de l'Europe centrale : retour à la normale ?</i></p>
20hc.t.	<p>●Mme Isabelle Kapp, Maître de conférence à l'Université de Szczecin, Pologne <i>Berlin, une ville contrastée</i></p>	<p>●M. Gilbert Achcar, Maître de conférences en sciences politiques à l'Université de Paris VIII, en délégation au centre Marc Bloch, Berlin <i>L'élargissement de l'OTAN vers l'Est européen</i></p>

MATIN (Cours assurés par les enseignants du Centre Culturel Français de Freiburg)		
Mercredi 7 septembre	Jeudi 8 septembre	Vendredi 9 septembre
La Roumanie <i>Karine Léon</i>	Kandinsky : théorie et pratique <i>Carole Vois</i>	La position des intellectuels français face au bloc soviétique <i>Simon Kieffer</i>
Les nouveaux pays de l'Union. Aspects économiques <i>Mme Sylvie Kaufhold</i>	La Roumanie <i>Karine Léon</i>	Kandinsky : théorie et pratique <i>Carole Vois</i>
La Bulgarie <i>Mme Nicole Pfühl</i>	Les nouveaux pays de l'Union. Aspects économiques <i>Mme Sylvie Kaufhold</i>	La Roumanie <i>Karine Léon</i>
La position des intellectuels français face au bloc soviétique <i>Simon Kieffer</i>	La Bulgarie <i>Mme Nicole Pfühl</i>	Les nouveaux pays de l'Union. Aspects économiques <i>Mme Sylvie Kaufhold</i>
Kandinsky : théorie et pratique <i>Carole Vois</i>	La position des intellectuels français face au bloc soviétique <i>Simon Kieffer</i>	La Bulgarie <i>Mme Nicole Pfühl</i>
APRES-MIDI (PROGRAMME)		
Excursion en Alsace <i>Musée d'art moderne et contemporain de Strasbourg</i>	<p>●M. Georges Leyenberger, Attaché de coopération universitaire, bureau de la coopération universitaire de Heidelberg <i>L'insoutenable légèreté des lettres (l'œuvre de Milan Kundera)</i></p> <p>●M. Éric Magnin, Directeur du département d'économie de l'Université Paris VIII <i>La transition économique dans les pays de l'Est</i> 19.30 h, Film Gadjó Dilo, von T. Gatlif, Kommunales Kino</p>	<p>●M. Dinu Gheorghiu, Chercheur au centre de sociologie européenne, Paris <i>L'émergence de nouveaux modèles d'excellence en sciences sociales après 1989, dans les pays de l'Est</i></p> <p>●Mme Marie-Laure Wieacker-Wolff Professeur de français, lycée franco-allemand, Fribourg en Br. <i>L'Occident à travers les Nouvelles orientales, M. Yourcenar</i> <i>17h: Vin d'honneur au CCF</i></p>
<p>●M. Jacques Le Rider, Directeur d'études germaniques École Pratique des Hautes Études, Paris <i>La construction de « l'Europe centrale » en regard de la « Mitteleuropa »</i> 21.30 h, Film Gadjó Dilo von T.Gatlif</p>	<p>●M. Alexis Philonenko, Philosophe, écrivain <i>Pensées sur les pays de l'Est</i></p>	<p>●18h: Mmes Camille Évin et Marie Lukasiewicz, Étudiantes en photographie, ENS Louis Lumière, Paris <i>Les paysages de Pologne (présentation)</i></p>

I. L'intégration internationale des pays de l'Est

GILBERT ACHCAR

*Maître de conférences en sciences politiques à l'Université de Paris VIII
(En délégation au centre Marc Bloch, Berlin)*

L'élargissement de l'OTAN vers l'Est européen

La question de l'OTAN illustre parfaitement la nature des options historiques auxquelles les dirigeants de l'Occident ont été confrontés à la fin de la Guerre froide. L'agonie de l'URSS posa aux membres de l'Alliance atlantique le même type d'alternative historique que rencontre toute puissance ayant vaincu une puissance ennemie sans toutefois l'annexer ou l'exterminer : magnanimité ou *vae victis* (malheur aux vaincus) ? Le célèbre historien de la Guerre froide, le professeur de l'Université de Yale, John Lewis Gaddis, a admirablement résumé la nature des options fondamentales auxquelles était confronté l'Occident, dans un article dont il avait exposé une première version lors d'un colloque à la National Defense University à Washington, en octobre 1997 : « Il existe là trois cas de référence – 1815-18, 1918-19 et 1945-48 – et les historiens s'accordent généralement quant aux leçons à tirer de chaque cas. Ils applaudissent aux règlements des guerres napoléoniennes et de la Seconde Guerre mondiale du fait que les alliés victorieux ont agi aussi vite que possible afin de réintégrer leurs adversaires vaincus – la France dans le premier cas, l'Allemagne et le Japon dans le second – au sein du système international en tant que participants à parts entières dans les structures de sécurité de l'après-guerre. Les historiens tendent à critiquer (si ce n'est condamner) le règlement de la Première Guerre mondiale, précisément parce qu'il n'a pas fait cela pour deux des États les plus puissants en Europe – l'Allemagne et la Russie soviétique. L'instabilité qui en résulta, expliquent-ils, prépara le terrain à une conflagration de plus¹. »

La débâcle de l'empire russo-soviétique représentait, à froid, un tournant historique d'une magnitude au moins équivalente – en termes stratégiques – à chacune des trois références citées. Avant même l'effondrement final de l'URSS et la dissolution du Pacte de Varsovie, le sommet de l'OTAN à Londres, en juillet 1990, affirmait modestement dans une déclaration

¹ John Lewis Gaddis, « History, Grand Strategy and NATO Enlargement », *Survival* (IISS, Londres), vol. 40, n° 1, Spring 1998, pp. 145-146.

solennelle : « De toutes les alliances défensives de l'histoire, l'Alliance de l'Atlantique Nord a été celle qui a le mieux réussi². »

Ce triomphalisme emphatique n'en était pas moins accompagné de bonnes dispositions allant dans le sens d'une consolidation de la paix : l'affirmation que la sécurité ne dépend pas seulement de la dimension militaire, mais aussi de la dimension politique que l'Alliance s'engageait à accentuer dorénavant ; l'affirmation que l'unification de l'Allemagne mettait fin à la division de l'Europe et devait s'accompagner d'une « identité européenne dans le domaine de la sécurité » ; l'OTAN s'engageait à tendre la main à tous ses adversaires de la Guerre froide et soulignait son caractère purement défensif. « Nous n'avons pas d'intentions agressives et nous nous engageons à régler tous les litiges de façon pacifique. Nous ne serons jamais les premiers, en aucune circonstance, à utiliser la force³. » L'Alliance se prononçait enfin pour l'institutionnalisation de la Conférence sur la sécurité et la coopération en Europe (CSCE, qui deviendra l'OSCE, en décembre 1994, acquérant un statut d'organisation intergouvernementale) : celle-ci regroupait ensemble, depuis 1973-75, tant les membres de l'OTAN que ceux du Pacte de Varsovie, ainsi que les autres États européens, dans un cadre voué à la sécurité collective paneuropéenne selon une idée chère à Moscou⁴.

En somme, l'OTAN, tout en maintenant ses structures par précaution élémentaire (« Personne, cependant, ne peut être certain de l'avenir », ajoutait la Déclaration de Londres, immédiatement après sa proclamation triomphaliste), donnait l'impression de vouloir explorer la possibilité de renforcer deux autres dimensions de la sécurité collective : la dimension ouest-européenne restreinte, liée à la Communauté économique européenne (CEE), et la dimension euro-atlantique extensive – la troisième dimension, euro-atlantique restreinte représentée par l'OTAN, pouvant jouer un rôle pivot dans la construction des deux autres. La question de la « raison d'être » de l'OTAN à moyen ou long terme était ainsi posée, la réponse formulée à Londres n'étant valable que pour le court terme.

² North Atlantic Council, *London Declaration*, « On A Transformed North Atlantic Alliance », Londres, 6 juillet 1990, point 2, publiée sur le *World Wide Web* (www).

³ *Ibid.*, point 5.

⁴ *Ibid.* Selon Michael Brown, la Déclaration de Londres relevait d'une « campagne visant à adoucir l'image de l'Alliance de façon à ce que Moscou accepte l'unification allemande aux conditions de l'Occident – en tant que membre de l'OTAN » (« Minimalist NATO », dans *Foreign Affairs* (New York), vol. 78, n° 3, May/June 1999, p. 205). Dans leur livre commun, George Bush et Brent Scowcroft accèdent pleinement cette interprétation – *A World Transformed*, Alfred Knopf, New York, 1998, pp. 292-295. Selon Scowcroft, « la déclaration visait prioritairement à aider Moscou à ne pas perdre la face » (p. 293).

La mutation de l'OTAN

L'unification allemande, réalisée en pleine crise du Golfe, suivie de l'assaut contre l'Irak – où, bien qu'ayant vaincu sans péril, la coalition menée par les États-Unis triompha avec beaucoup de gloriole – mené avec l'assentiment d'une Union soviétique agonisante, puis l'écroulement définitif des derniers piliers de l'édifice étatique stalinien à l'est de l'Europe, changèrent radicalement la donne. Les déclarations lénifiantes à l'intention de Moscou n'étaient plus de mise. Saddam Hussein avait opportunément démontré que la fin de la « menace soviétique » était loin d'avoir éliminé les méchants potentiels, capables de menacer les intérêts vitaux de l'Occident, que le « shérif » américain était seul à pouvoir réprimer. C'est à l'occasion de la crise du Golfe que George Bush proclama l'avènement d'un « nouvel ordre mondial » maintenu et contrôlé par Washington.

La déclaration finale du sommet atlantique de Rome, en novembre 1991, contrastait ainsi fortement avec les propos de l'année précédente : « La dimension militaire de notre Alliance reste un facteur essentiel ; mais ce qui est nouveau, c'est que, plus que jamais, elle servira un concept large de sécurité⁵. » La formule clé, au cœur du « nouveau concept stratégique » adopté par le sommet, était : un concept large de sécurité. En d'autres termes, l'OTAN décidait de ne plus se limiter au maintien d'une posture défensive en fonction de l'Article 5 du Traité de Washington (1949), mais envisageait maintenant d'intervenir en dehors de sa zone propre telle que définie par l'Article 6. En conséquence, la déclaration de Rome annonçait que les forces armées conventionnelles des pays membres de l'OTAN allaient « être dotées d'une mobilité accrue de façon à leur permettre de réagir à une vaste gamme d'éventualités, et seront organisées en vue d'une mobilisation flexible, selon nécessité, tant pour la gestion de crises que pour la défense⁶ ». A son dilemme existentiel de la fin de la Guerre froide, résumé tendancieusement par la formule « *out of area or out of business* » (extension hors zone ou dissolution), l'OTAN avait répondu dès 1991 par l'extension de ses compétences. Le « nouveau concept stratégique » prévoyait la mise sur pied de « forces de réaction rapide », sur le modèle de la Rapid Deployment Force américaine, créée sous l'administration Carter dans la perspective d'une intervention armée américaine dans la région du Golfe, suite à la révolution islamique iranienne⁷. L'OTAN se

⁵ North Atlantic Council, *Rome Declaration on Peace and Cooperation*, Rome, 8 novembre 1991 (www), point 5.

⁶ *Ibid.*

⁷ North Atlantic Council, *The Alliance's New Strategic Concept*, Rome, 8 novembre 1991 (www). C'est le commandement de la Rapid Deployment Force, le Central Command (CENTCOM) chargé de l'Asie du sud-ouest, qui dirigea les opérations contre l'Irak en 1990-91, lors de la guerre du Golfe.

proposait dorénavant de s'adonner à la « gestion de crises » (crisis management), en traitant toutes les situations présentant un « risque » pour la sécurité de ses membres, dans une définition très extensive des « risques » potentiels : « Les risques affectant la sécurité des alliés sont moins susceptibles de résulter d'une agression préméditée contre leurs territoires, que des conséquences néfastes d'instabilités qui peuvent naître des graves difficultés économiques, sociales et politiques, y compris des rivalités ethniques et des litiges territoriaux, auxquels sont confrontés plusieurs pays d'Europe centrale et orientale. [...] La stabilité et la paix des pays à la périphérie sud de l'Europe sont importantes pour la sécurité de l'Alliance, ainsi que l'a montré la guerre du Golfe de 1991⁸. »

Au moment même où la crise yougoslave se profilait à l'horizon proche, l'OTAN opérait ainsi une mutation radicale. Un an plus tard, alors que la guerre civile et « l'épuration ethnique » ravageaient déjà l'ex-Yougoslavie, le conseil ministériel de l'Alliance pouvait se vanter de la participation de l'OTAN aux actions entreprises sous l'égide de l'ONU :

« Pour la première fois de son histoire, l'Alliance prend part à des opérations onusiennes de maintien de la paix et d'application de sanctions. L'Alliance, ensemble avec l'UEO, soutient avec ses navires en mer Adriatique l'application des sanctions économiques de l'ONU contre la Serbie et le Monténégro, et l'embargo sur les armes à destination de toutes les républiques de l'ex-Yougoslavie. La FORPRONU utilise des éléments du commandement NORTHAG de l'Alliance pour son QG opérationnel. Les avions-radars – AWACS – de l'OTAN surveillent quotidiennement les zones aériennes interdites par mandat de l'ONU au-dessus de la Bosnie-Herzégovine⁹. »

En ce mois de décembre 1992, George Bush, sur le point de laisser la Maison Blanche à William Clinton, son rival démocrate victorieux, lui léguait deux des principales réalisations de son mandat : le renouveau de l'interventionnisme militaire américain, après la longue paralysie consécutive au Vietnam, et son corollaire européen, la métamorphose de l'OTAN.

Clinton et l'élargissement

La fin de l'URSS était, par contre, trop récente pour que George Bush – préoccupé en outre, au cours de la dernière année de son mandat, par la perspective des élections présidentielles – pût déterminer les choix fondamentaux des États-Unis face à la nouvelle Russie, issue de la débâcle du stalinisme. C'est à Bill Clinton qu'allait incomber cette lourde tâche. Or, l'homme dont le slogan de campagne le plus célèbre avait été « The economy,

⁸ *Ibid.* points 9, 11.

⁹ Final Communiqué of the Ministerial Meeting of the North Atlantic Council, NATO HQ, Brussels, 17 Décembre 1992 (www), point 5.

stupid! » et dont l'expérience politique avait été acquise, pour l'essentiel, dans son État natal de l'Arkansas, était particulièrement mal préparé à affronter un problème de politique internationale aussi complexe et d'une telle envergure. Il ne s'agissait pas moins, en effet, de la troisième fois, depuis le début du XX^{ème} siècle, qu'un président américain assumait la lourde responsabilité de contribuer de manière décisive à définir un nouveau système de sécurité internationale (les deux précédents étant Wilson et Truman, après chacune des deux Guerres mondiales).

Pour la seconde fois, depuis Truman, voire à un niveau plus élevé encore et historiquement inégalé, une puissance mondiale unique, l'Amérique, détenait, à elle seule, la plupart des cartes permettant de façonner le monde – « *shape the international security environment* » selon la formule consacrée, récurrente dans les documents stratégiques américains de ces dernières années. C'est ce qui poussera une Madeleine Albright, friande de formules grandiloquentes (la « nation indispensable », c'est elle), à écrire en exergue d'un récent article dans *Foreign Affairs* : « Present, Again, at the Creation » – en reprenant à son compte le titre donné à ses Mémoires par son prédécesseur au Département d'État sous Truman, le non moins emphatique Dean Acheson¹⁰.

Par prudence élémentaire et devant l'ampleur de la tâche, Clinton, novice en la matière, allait s'entourer, au départ, de représentants des courants majeurs traversant l'establishment démocrate en matière de relations internationales et d'options stratégiques. Le résultat sera que l'administration Clinton fut elle-même traversée par un profond clivage en ce domaine.

Très vite, les responsables des affaires internationales dans la nouvelle administration se trouvèrent divisés autour d'une question-clé structurant fondamentalement la « grande stratégie » américaine : l'attitude à adopter face à la Russie, le plus redoutable des pays « en transition » selon le vocabulaire en cours à Washington. La querelle allait atteindre une intensité psychodramatique au sujet de la question de l'élargissement de l'OTAN, qui restera la principale réalisation de l'ère Clinton en matière de politique mondiale.

La nouvelle administration adhérait unanimement, bien entendu, à la mutation de la fonction de l'OTAN engagée sous l'administration sortante. Mais cette mutation pouvait s'entendre aussi bien dans les limites d'une Alliance figée dans sa composition à la fin de la Guerre froide, que dans le cadre d'une OTAN s'ouvrant à d'ex-membres du Pacte de Varsovie, c'est-à-dire à d'ex-satellites de l'URSS, voire même à d'ex-républiques soviétiques comme les

¹⁰ Madeleine Albright, « The Testing of American Foreign Policy », dans *Foreign Affairs*, vol. 77, n° 6, November/December 1998, p. 62.

républiques baltes et l'Ukraine. C'est là-dessus que portait le clivage au sein de la première administration Clinton, clivage arbitré par un président en apprentissage, qui hésita quelques mois avant de trancher le débat en faveur de l'élargissement. Vers la fin de 1993, quand l'administration semblait traîner les pieds sur l'expansion de l'OTAN, les lobbies polonais inondèrent la Maison-Blanche de télégrammes et d'appels téléphoniques. Le Polish-American Congress mit ses 34 sections dans tout le pays en « alerte législative » afin d'empêcher un « nouveau Yalta », allusion politique à la « trahison » de la Pologne par les Alliés occidentaux qui eut lieu après la fin de la Seconde Guerre mondiale. Quelques semaines plus tard, le président Clinton annonça à Prague que l'expansion de l'OTAN n'était plus une « question de si... mais de quand et comment »¹¹. »

Clinton, cependant, était encore peu sûr de lui-même. Il avait donné son feu vert, par ailleurs, pour la création, ce même mois de janvier 1994, du Partenariat pour la paix réclamé par le Pentagone. Cette institution n'était nullement contradictoire avec les « voies parallèles » préconisées par Brzezinski. Toutefois, le discours de Prague eut pour effet que la Russie bouda le PpP pendant plusieurs mois, avant de le rejoindre à contrecœur l'année suivante. Quelques semaines après ce discours marquant un tournant dans les options de William Clinton, le secrétaire à la Défense Les Aspin présenta sa démission. Le secrétaire adjoint, William Perry, lui succéda. Ce dernier partageait les opinions du secrétaire démissionnaire, et sa nomination témoignait du souci de Clinton de ne pas donner l'impression d'avoir définitivement tranché.

La seconde phase de l'opposition entre les « colombes » et les « faucons », celle de la confirmation de l'option présidentielle, s'étendra tout au long de l'année 1994. Elle sera suivie d'une troisième phase, celle de la mise en route concrète du processus d'élargissement de l'OTAN, la phase du « quand et pourquoi », qui s'étendra jusqu'à la fin du premier mandat du président. Nommé secrétaire d'État adjoint en février 1994, Strobe Talbott vira de bord sur la question de l'élargissement, accompagnant l'évolution de son ami président qui fit un pas de plus en direction des « faucons », lors d'un voyage à Varsovie en juillet 1994¹². Talbott prendra l'initiative de rapatrier Richard Holbrooke de son poste d'ambassadeur en Allemagne, pour le nommer sous-secrétaire d'État aux affaires européennes. Ce dernier jouera un rôle décisif dans la préparation du passage à l'acte en matière d'élargissement de l'OTAN. Il gagnera à cette cause un autre « Friend of Bill », le général Wesley Clark, qu'il prendra à ses

¹¹ Dobbs, « Enthusiasm for Wider Alliance... ». Cette version prosaïque contraste fortement avec la version romancée de la conversion de Clinton relatée ultérieurement par Zbigniew Brzezinski et Anthony Lake, « The Moral and Strategic Imperatives of NATO Enlargement », *International Herald Tribune*, 1^{er} juillet 1997.

¹² L'année 1994 était celle des élections de milieu de mandat aux États-Unis.

côtés en tant que conseiller militaire lors de ses missions dans l'ex-Yougoslavie, préalables aux accords de Dayton de 1995. Dans la mise sur pied de sa seconde administration, Clinton remplacera William Perry par le républicain William Cohen, acquis au camp des « faucons ». Il tentera de nommer Anthony Lake au poste sensible entre tous de directeur de la CIA, mais cette nomination sera rejetée par le Sénat. Pour remplacer ce dernier au poste de conseiller à la sécurité nationale, il avait désigné celui qui avait été son adjoint durant les quatre années du premier mandat : Samuel Berger, encore un « Friend of Bill » auquel le président devait le recrutement de Lake et de Madeleine Albright dans son administration¹³. Ce personnage à la vision plutôt limitée – de Berger, Kissinger a dit : « Vous ne pouvez pas reprocher à un avocat d'affaires de n'être pas un expert en stratégie mondiale »¹⁴ – ne pouvait pas jouer le rôle de principal stratège (par procuration) de l'administration, jusque-là dévolu à celui qu'il remplaçait. Ce rôle incombera donc, dans la seconde administration Clinton, à Madeleine Albright, qui remplacera avec panache un autre personnage peu inspiré, le secrétaire d'État Warren Christopher. Madeleine Albright avait rédigé sa thèse de doctorat à Columbia sous la tutelle de Zbigniew Brzezinski. Elle avait été ensuite collaboratrice de ce dernier dans l'administration Carter, à partir de 1978. Elle assurera la relève de Lake en tant que relais des vues de son maître à penser et protecteur. Avec, en outre, la nomination de Wesley Clark au poste de commandant suprême des forces alliées en Europe, c'est-à-dire de commandant en chef des forces armées de l'OTAN, le triomphe de ce que l'on pourrait appeler la « doctrine Brzezinski » était complet.

La nouvelle administration pouvait avancer sur les « voies parallèles » : fin mai 1997, l'Acte fondateur OTAN-Russie était signé à Paris. Quelques semaines plus tard, en juillet, le sommet de l'OTAN à Madrid officialisait la cooptation de la Pologne, la Hongrie et la République tchèque au sein de l'OTAN. Il ne restait plus qu'à faire ratifier cette décision par les États membres avant d'entériner ces nouvelles adhésions à l'occasion du cinquantième anniversaire de l'Alliance atlantique, en avril 1999, au sommet de Washington.

L'expansion débridée

Le contraste entre le sommet de l'OTAN réuni à Prague les 21 et 22 novembre 2002, et celui du cinquantenaire de l'Alliance réuni à Washington les 23 et 24 avril 1999, est saisissant. Le sommet de Washington se tenait au moment où

¹³ James Bennet, « Samuel Berger: A Trusted Adviser, and a Friend », *New York Times*, 6 décembre 1996. Madeleine Albright était ambassadrice des États-Unis à l'ONU sous le premier mandat Clinton.

¹⁴ Cité par Elaine Sciolino, « Berger Is Manager of Crises, Not Global Strategy », *New York Times*, 18 mai 1998.

les forces de l'OTAN semblaient s'embourber, autour du Kosovo, dans la première guerre de moyenne envergure menée par l'organisation depuis sa fondation. La tension dans les rapports entre l'Alliance et la Russie était à son plus haut point depuis la disparition de l'Union soviétique, et nourrissait la polémique au sein de l'establishment états-unien au sujet de la politique occidentale envers Moscou.

La décision du sommet de Madrid, en juillet 1997, d'entériner le principe de l'adhésion de la Pologne, de la Hongrie et de la République tchèque à l'OTAN, avait exacerbé le débat : ceux qui avaient mis en garde contre le danger de mesures interprétées à Moscou comme des actes de défiance, sinon d'ostracisme, pouvaient voir dans le raidissement russe à propos du Kosovo la confirmation de leurs avertissements. Cela se traduisit par le fait que le sommet de Washington, qui avait célébré l'aboutissement de la procédure d'adhésion des trois pays membres de l'ex-Pacte de Varsovie, n'avait pas lancé de nouvelle procédure, malgré les exhortations de personnalités hostiles à la Russie comme Zbigniew Brzezinski.

Les attentats du 11 septembre 2001 changèrent la donne sous deux aspects fondamentaux. Ils fournirent d'abord à la nouvelle administration Bush une légitimation idéologique inespérée pour le renouveau d'un interventionnisme armé débridé, que les Etats-Unis n'avaient plus pratiqué depuis le Vietnam. La nouvelle équipe installée à Washington vit dans la « guerre contre le terrorisme » la première devanture idéologique crédible pour une campagne militaire de grande ampleur et de longue durée dans l'après-guerre froide, à l'instar de ce que fut le « combat anticommuniste » de l'après-1945 jusqu'à la débâcle vietnamienne.

Par ailleurs, le 11 septembre 2001 fut l'occasion d'un tournant politique opéré par Vladimir Poutine, sur fond d'enlèvement de l'armée russe en Tchétchénie. Cédant à une pression de Washington fortement amplifiée par le traumatisme des attentats, et choisissant de faire contre mauvaise fortune bon cœur tout en essayant de tirer des avantages en récompense de son attitude coopérative, le maître du Kremlin renonça à tenter d'endiguer le raz-de-marée états-unien déclenché par les attentats¹⁵.

Le résultat le plus significatif de ces deux évolutions combinées fut le franchissement par les Etats-Unis de la ligne rouge tracée par la Russie de Boris Eltsine face à l'expansion de leur empire au détriment de sa propre sphère d'influence. Cette ligne rouge coïncidait avec les frontières de l'ex-

¹⁵ Lire Gilbert Achcar, « Jeu triangulaire entre Washington, Moscou et Pékin », *Le Monde diplomatique*, décembre 2001.

Union soviétique : toute implantation militaire occidentale au-delà de cette ligne rouge serait considérée comme un casus belli, avertissait-on à Moscou dans les années 1990. C'est aujourd'hui chose faite. À la faveur de la guerre en Afghanistan, les Etats-Unis ont établi des bases militaires, manifestement aménagées pour le long terme, en Ouzbékistan et au Kirghizstan ; ils ont obtenu des facilités militaires au Tadjikistan et au Kazakhstan, et ont poussé leurs tentacules militaires jusqu'en Géorgie.

L'implantation des forces armées états-uniennes au cœur même de l'ex-Union soviétique a frappé de banalité l'intégration dans l'OTAN des républiques baltes, décidée au sommet de Prague avec celle de trois autres membres de l'ex-Pacte de Varsovie, la Roumanie, la Bulgarie et la Slovaquie, ainsi que la Slovénie, ex-membre de la Fédération yougoslave. Hier encore très controversée, la décision d'intégrer les trois républiques ex-soviétiques n'a suscité aucun émoi véritable, au-delà des discours de circonstance¹⁶. La planète entière est aujourd'hui enserrée dans un maillage de bases et d'alliances militaires contrôlé par les Etats-Unis.

Par ailleurs, la coïncidence non fortuite des adhésions programmées des pays « en transition » à l'OTAN et à l'Union européenne est de nature à renforcer considérablement la prépondérance des Etats-Unis dans la première institution, et leur influence dans la seconde.

En effet, les sept pays susnommés sont devenus membres de l'OTAN en 2004 après l'achèvement des procédures de ratification par les pays membres de l'Alliance. La même année, cinq d'entre eux devinrent membres de l'Union européenne, de même que les trois pays d'Europe centrale qui les ont précédés dans l'OTAN, tandis que la Roumanie et la Bulgarie seront admises à leur tour dans l'enceinte européenne en 2007. Ainsi, sur vingt-sept pays membres de l'Union en 2007, il n'y en aurait que six qui ne seraient pas membres de l'OTAN – à moins que ces pays (Autriche, Chypre, Finlande, Irlande, Malte et Suède) ne franchissent le pas et soient admis à leur tour au sein de l'Alliance.

Comme le constatait le *Washington Post*, les trois adhérents de 1999 « se sont avérés être des membres enthousiastes, particulièrement empressés de plaire aux Etats-Unis qui ont soutenu leur admission. Les sept prochains membres seront aussi fermement des partisans fervents de l'OTAN et des soutiens des Etats-Unis, selon des officiels de l'OTAN et des représentants de ces pays. « L'équilibre dans l'alliance pourrait évoluer » en faveur d'« une OTAN plus robuste » et plus étroitement alignée sur la politique états-unienne, a dit un officiel

¹⁶ Comme pour le précédent élargissement à l'Est cependant, l'OTAN avait pris le soin d'accorder à Moscou au préalable un lot de consolation : une version remaniée du Conseil OTAN-Russie, fondé à Paris en mai 1997. Cette fois-ci ce fut à Rome, en mai 2002, que fut signé le traité bis, qui innove principalement en ce qu'il prévoit une concertation plus effective dans la lutte antiterroriste.

américain¹⁷. » L'équilibre dans l'Union européenne évoluera sans doute de façon similaire. Il va de soi que l'adhésion de la Turquie à l'UE, énergiquement soutenue par Washington, renforcerait sensiblement cette dynamique d'ensemble¹⁸.

¹⁷ Robert Kaiser et Keith Richburg, « NATO Looking Ahead To a Mission Makeover », *Washington Post*, 5 novembre 2002.

¹⁸ L'Islande et la Norvège deviendraient alors les deux seuls États européens membres de l'OTAN sans être membres de l'UE.

ALICE LANDAU

Chargée de cours, département de sciences politiques, Université de Genève

La diplomatie internationale de l'Europe centrale : retour à la normale ?

A la charnière de deux civilisations, Rome et l'église catholique, Byzance et l'orthodoxie, l'Europe centrale se situe aux confins de l'Orient et de l'Occident, entre l'Europe occidentale et l'Eurasie.

Tous ont souhaité retourner à l'Europe. Les pays d'Europe centrale ont souvent le sentiment d'avoir été les oubliés de l'histoire européenne alors qu'ils se « réclament de l'arbre généalogique de l'Europe ». Les puissances occidentales négligeront l'Europe centrale par myopie politique. Leur inclusion ou leur exclusion de l'Europe dépend de leur positionnement par rapport à la Russie.

La chute du Mur de Berlin a marqué le début d'une situation nouvelle qui a souligné davantage le rôle de l'UE, en tant que pôle de référence et d'ancrage dans un continent soumis aux turbulences. Les pays d'Europe centrale ont tous cherché à adhérer à l'UE, à intégrer l'OTAN et à rejoindre le Conseil de l'Europe et l'OSCE. Toutes ces organisations ont un rôle spécifique à jouer dont aucun n'est substituable. L'UE leur procure un ancrage à l'ouest, des ressources économiques et une légitimité dont ils ont besoin pour mener à bien la transition qu'ils ont tous entreprise. L'OTAN est nécessaire à leur sécurité. Au travers elle, c'est la présence sécurisante des Etats-Unis qu'ils perçoivent. Le Conseil de l'Europe édicte des règles en ce qui concerne les droits de l'homme et les minorités. L'OSCE constitue un forum dans lequel les tensions nationales et les conflits potentiels s'expriment.

L'OTAN s'est étendu à l'Est mais les aménagements institutionnels et politiques on dû nécessairement tenir compte des réactions de la Russie.

La coopération régionale en Europe

L'histoire avec son lot de déchirements et de conflits, de blessures et de contradictions, ne prédispose pas nécessairement les pays d'Europe centrale à coopérer. Leurs relations sont complexes et diverses et ne les ont guère

habitués à se départir d'une certaine méfiance mutuelle. L'histoire laisse des séquelles qu'il est difficile de surmonter.

La coopération régionale en Europe centrale n'est donc pas, à priori, une entreprise facile. Elle est circonscrite par des considérations historiques, psychologiques, économiques et politiques. Elle doit être cependant perçue dans sa complexité. La coopération régionale en Europe centrale est multidimensionnelle.

Cette quête identitaire sert les desseins européens des Etats d'Europe centrale qui cherchent à apparaître comme des partenaires crédibles aux yeux des institutions occidentales. La coopération régionale permet en outre aux Etats membres d'articuler leurs intérêts, de formuler leur stratégie et de coordonner leur position. Elle ne peut être que bénéfique car elle instaure l'habitude de se consulter régulièrement sur des questions de politique extérieure. Elle peut faciliter leur admission dans les institutions occidentales.

Cependant, si elle peut être un succédané temporaire à l'adhésion à l'Union européenne, la coopération régionale ne saurait se comparer aux avantages économiques, politiques et de sécurité qu'apportent l'UE ou l'OTAN, et au-delà de celles-ci à la garantie qu'offrent les Etats-Unis.

Mais concernant les liens que ces pays tentent d'établir avec l'UE, ceux-ci constituent autant un moteur qu'un handicap pour la coopération régionale. Le retour à l'Europe, mis à l'ordre du jour par la fin de la bipolarité, est le premier réflexe des pays d'Europe centrale. D'ailleurs, il ne peut y avoir de réel retour à l'Europe pour des Etats qui n'ont cessé de proclamer leur appartenance à l'Europe¹. Leur attitude reflète leur volonté de réclamer de la part de l'Ouest une protection à laquelle ils ont droit et qui se justifie par le fait que la sécurité du continent dépend de la leur propre.

Mais la conciliation entre la coopération régionale et l'eupéanisation est-elle possible ? Si l'eupéanisation est le but ultime, la coopération régionale ne représente qu'une optimisation d'une stratégie de réinsertion. L'intégration régionale revêt un caractère transitoire et ne peut être vouée qu'à une existence éphémère puisque l'adhésion rend caduque la poursuite d'efforts régionaux. Les Etats de Visegrad refusent d'ailleurs d'institutionnaliser leurs relations. Ils restent attachés à des structures régionales souples qu'il sera éventuellement facile de démanteler lorsqu'ils rejoindront l'UE. La question du lien avec l'UE est récurrente pour l'ensemble des structures régionales qui se succèdent en Europe centrale. Celles-ci ne peuvent en aucun cas retarder le processus d'adhésion à l'UE qui reste la principale priorité.

¹ Molnar, Miklos, Entretien, in *L'Europe retrouvée*, p. 267.

Les expériences sous régionales ou régionales – Alpes-Adria ou Pentagonale – sont lancées dans les années soixante-dix et quatre-vingt avant même la chute du Mur de Berlin et anticipent les événements de 1989. Elles enjambent la division Est-Ouest et offrent à la Hongrie et à la Yougoslavie une ouverture sur l'Europe de l'Ouest par l'intermédiaire de leurs deux membres fondateurs, l'Autriche et l'Italie. « l'Initiative quadrangulaire, créée en 1989 à l'initiative de la Yougoslavie, de l'Autriche, de l'Italie et de la Hongrie se transforme en Pentagonale avec l'entrée de la Tchécoslovaquie ; puis finalement en Hexagonale lorsque la Pologne devient le sixième membre puis en initiative Centre Européenne et en triangle de Visegrad qui a un effet instrumental : celui de prouver la capacité des Etats de la région d'être maîtres de leur propre destin et d'ancrer solidement la stabilité de la région ». La Hongrie, la Tchécoslovaquie et la Pologne nient que le triangle pût aspirer à devenir une nouvelle alliance, mais elles ne contestent pas l'importance cruciale qu'ils attachent aux problèmes de sécurité. Le vide idéologique et l'incertitude qui pèsent sur le futur de la Russie et son attitude face à ses anciens satellites dictent leur conduite. Les trois pays doivent mettre en commun leurs ressources et manifester leur loyauté à la CE et à l'OTAN². Ils escomptent que les deux organisations reconnaîtront les avantages d'une coopération régionale dans la région et de son extension à la Bulgarie, la Roumanie, la Slovénie et aux Etats Baltes.

La coopération régionale est ainsi indissociable du processus de rapprochement avec les autres organisations occidentales et des réponses que celles-ci peuvent apporter aux demandes des pays d'Europe centrale. Les pays membres manient les instruments de la diplomatie qui ont l'avantage de leur offrir autant de solutions alternatives. Ce lien est d'autant plus saillant qu'en 1993, la CE insiste sur le fait que, « dans la perspective d'une adhésion, les pays d'Europe centrale et orientale coordonnent leurs positions et établissent les bases d'un dialogue multilatéral renforcé et étendu »³.

La position de l'OTAN est attentiste. En avril 1991, lors de la Conférence de Prague, le Secrétaire général de l'OTAN, Manfred Woerner, déclare « les besoins des Etats de Visegrad en matière de sécurité peuvent être remplis, jusqu'à un certain point, par des traités bilatéraux et par leur participation à la CSCE ; par leur adhésion à des structures régionales comme l'Hexagonale ou le Conseil de l'Europe et un statut de membre associé dans la CE, l'UEO ou

² Spero, Joshua (1992), « Central European Security after the Visegrad Summit », *European Security*, Vol 1.

³ *Bulletin des C.E* (6-1993), p. 7.

autre⁴ ». L'OTAN, nous le verrons, reste indécise sur la réponse qu'elle doit apporter aux pays de Visegrad.

Le commerce constitue, après la sécurité et la nécessité d'établir un dialogue multilatéral avec la CE, le troisième facteur explicatif du processus d'intégration en Europe centrale. Après la dissolution du COMECON, les pays d'Europe centrale et orientale essaient de réorienter leurs flux commerciaux vers la CE. La République tchèque, la Slovaquie et la Pologne accroissent leurs exportations. Dans le même temps, la CE multiplie les restrictions sur l'importation de produits sensibles, l'agriculture, les textiles, l'acier et le charbon.

Pourtant réticents à l'idée de réactiver le commerce interrégional, les pays de Visegrad concluent l'accord de Libre Echange Centre Européen (CEFTA), en décembre 1992. La peur du protectionnisme communautaire les pousse à se lancer dans une stratégie régionale⁵. La taille du CEFTA reste modeste : la zone ne couvre qu'un marché de 89 millions d'habitants et un PNB de \$280 milliards. En décembre 1992, les pays de Visegrad décident de créer une zone de libre échange. Elle prend effet en 1993. A l'exception de la Slovaquie, les autres pays de Visegrad consacrent l'essentiel de leur commerce avec l'UE et plus précisément avec l'Allemagne qui a renforcé encore sa position prépondérante dans les dernières années. En 1996, plus de 35% et 30% des exportations tchèques et hongroises sont à destination de l'Allemagne alors qu'elles se situaient à 26%, en 1993.

La coopération régionale n'est pas exempte de contradictions. Les économies des pays de Visegrad sont plus concurrentes qu'elles ne sont complémentaires. Le CEFTA est une étape transitoire, condamnée à disparaître dans un délai de 5 ans lorsque les Etats membres auront adhéré à l'UE⁶. Son principal objectif est de faciliter l'accès aux marchés communautaires et de préparer les administrations à l'adhésion. Les motivations sont politiques. Le CEFTA doit démontrer la capacité des Etats de la région à coopérer. Comme le souligne un haut fonctionnaire du ministère du commerce de Hongrie, « lors des négociations d'adhésion, notre habilité à coopérer sur une base régionale peut jouer en notre faveur et prouver à la CE que nous sommes prêts à entrer dans

⁴ Tokes, Rudolf (1991), « From Visegrad to Krakow: Cooperation, Competition and Coexistence in Central Europe », *Problems of Communism*, Vol XL, Nr 6, p. 109.

⁵ Voir pour les arguments concernant l'intégration régionale Lawrence, Robert Z and Robert E. Litan (1990), « The World Trading System after the Uruguay Round », *Boston University International Law Journal*, Vol 8. See for the Hungarian case Tovias, Alfred (1991), « EC-Eastern Europe: A case Study of Hungary », *Journal of Common Market Studies*, Nr 3, pp. 293-294.

⁶ *Interview*, Budapest, Ministère du commerce, Novembre 1996.

les structures communautaires »⁷. Le processus souffre donc d'un vice de forme.

Les gouvernements n'ont pas une réelle volonté d'approfondir l'intégration régionale ; ils la conçoivent davantage comme une étape nécessaire sur la voie de l'UE et incontournable pour répondre au désir de l'UE d'établir un dialogue multilatéral. Ils ne veulent pas nécessairement s'investir dans une coopération transitoire. Le CEFTA accélère le processus d'adhésion en rendant les économies des pays de Višegrad conformes aux règles communautaires.

C'est la Pologne et la Hongrie qui manifestent le plus d'enthousiasme pour le processus d'intégration qui doit venir compléter leur arsenal diplomatique. La Hongrie a une attitude plus pragmatique et consulte ses partenaires régionaux, tout en reconnaissant le caractère transitoire de l'organisation.

Les Accords d'Association

Le sommet de Strasbourg, en décembre 1989, entérine les changements survenus en Europe centrale et orientale et amplifie la nature des relations entre la CE et les pays d'Europe centrale et orientale.

En 1990, les premiers accords de coopération sont remplacés par des mesures destinées à libéraliser le commerce entre la CE et l'Europe centrale. Le système des préférences généralisées est étendu à la Pologne, la Roumanie et la Hongrie, puis à la Bulgarie, la Yougoslavie, la Tchécoslovaquie et à l'Allemagne de l'Est. Les mesures portent pourtant sur des produits de faible importance dans le commerce de l'Est. La CE se prémunit contre l'importation de produits sensibles, qui représentent l'essentiel des exportations des pays d'Europe centrale (61,6% pour la Hongrie, 41,5% pour la Tchécoslovaquie et 49% pour la Pologne, en 1989).

Les accords de coopération permettent néanmoins aux pays d'Europe centrale, d'augmenter considérablement leur commerce avec la CE. Entre 1988 et 1992, la part de l'Europe centrale dans le total des importations communautaires augmente rapidement.

Conclus en décembre 1991, les Accords européens ne modifient pas fondamentalement la politique poursuivie par la CE depuis la normalisation de ses relations avec les anciens pays satellites. Loin d'édifier le libre échange que les PECO réclament, les accords de libre échange sont essentiellement symboliques. Les restrictions quantitatives et les tarifs douaniers sont démantelés, mais la CE peut toujours recourir à des mesures de sauvegarde et

⁷ Interview, Budapest, Ministère du commerce, Novembre 1996.

d'anti-dumping, et raffermir les règles d'origine pour les produits sidérurgiques, chimiques, textiles et agricoles, qui sont traités dans des protocoles additionnels⁸

Accords conclus entre l'UE et les PECO

Accords européens (Traité CEE, Article 113 et Article 238)

Hongrie	Décembre 1991
Pologne	Décembre 1991
Tchécoslovaquie	Décembre 1992
Roumanie	Février 1993
Bulgarie	Mars 1993
Slovaquie	Février 1994

Accords de commerce et de coopération économique pour une durée initiale de 10 ans (Articles 113 et 235)

Albanie	Mai 1992
Estonie	Mai 1992
Lettonie	Mai 1992
Lituanie	Mai 1992

Accord de commerce

Slovénie	Avril 1993
----------	------------

Accord d'association (Article 238)

Estonie	Mai 1996
Lettonie	Mai 1996
Lituanie	Mai 1996

Le Conseil d'Essen confirme les conclusions du Conseil de Copenhague. L'adhésion prend corps. Les modalités en sont précisées. Le Conseil stipule que « les conditions institutionnelles doivent précéder les négociations d'accession ». Le Conseil reprend l'idée de la Commission de relations

⁸ La Tchécoslovaquie constitue une exception. L'accord couvre les produits industriels et agricoles, mais la part de ces produits dans la structure commerciale est marginale. La Tchécoslovaquie exporte principalement des produits textiles, des machines et de l'équipement électrique.

structurées « qui doivent encourager la compréhension mutuelle et fournir un cadre dans lequel puissent être soulevés les sujets d'intérêt commun »⁹.

La « stratégie de pré-accession », adoptée au Conseil Européen d'Essen en décembre 1994, et confirmée à Madrid, en décembre 1995, signale un changement dans la méthode classique que la CE avait appliquée jusqu'à présent. L'UE estime que les négociations peuvent débuter dès décembre 1997.

TAKING UP ALL OF THE ACQUIS

Timetable of the EU enlargement

Countries	Request for accession	Commission's opinion	Opening of accession negotiations	Accession Treaty	Full membership	Total period
U.K	10.5.67	29.9.67	30.6.70	22.1.72	1.1.73	5 years
Denmark	11.5.67	29.6.67	30.6.70	22.1.72	1.1.73	5 years
Ireland	11.5.67	29.6.67	30.6.70	22.1.72	1.1.73	5 years
Norway	21.7.67	29.6.67	30.6.70	22.1.72	1.1.73	
Greece	12.6.75	29.1.76	27.7.76	28.5.79	1.1.81	5 years
Portugal	28.3.77	19.5.78	17.10.78			8 years
Spain	28.7.77	29.11.78	5.2.79			8 years
Turkey	14.4.87	14.12.89	-	-	-	
Austria	17.7.89	1.8.91	1.2.93	24.6.94	1.1.95	5 years
Cyprus	4.7.90	30.6.93	-	-	-	
Malta	16.7.90	30.6.93	-	-	-	
Sweden	1.7.91	31.7.92	1.2.93	24.6.94	1.1.95	3 years
Finland	18.3.92	4.11.93	1.2.93	24.6.94	1.1.95	2 years
Switzerland	26.5.92	-	-	-	-	
Norway	25.11.92	24.3.93	5.4.93	24.6.94	-	
Hungary	31.3.94	15 July 1997	1998			
Poland	05.5.94	15 July 1997	1997			
Romania	22.6.95	15 July 1997	1997			
Slovakia	22.6.95	15 July 1997	1997			
Estonia	21.11.95	15 July 1997	1997			

⁹ *Bulletin des C.E.* (12/1994).

Latvia	13.10.95	15 July 1997	1997			
Lithuania	8.12..95	15 July 1997	1997			
Bulgaria	14.12.95	15 July 1997	1997			
Czech R	17.1.96	15 July 1997	1997			
Slovenia	10.06.96	15 July 1997	1997			

Source: Granell, Francisco 1995. The European Union's Enlargement Negotiations with Austria, Finland

La régionalisation de l'Europe centrale : recomposition et fragmentation

La coopération régionale en Europe centrale pourrait être définie comme une occasion manquée. Le passé des pays d'Europe centrale, chargé de conflits ne prédispose pas les pays d'Europe centrale à coopérer. Leur mémoire collective porte des traces de divisions et de conflits accumulés au cours des siècles qui ne les ont guère habitués à se départir d'une certaine méfiance mutuelle même si, selon François Fejtö, « une certaine nostalgie lie davantage et plus sûrement les peuples du Bassin danubien que les frontières ne les séparent »¹⁰. Les tensions ethniques et les problèmes de minorités transfrontalières sont des paramètres qui ne peuvent être ignorés et qui séparent les pays plus qu'ils ne les unissent, entravant tout processus d'intégration. Le Ministre des Affaires étrangères de la Hongrie, Geza Jeszensky déclare « qu'il n'est pas possible de maintenir de bonnes relations avec des voisins qui oppriment les minorités »¹¹. En deuxième lieu, la coopération régionale hérite d'un passé dont certains pays de la région souhaitent se départir puisqu'elle est associée à la domination communiste. L'intégration forcée sous le joug communiste ne les incite guère à recommencer l'expérience sitôt leur indépendance regagnée. Les pays d'Europe centrale sont absorbés par leur projet de rejoindre les structures économiques et de sécurité occidentales et ils sont surchargés par les tâches des futures accessions et de leur construction institutionnelle sans qu'ils puissent allouer des ressources supplémentaires à l'intégration régionale. Le sentiment selon lequel se rapprocher de pays qui n'ont pas atteint les mêmes étapes de la transition économique et politique pourrait gêner leur processus de rapprochement avec l'Ouest, prévaut. La coopération régionale en Europe centrale n'est donc pas, à priori, une entreprise facile mais, elle existe. Les pays de l'Europe centrale se sont engagés dans une coopération régionale

¹⁰ Cité dans Landau, Alice (1993), « Les Espaces régionaux en Europe centrale et orientale : la quadrature du cercle ? », *Annuaire de l'Europe centrale et orientale*, La Documentation française, Paris, p. 50.

¹¹ *The Economist*, 12 mars 1994.

malgré tout ce qui milite contre elle. Cet article cherche à en comprendre les raisons.

Une idée enracinée dans le passé

Le concept n'est pas en soi récent. Des intellectuels et des hommes politiques font référence à la nécessité d'unifier la région. Peter Stirk rappelle que déjà au XIX^{ème} siècle, l'idée d'une unification régionale germe dans l'esprit de Valerian Krasinski, un émigré polonais, préoccupé par la vulnérabilité des Etats d'Europe centrale, par leur complexité ethnique et par leur marasme économique¹². Au début du vingtième siècle, Coudenhove-Kalergi propose une union douanière ou un accord préférentiel entre pays voisins pour sortir l'Europe centrale du marasme économique et politique dans laquelle elle est plongée. La Hongrie et la Tchécoslovaquie projettent d'ouvrir leurs marchés et de consolider la position commerciale d'une Bohême industrielle et d'une Hongrie agro-alimentaire, à un niveau similaire à celui atteint avant la première guerre mondiale. En 1920, La Tchécoslovaquie propose à la Hongrie un accord de coopération économique qui pourrait déboucher sur des « Etats-Unis d'Europe centrale » et mettre fin, par la même occasion, à leurs différends territoriaux¹³.

Mais, un tel objectif est peu compatible avec la *Realpolitik* de l'époque. Les puissances majeures, la Grande-Bretagne ou la France, manifestent eux-mêmes leur méfiance envers un système qui permettrait à des Etats mineurs d'échapper à leur emprise. La Hongrie est très vite encerclée par un système d'alliances dont la Petite Entente entre la Tchécoslovaquie, la Yougoslavie et la Roumanie l'exclut¹⁴.

La Mitteleuropa se propose également de promouvoir la coopération régionale en misant sur une unité fictive, qui n'a jamais existé mais qui devrait être reconstruite¹⁵. Elle célèbre la vision d'une Europe centrale – multinationale et multiculturelle – qui offre des garanties aux Etats faibles d'Europe centrale et orientale, mais qui reste dans l'orbite des Habsbourg. Cet espace qui s'étendrait de l'embouchure du Rhin aux contreforts des Carpates, conçu par Constantin Frantz, au XIX^{ème} siècle ou par Friedrich Naumann¹⁶ « doit

¹² Stirk, Peter (1994), « Introduction: The Idea of Mitteleuropa », pp. 1-35 in Peter Stirk, ed., *Mitteleuropa, History and Prospects*, Edinburgh: Edinburgh University Press, p. 4.

¹³ Stirk, Peter (1994), « Ideas of Economic Integration in Interwar Mitteleuropa », pp. 86-111, in Peter Stirk, Peter Stirk, *Mitteleuropa, History and Prospects*, *op. cit.*, p. 90.

¹⁴ La cause de l'union douanière est acquise lors de la Convention d'Ouchy en 1932 qui envisage une réduction de 10% des droits de douane, mais elle a peu de retombées.

¹⁵ Magris, Claudio, « L'Europe centrale, mythe et réalité », *l'Europe et ses immigrés, Evénement européen*, Paris, Seuil, 1990, vol 11, pp. 188-189.

¹⁶ Friedrich Naumann croit en la nécessité d'une Europe du milieu, située de la mer baltique aux Alpes ; de la mer adriatique à l'extrémité sud de la plaine du Danube. Le traumatisme

promouvoir l'unité, la fraternité entre de nombreux membres, une alliance défensive et constituer un seule zone économique ».

L'idée de Mitteleuropa ne constitue peut-être pas en elle-même une référence capable de promouvoir une solidarité régionale, mais une communauté de destin perpétuée après la chute de l'Union soviétique, réactivée par un sentiment d'insécurité après la chute de l'Union soviétique. Les pays d'Europe centrale vivent avec le sentiment constant d'un vide sécuritaire qu'ils doivent remplir et le concept de Mitteleuropa peut les y aider. Car selon Garton Ash, le concept de Mitteleuropa recouvre quatre aspects principaux¹⁷. Il constitue un support de redécouverte culturo-historique. Il invite les citoyens d'Europe centrale à retrouver leurs racines et les intellectuels de l'ouest à redécouvrir les liens culturels et sociaux qui les unissent à l'Europe centrale. Faire appel à la Mitteleuropa, c'est également restaurer un réseau d'échanges humains et culturels. Les deuxième et troisième aspects concernent les dimensions géopolitique et historique de la Mitteleuropa. Enfin, la Mitteleuropa incarne des valeurs de paix et de détente. L'Allemagne est au centre de la composante géopolitique puisque l'Allemagne est au centre de l'Europe. Mais, cette réalité qui suscite encore de nombreuses craintes, est à resituer dans son contexte historique de politique du pouvoir et d'impérialisme. Les formules qui vont du fédéralisme, d'un pacte de sécurité européenne à une union douanière projets politiques, idéologiques et géopolitiques resteront toutes lettres mortes¹⁸. La région composée d'Etats faibles, coincée entre deux puissances majeures sera la victime de l'histoire et de la géopolitique. La coopération régionale ne se reposera aux pays de la région qu'une fois la chape communiste levée.

Une régionalisation croissante

La coopération régionale est un phénomène complexe, à multiples facettes. Elle ne peut se substituer à une adhésion aux structures occidentales que tous les pays de la région, sensibilisés par le vide idéologique et sécuritaire qui prédomine après la chute du communisme, appellent de leurs vœux. La coopération régionale ne saurait se comparer aux avantages économiques, politiques et sécuritaires qu'apportent l'UE ou l'OTAN mais, elle peut les aider à préparer leur adhésion, notamment en renforçant la crédibilité des Etats d'Europe centrale aux yeux des institutions occidentales. Selon un des hauts fonctionnaires de Hongrie en charge du dossier de l'intégration régionale « plus la CE nous perçoit comme une seule région, plus positive sera sa

de la première guerre mondiale doit balayer la division qui régnait dans cette région pour imposer l'idée d'une union.

¹⁷ Garton Ash, Timothy (1990), « Mitteleuropa ? », *Daedalus*, Vol 119, Nr 1, pp. 4-7.

¹⁸ Stirk, Peter M.R. (1991), « Introduction. Crisis and Continuity in Interwar Europe », pp. 1-22 in Peter Stirk and David Willis, *Shaping Postwar Europe, European Unity and Desunity 1945-1957*, *op. cit.*, p. 15.

réponse. Notre habilité à coopérer sur une base régionale peut jouer en notre faveur et prouver à la CE que nous sommes prêts à entrer dans les structures communautaires »¹⁹.

Dans ce contexte, le dialogue politique et la libéralisation commerciale ne peuvent qu'être bénéfiques. La coopération régionale permet aux Etats membres d'articuler leurs intérêts, de formuler leur stratégie, d'enraciner leurs réformes et de se préparer à l'adhésion. Vaclav Havel déclare, lors du sommet de Visegrad, que « notre meilleure chance d'accélérer notre développement et de rattraper le plus rapidement possible l'Europe occidentale est de nous entraider. Nous ne voulons pas ouvrir un bureau de l'après-pacte de Varsovie ou créer une passerelle entre l'URSS ou l'Europe de l'ouest. Nous voulons intégrer les structures européennes et coordonner nos efforts dans ce sens ». La coopération régionale optimise la stratégie de « retour à l'Europe »²⁰.

Ce retour à l'Europe au travers de l'UE et de l'OTAN n'en pose pas moins des problèmes aux pays du centre de l'Europe. Elle crée de fait une division entre les pays qui ont vocation à entrer dans la première vague d'adhésion et ceux qui ont vocation à entrer plus tard. Des adhésions échelonnées ont pour conséquence de raviver des jalousies ancestrales. A l'automne 1996, le ministre des Affaires étrangères de Roumanie affirmait : « La Roumanie est inquiète (...) si la Roumanie et la Hongrie sont placées de part et d'autre d'une ligne imaginaire pendant l'expansion de l'OTAN. Bucarest n'aimerait pas que la réconciliation des deux pays soit mise en cause par des événements se produisant hors de Roumanie et de Hongrie ». Son successeur, Adrian Severin, se prononçait pour « l'adhésion simultanée à l'OTAN d'Etats appartenant à la même zone géopolitique ». Une structure régionale permet aux pays, en se côtoyant sur une base régulière, d'établir un dialogue et d'aplanir leurs différends, pour optimiser leur chance de rallier les structures occidentales. Car, surmonter leurs différends, notamment ethniques, est une condition nécessaire pour adhérer à l'UE²¹.

L'intégration régionale se révèle un instrument diplomatique important pour les pays membres au moment où la mobilisation de tous les instruments diplomatiques est nécessaire. Le Ministre de la défense de la Pologne, Krzysztof Skubiszewski note que « plus les connexions sont nombreuses, meilleures elles sont »²². Les arrangements régionaux et sous-régionaux se superposent. L'Initiative centre-européenne et le groupe de Visegrad partagent des

¹⁹ *Interview*, Budapest, Ministère du commerce, Novembre 1996.

²⁰ The Foreign Ministers Meeting, *Document*, Visegrad, November 1990.

²¹ Curzon Price, Victoria and Landau, Alice 1999. « The Enlargement of the European Union: Dealing with Complexity ». Dans Victoria Curzon Price, Alice Landau and Richard Whitman, *The Enlargement of the European Union, Issues and Strategies*. London: Routledge, p. 15.

²² Frost, Howard, 1993. « Eastern Europe's Search for Security », *Orbis*, Vol 37, Nr 1, p. 43.

objectifs ambitieux en cherchant à harmoniser leur politique y compris dans les domaines de la « *High politics* ». La branche économique du groupe de Višegrad, la zone de libre échange centre européenne, est maintenant le principal héritier du groupe. La régionalisation du centre de l'Europe est un phénomène naturel étant donné que l'après guerre froide est marqué par une régionalisation croissante des sphères politiques et sécuritaires²³. La sphère politique s'est fragmentée selon des lignes régionales. La Hongrie a été touchée par la guerre en ex-Yougoslavie alors que les autres pays de la région étaient plus éloignés du conflit. La Pologne reste attentive aux mouvements de la Russie, de la Lituanie, de l'Ukraine et de la Biélorussie plus que ne pourraient l'être la Hongrie ou la Tchéquie qui ne partagent aucune frontière commune. Sa position géographique exerce une influence sur ses options de politique étrangère. Lorsqu'en 1991, la Pologne réalise que la Russie s'oppose à l'entrée des pays de Višegrad dans l'OTAN, elle adopte un langage plus modéré. Quant à l'UE, elle est garante de la stabilité et de la paix des territoires situés dans sa proximité immédiate. En Europe, les rivalités ré-émergent, sous couvert de nouveaux problèmes de construction étatique et de transition économique. Les pays ne peuvent ignorer les politiques et les turbulences de leurs voisins. Leur survie et celle de leurs minorités en dépendent. Les tensions ethniques et nationales entre la Hongrie et la Roumanie, entre la Hongrie et la Slovaquie, ou entre la Tchéquie et la Slovaquie et les séquelles de l'éclatement du bloc soviétique marquent l'agenda régional. Les développements dans le centre de l'Europe montrent à l'évidence la régionalisation de la politique et de la sécurité européenne.

La conciliation entre la coopération régionale et l'europanisation est-elle possible ? Si l'europanisation est le but ultime, quelles peuvent être la rationalité et la longévité d'un instrument qui est destiné à assurer le passage vers une autre loyauté ? L'intégration régionale revêt un caractère transitoire et ne peut être vouée qu'à une existence éphémère puisque l'adhésion rend caduque à terme la poursuite d'efforts régionaux. Les Etats de Višegrad refusent d'ailleurs d'institutionnaliser leurs relations. Ils restent attachés à des structures régionales souples qu'il sera éventuellement facile de démanteler lorsqu'ils rejoindront l'UE. Les efforts de l'Italie pour renforcer l'Initiative Centre-européenne en 1995-1996 échouent devant l'obstination des pays de refuser un secrétariat permanent, financé par l'Italie. En 1996, les pays membres de l'Initiative acceptent six nouveaux membres (Albanie, Belarus, Bulgarie, Moldavie, Roumanie et Ukraine) portant le total à 16 membres et brisant définitivement les possibilités d'une action tangible, ceci en dépit de

²³ Hyde-Price, Adrian *NATO and the Baltic Sea Region*, NATO Research Fellowship Scheme, 1998-2000, <http://www.otan.nato.int>

l'opposition italienne²⁴. De même, le groupe de Višegrad se dissout lors du sommet de l'OTAN de Partenariat pour la Paix à Prague, en 1994. Vaclav Klaus se perd en réprimandes contre les autres membres du groupe, dénonçant son « régionalisme vide »²⁵. Pourtant, la zone de libre échange centre européenne n'a cessé de s'élargir au fil des années malgré la réticence des membres fondateurs d'embarquer de nouveaux passagers.

La CE soutient la coopération commerciale triangulaire, mais elle n'encourage guère les pays candidats à discuter de l'adhésion selon une approche coordonnée. La CE utilise d'abord une stratégie différenciée dans ses accords d'association, qu'elle maintient ultérieurement. Elle traite des dossiers au cas par cas et les évalue sur la base des critères définis en juin 1993, lors du Conseil européen de Copenhague. La Commission encourage cette stratégie en insistant sur le fait que « chaque candidature doit être examinée de façon spécifique »²⁶. La coordination des positions des candidats ne constitue pas un paramètre indispensable dans leurs négociations avec la CE, ce qui tranche étrangement par rapport à la position adoptée par la CE dans ses négociations avec les pays de l'Association européenne de libre échange pendant lesquels le renforcement du caractère multilatéral de l'AELE constitue une des conditions nécessaires au lancement des négociations²⁷. Mais, en 1993, la CE change d'optique et déclare que, « dans la perspective d'une adhésion, les pays d'Europe centrale et orientale coordonnent leurs positions et établissent les bases d'un dialogue multilatéral renforcé et étendu »²⁸.

De la Communauté de travail Alpes-Adria à la zone de libre échange centre européenne

La forme la plus ancienne de coopération, la Communauté de travail Alpes-Adria débouche sur un projet plus ambitieux, la Pentagonale, qui se transforme, à son tour, en une Initiative centre européenne sous la pression des événements. Créée en 1978, à l'initiative du gouvernement local de Vénétie, la Communauté de travail « Alpes-Adria » réunit la région du nord de l'Italie (Vénétie, Frioul-Vénétie-Giulia, Trentin Haut-Adige, Lombardie, les provinces méridionales de l'Autriche (Styrie, Carinthie, Salzbourg, Haute-Autriche et

²⁴ Rhodes, Matthew. « Post-Visegrad Cooperation in East Central Europe », *East European Quarterly*, vol. 33, Nr I, Mars 1999, p. 55.

²⁵ *Idem*, p. 53.

²⁶ De la Serre, Françoise (1996), « L'élargissement aux PECO : quelle différenciation ? », *Revue du Marché commun*, No 402, p. 107.

²⁷ Landau, Alice. « L'Espace économique européen », *Encyclopaedia Universalis*, Paris, 1994. pp. 323-326; Nicolaïdis, Kalypso (1992), « East European Trade in the Aftermath of 1989: Did International Institutions matter? », pp. 196-245 in Keohane, Robert O, Joseph Nye et Stanley Hoffmann eds., *After the Cold War, International Institutions and State Strategies in Europe, 1989-1991*, Cambridge: Harvard University Press, p. 205.

²⁸ *Bulletin des C.E* (6-1993), p. 7.

Burgenland), la Croatie, la Slovénie et les comitats hongrois de Győr-Sopron et Vas, la Bavière et des cantons suisses. En novembre 1989, les Ministres des Affaires étrangères de Yougoslavie, d'Autriche, d'Italie et de Hongrie se réunissent à Budapest pour lancer « l'Initiative quadrangulaire ». L'organisation devient un instrument de consultation sur les questions concernant la sécurité²⁹. Elle change de nom, en se transformant en « Initiative centre-européenne » en mars 1992 lors de la réunion de Klagenfurt. Les réalisations de l'Initiative restent modestes. Elle attire les fonds de la Banque européenne d'investissement en se concentrant sur quelques projets d'infrastructure mais les investissements restent faibles et les projets insuffisants. La tâche principale de la CEI est de préparer l'adhésion de ses Etats membres en se familiarisant avec les rouages et les normes communautaires. Elle ne parvient qu'à des résultats modestes dans la résolution des conflits ethniques. La guerre en ex-Yougoslavie met en évidence les faiblesses d'une organisation qui ne possède pas un profil politique très saillant. Après avoir été observateurs, la Bosnie-Herzégovine, la Croatie et la Slovénie accèdent à la CEI en 1992, la Macédoine en 1993 sans rencontrer de grandes difficultés. Les autres demandes provenant de Biélorussie, de Bulgarie, de Roumanie, de la Russie et d'Ukraine sont rejetées. L'adhésion de nouveaux membres, au demeurant fort dissemblables, pose nécessairement des problèmes de coûts et de bénéfices. Selon certains pays, l'extension de la CEI risque de retarder le processus de rapprochement avec l'UE, de les en détourner ou même de signer l'arrêt de mort d'une organisation dont un des objectifs est de faciliter les modalités d'une adhésion à l'UE³⁰.

Continuité des expériences régionales en Europe centrale

<i>Titre/Date</i>	<i>Etats membres</i>
Communauté de travail Alpes-Adria 1978	Frioul, Vénétie-Giulie, Lombardie, Styrie, Carinthie, Burgenland, Croatie, Comitats hongrois de Győr- Sopron et de Vas, Bundesländer, Cantons suisses du Valais
Initiative Quadrangulaire 1989	Italie, Hongrie, Autriche, Yougoslavie
Pentagonale 1990	plus la Tchécoslovaquie
Hexagonale 1991	plus la Pologne

²⁹ *Déclaration*, Sommet de Višegrad, Février 1991.

³⁰ *Interview*, Ministère du Commerce, Budapest, décembre 1996.

Initiative Centre européenne	
1992	Autriche, Tchécoslovaquie, Hongrie, Italie, Pologne, Bosnie Herzégovine, Croatie et Slovénie
1993	Macédoine
Triangle de Višegrad	
1990	Hongrie, Tchécoslovaquie, Pologne
Accord de libre échange centre-européen (CEFTA)	
1992	Zone de libre échange trilatérale

La naissance du Triangle de Višegrad remonte à la réunion de Bratislava, en avril 1990, entre la Hongrie, la Tchécoslovaquie et la Pologne à laquelle participent les ministres des Affaires étrangères d'Italie et d'Autriche. La coopération tripartite n'est guère aisée dans le contexte historique de l'époque. Selon ses promoteurs, elle doit éviter d'être perçue comme l'expression d'un nouveau bloc ; elle doit faciliter le processus d'adhésion des participants à l'UE.

Lors de sa visite en Hongrie et en Pologne, au début de 1990, de Vaclav Havel prend soin de déclarer que la coopération vise à coordonner le retour à l'Europe³¹. Les pays de Višegrad sont davantage absorbés par la tâche de définir leurs relations avec la CE et de liquider la succession soviétique que d'approfondir un processus qui leur paraît hasardeux. Celle-ci est entérinée lors de la réunion des ministres des Affaires étrangères, en janvier 1991, lorsque la décision de dissoudre le Pacte de Varsovie est acceptée à l'unanimité.

Entre sécurité et adhésion : la réalité de la coopération régionale

Les événements se chargent de définir les paramètres de la coopération en dépit des motivations de chacun ses protagonistes. La sécurité constitue un moteur important dans une région où la démocratie reste précaire. La désintégration du Pacte de Varsovie et l'intervention soviétique en Lituanie en janvier 1991 servent de catalyseur. Le vide idéologique et l'incertitude qui pèsent sur le futur de la Russie et son attitude face à ses anciens satellites dictent les priorités. Vaclav Havel, Joseph Antall et Lech Walesa décident de se consulter sur les questions de sécurité. Les trois pays décident d'harmoniser leurs efforts pour promouvoir la coopération avec les institutions européennes. En 1994, les quatre États membres discutent de la coordination de leur position avant le sommet de l'OTAN et en 1995, à Budapest, ils échangent des vues sur leur coopération

³¹ Dunay, Paul (1994), « Security Cooperation in the Visegrad Quadrangle: Present and Future », pp. 121-144 in Andrew Williams ed. *Bargaining Eastern Europe*, Dartmouth: Aldeshot, p. 122.

sous le Partenariat pour la Paix ainsi que sur le contrôle civil de leurs forces armées.

La dimension sécuritaire de la coopération régionale qui s'instaure entre les trois pays de Višegrad est encore plus saillante lors du coup d'État de Moscou. Alors que la situation est encore incertaine, les trois pays se concertent sur la position à adopter dans le cas d'un durcissement de la politique étrangère russe et discutent de leurs frontières. Ils créent une structure permanente de coordination dont l'objectif est d'adopter des positions communes en matière de politique étrangère tout en conservant leur objectif d'une intégration dans l'OTAN et réclament « un statut qui aille au-delà d'une simple liaison diplomatique avec l'OTAN »³². Ils manifestent leur désir d'entrer dans l'Alliance atlantique le plus rapidement possible : « une Alliance forte et une présence soutenue des Etats Unis sont de la plus grande importance pour la sécurité européenne ». Comme le souligne Michael Kovac, Président de la Slovaquie « le groupe de Višegrad est une entité géopolitique, mais ce n'est pas une alternative. Qui va nous protéger, la Russie, l'Ukraine ? Est-ce une alternative réaliste ? Non, ce que nous voulons, c'est rejoindre la structure européenne »³³.

Les réactions du puissant voisin – la Russie – constituent un paramètre dans la latitude d'action de l'organisation et de ses Etats membres. Le groupe de Višegrad ne cherche à former aucune alliance par crainte des réactions russes³⁴. L'ambivalence de l'attitude des pays de Višegrad par rapport à la Russie est une caractéristique de leur diplomatie bien que la Tchéquie ait manifesté le plus d'indépendance à cet égard, et la Slovaquie le plus de considération. Bien qu'elle maintienne une certaine distance avec la Russie, en pratique la Hongrie continue à capitaliser ses liens avec son voisin dont dépend son approvisionnement en énergie et en matières premières³⁵.

Mais, aucun de ses pays ne considère que la Russie soit une réelle menace à l'exception de la Pologne qui partage, seule entre les tous pays de Višegrad, une frontière commune. Ils n'hésitent pas à critiquer l'intervention russe en Tchétchénie et la violation des droits de l'homme. Les pays de Višegrad coordonnent leur position lorsqu'ils concluent des traités de coopération avec la Russie et réagissent lorsque la Russie propose d'inscrire une clause – la

³² Hyde-Price, Adrian G.V., « *Security in East Central Europe: The Role of NATO and the WEU* », ECPR, Leiden, avril 1993, p.11.

³³ *Neue Zürcher Zeitung*, 23 November 1993.

³⁴ *Report on Eastern Europe, RFE/RL, Radio Free Europe*, vol. 2, Nr 13, March 1993, p.34
Frost, Howard E. (1993), « Eastern Europe's Search for Security », *Orbis*, Vol 37, Nr 1, p. 43.

³⁵ Fisher, Sharon, avec Zsofia Szilagyi et Jiri Pehe 1996. « Central Europe Rethinks Russian Ties ». *Transition*. Vol 2, no 23. Pp. 11-13.

clause Kvitsinsky – dans le traité qu'elle doit signer avec la Roumanie, selon laquelle, aucune partie ne pourrait joindre une alliance militaire dirigée contre l'autre partie signataire. Cette clause avait motivé le report du traité bilatéral entre la Russie et la Hongrie en janvier 1995.

L'adhésion à l'UE est le deuxième sujet à l'ordre du jour du groupe mais également une source de problèmes. La Hongrie et la Pologne prennent leur distance par rapport à la Slovaquie qui n'a pas été retenue dans la première vague de l'élargissement. Ils se félicitent de son adhésion à l'OCDE et de sa prochaine adhésion à l'OTAN en 1999 et ce, tout en maintenant leur distance par rapport à la Slovaquie par crainte de ternir leur propre aura auprès de l'UE. La Hongrie et la Pologne seront seules à coordonner leurs demandes d'adhésion à l'UE sans la République tchèque et la Slovaquie. La Tchéquie n'accorde qu'une importance marginale à un processus qui, selon elle, reste l'émanation de l'Ouest. Elle reste persuadée de la valeur d'une approche bilatérale dans ses pourparlers avec l'UE, ne se tournant vers la coopération régionale que dans le cas où les intérêts sont mutuels³⁶. Ses performances économiques, sa stabilité politique et son credo démocratique sont à même de plaider sa cause, mieux peut-être que ne saurait le faire une stratégie concertée avec ses voisins. Elle favorise donc l'approche "cavalier seul". Un an après la création du CEFTA, Vaclav Havel déclare que « le groupe a réalisé ses objectifs et doit se chercher une autre identité »³⁷.

Cette attitude se confirme lorsqu'il s'agit de l'élargissement de l'UE ou de l'OTAN. Lorsqu'en janvier 1993, les ministres de la défense des pays de Visegrad se réunissent pour coordonner leur position, le gouvernement se fait représenter par son premier député, Jiri Pospisil³⁸. Les considérations de politique interne ne sont pas étrangères à la réserve tchèque. La situation ethnique et politique de la République tchèque est moins problématique que ne l'est celle de ses partenaires. Etant une nation homogène sans minorité, elle n'expérimente pas les mêmes tensions que la Hongrie, la République tchèque ou la Pologne. Le groupe meurt symboliquement en 1994 lorsque le partenariat pour la paix est signé entre ses quatre membres. Mais, la dissolution de la Tchécoslovaquie en 1992 et sa division en République tchèque et en Slovaquie, en 1992, lui avait déjà porté un coup fatal dont elle ne pourra se remettre qu'au tournant du siècle. Après un arrêt de près de trois ans, la Hongrie, la Pologne et la République tchèque se décident prêts, en 1998, à revitaliser la coopération³⁹.

³⁶ Rhodes, Matthew. Op. Cit., p. 52.

³⁷ Interview avec Narodna Obroda, 16 novembre 1993.

³⁸ Interview, Budapest, décembre 1996.

³⁹ Déclaration au sommet de Prague, 1998.

Le commerce constitue, après la sécurité et la nécessité d'établir un dialogue multilatéral avec la CE, le troisième facteur explicatif du processus d'intégration en Europe centrale. Après la dissolution du COMECON, les pays d'Europe centrale et orientale essayent de réorienter leurs flux commerciaux vers la CE. La République tchèque, la Slovaquie et la Pologne accroissent leurs exportations. Pourtant réticents à l'idée de réactiver le commerce interrégional, les pays de Visegrad concluent l'accord de Libre Echange Centre Européen (CEFTA), en décembre 1992. Le CEFTA est une étape transitoire, condamnée à disparaître dans un délai de 5 ans lorsque les Etats membres auront adhéré à l'UE⁴⁰. Son principal objectif est de faciliter l'accès aux marchés communautaires et de préparer les administrations à l'adhésion. La taille du CEFTA, modeste à ses débuts, s'étend. Des quatre pays fondateurs (Hongrie, Pologne, République tchèque et Slovaquie), le nombre augmente à sept pays en 2000 : La Slovénie entre en 1996, la Roumanie en 1997 et la Bulgarie en 1999. L'Ukraine demande son accession.

Pourquoi s'élargir lorsque le but avoué est de se dissoudre, une fois l'objectif ultime de rejoindre l'UE atteint. Les avantages du CEFTA sont venus à la pratique et sont nombreux. Le CEFTA est un forum politique, au même titre que les autres structures régionales, permettant à des pays qui traversent les mêmes difficultés de se consulter et de tenter d'apaiser leurs différends notamment ethniques. Instrument de dialogue, il permet aux pays membres de se rapprocher des candidats potentiels (Ukraine et Lettonie).

Le CEFTA représente un marché non négligeable au moment où le protectionnisme communautaire est encore vigoureux et greffe les chances d'accroître les flux commerciaux⁴¹. Il représente pour les pays qui ne font pas partie de la première vague d'adhésion un instrument intégrateur, qui leur permet de transcender le sentiment d'isolation et d'insécurité. L'adhésion au CEFTA est un moyen pour l'Ukraine de coopérer avec la Pologne au sein d'une même structure avant que la Pologne ne rejoigne l'UE⁴². Le CEFTA fait office de palliatif face à l'extrême dépendance commerciale des pays membres de l'UE. Le CEFTA ne se substitue pas à l'UE : il accélère le processus d'adhésion en rendant les économies des pays de Visegrad conformes aux règles communautaires et il réduit les coûts de transaction. Il fixe les réformes internes que chaque pays doit adopter. Le CEFTA renforce la crédibilité de

⁴⁰ Interview, Budapest, Ministère du commerce, Novembre 1996.

⁴¹ Voir pour les arguments concernant l'intégration régionale Lawrence, Robert Z and Robert E. Litan (1990), « The World Trading System after the Uruguay Round », *Boston University International Law Journal*, Vol 8. See for the Hungarian case Toviás, Alfred (1991), « EC-Eastern Europe: A case Study of Hungary », *Journal of Common Market Studies*, Nr 3, pp. 293-294.

⁴² Pavliuk, Oleksandr 2000. Ukrainian-Polish Relations: A Pillar of Regional Stability? <http://www.weu.int/institute/chailot/chai26e.htm>.

pays face à l'occident. Les pays membres ont tous accédé à l'Organisation mondiale du commerce (OMC). La zone de libre échange est en accord avec l'article XXIV du GATT et les candidats potentiels doivent être membre de l'OMC et avoir signé un accord d'association avec l'UE⁴³. Le CEFTA est une structure d'accueil, d'antichambre à l'adhésion pour les pays qui n'ont pas encore été intégré à l'UE, les pays déjà membres étant les mentors des pays nouvellement incorporés dans le CEFTA⁴⁴. La zone de libre échange prend effet en 1993. Les droits de douane doivent être éliminés et les barrières tarifaires dans les domaines les plus sensibles réduites⁴⁵. Celles-ci doivent être abaissées au niveau imposé sur les importations communautaires. Les pays de Visegrad planifient une réduction des droits de douane en trois étapes ; celle sur les produits industriels doit être réalisée en 1999, celle sur les produits sensibles, textiles et acier, vers 2000.

Le commerce intra-régional plafonne aux alentours de 6 à 8% tout en augmentant régulièrement depuis 1993. En 1994, les flux intra-régionaux augmentent de 6%, de 9% en 1995 et de 10% en 1996. Les exportations polonaises aux Etats membres du CEFTA ont augmenté de 3,6% en 1993 à 5,8% en 1996 ; celles de la Hongrie de 5,2% à 8,8% pendant la même période⁴⁶. Mais, la République tchèque et la Slovaquie sont les deux pays les plus dépendants du commerce intra-régional. En 1998, ils réalisent respectivement 14,1% et 25% de leur commerce avec les autres pays de la zone⁴⁷. Les importations intra-régionales se concentrent principalement sur les produits chimiques, les machines, les équipements de transport et les produits manufacturés et constituent pour la Hongrie près de 80% de ses importations.

Les liens commerciaux de chacun des pays membres du CEFTA avec l'UE dépassent largement ceux qu'ils entretiennent entre eux. En 1998, les exportations de la République tchèque avec l'UE atteignent 63,4% et les importations 64,2%. L'Allemagne reste le premier partenaire commercial pour l'ensemble des pays. Pour la République tchèque, la Slovaquie, la Russie, l'Autriche et l'Italie sont respectivement les deuxième, troisième, quatrième et cinquième partenaires commerciaux ; la Russie, l'Autriche, l'Italie et la France pour la Hongrie ; l'Italie, la Russie, le Royaume-Uni et la France pour la Pologne.

⁴³ Voir Landau, Alice « Multilatéralisme et régionalisme dans les relations économiques internationales », dans Daniel Bach, éd., *Régionalisation, mondialisation et fragmentation en Afrique subsaharienne*, Paris: Karthala, 1998.

⁴⁴ Idem.

⁴⁵ Smith, Ron (1993), *European Security Perspectives: the Case of Eastern Europe*, in Crawford, P. and Schulze, Peter W, *European Dilemmas after Maastricht*, Berkeley: Center for German and European Studies, University of California Press, pp. 95- 101.

⁴⁶ Business Central Europe, *The Economist*, June 1997.

⁴⁷ Muller, St. *NATO Enlargement: Economic Aspects of Czech republic's Co-operation with Other PfP Countries*. NATO Research fellowship, <http://www.OTAN.NATO.int>. p. §p. 9.

Pour la Slovaquie, la République tchèque occupe la première place. Les économies des pays de Visegrad sont plus concurrentes qu'elles ne sont complémentaires et le commerce intra-régional ne porte que sur un petit nombre de produits. La part des matières premières charbon (de Tchécoslovaquie ou de Pologne) a diminué par rapport aux machines et équipements de transport qui forment l'essentiel du commerce intra-régional (49% des importations de Hongrie, 17% en Pologne). Seule la République tchèque exporte des voitures particulières et la Slovaquie des produits manufacturés. Dans un tel contexte, les possibilités d'approfondir le processus d'intégration restent limitées. Le pouvoir collectif du CEFTA face à l'UE reste modeste. Les mécanismes de coordination restent embryonnaires. Les avantages du CEFTA résident dans des relations continues entre les Etats membres et dans la diversification des réseaux commerciaux face à la dépendance vis-à-vis des réseaux communautaires. Ces raisons expliquent que le CEFTA se soit élargi à d'autres pays de la zone régionale malgré la réticence initiale des états membres. Il reste que les pays exploitent d'autres canaux d'accès pour pousser leurs intérêts nationaux. Tous les pays de l'Europe centrale et orientale poursuivent en même temps des négociations régionales, multilatérales ou bilatérales. Des échanges de vue et des consultations régulières ont lieu avec les principales organisations européennes, le Conseil de l'Europe, l'OSCE et l'UE tandis qu'ils participent en tant qu'observateurs aux réunions de la CEI. Cette diversité fonctionnelle qui s'appuie sur une imbrication entre différentes organisations multilatérales forme un nouveau système de gouvernance coopérative en Europe, selon les termes d'Adrian Hyde-Price⁴⁸. A la réunion de Budapest, en 1998, les chefs d'États déclarent qu'ils partagent la responsabilité pour la construction d'un continent stable et sécuritaire et qu'ils soutiennent un ordre international dans lequel la guerre est un moyen inacceptable de résoudre les conflits entre les États.

La Coopération régionale dans les Carpates

En 1992, des discussions s'engagent entre les pays de Visegrad sur la possibilité de créer des associations annexes avec les autres pays de la région. Parallèlement, la province de Krosno, en Pologne et la région frontalière de Slovaquie lancent une coopération transfrontalière. La région Transcarpatie en Slovaquie et les régions du nord est de la Hongrie font de même. En février 1992, lors d'une foire organisée à Jaslo, en Pologne, sur l'initiative de la province de Krosno, des discussions s'engagent sur les « possibilités et les perspectives d'une coopération entre les régions transfrontalières de Pologne, de Tchécoslovaquie, de Hongrie et d'Ukraine ». Les pourparlers débouchent sur un accord de coopération, finalisé lors du Sommet de Debrecen, en

⁴⁸ Hyde-Price, Adrian, Op. Cit., p. 24.

Hongrie, en février 1993⁴⁹. L'association régionale Carpathotizza prévoit d'augmenter le commerce transfrontalier entre la Pologne du sud, la Hongrie, la Slovaquie et l'Ukraine. Elle projette la création d'une banque interrégionale destinée à financer des projets d'investissements et une coopération économique, scientifique, en matière d'environnement et d'éducation. La région met en place quatre commissions de travail : la Commission sur l'environnement et le tourisme (coordination polonaise) ; sur la coopération régionale économique (coordination hongroise) ; sur l'infrastructure sociale (coordination slovaque) et une Commission de contrôle et d'arbitrage (coordination ukrainienne). En revendiquant son adhésion à la Convention 106 du Conseil de l'Europe, sur la coopération transfrontalière entre les communautés territoriales et les autorités, l'Euro région des Carpates affiche officiellement ses liens avec les organisations occidentales.

La coopération reste pourtant limitée. Les pays du Triangle de Višegrad n'ont aucune intention d'étendre leurs relations avec l'Ukraine, ni d'institutionnaliser la coopération. Ils n'en poursuivent pas moins des relations bilatérales avec l'Ukraine. L'intérêt de cette initiative réside dans le foisonnement des initiatives transfrontalières. Celles-ci constituent pour les pays de la région l'occasion de promouvoir la coopération, d'établir la stabilité et de neutraliser les conflits. La coopération transfrontalière constitue un instrument diplomatique supplémentaire aux mains des Etats qui les rapproche davantage de l'Occident.

Les Euro régions en Europe centrale

L'Europe centrale a été au cours des siècles le berceau d'une activité concentrée sur les sous régions. Au XVI^{ème} siècle, la Ligue hansatique entretient un réseau de villes dont Hambourg, Brême, Lubeck, Magdebourg, Breslau ou Cracovie. Elle établit des agences de la Hanse à l'étranger. Les villes affiliées disposent de privilèges commerciaux. D'une manière générale, la région a été davantage un objet qu'un sujet dans la politique internationale. La région est soumise au jeu des pouvoirs. En les maintenant dans une situation de dépendance, le régime communiste n'a pas modifié leur statut⁵⁰.

La CE a constitué un exemple pour l'Europe centrale en permettant aux mouvements régionalistes d'acquérir un relief particulier. La Catalogne,

⁴⁹ L'Euro région est composée des régions de Miskolc, Debrecen et Eger (Hongrie) ; Krosno et Przemysl, en Pologne, de Bardejov, Humenne, Michalovce, Svinik, Trebisov et Vranov en Slovaquie et Uzhgorod en Ukraine. *Carpathian Euroregion, A Brief Introduction* (1995), Krosno, p.3.

⁵⁰ Korbonski, Andrzej (1976), External influences on Eastern Europe pp. 253-271 in Gati, Charles, ed., *The International Politics of Eastern Europe*, New York: Praeger Publishers, p. 253.

l'Ecosse ou le Pays de Galles prennent de l'autonomie. La fin de la guerre froide et l'éclatement du bloc soviétique accélèrent ce processus de différenciation. Libérés du joug soviétique, les Etats d'Europe centrale ont multiplié les liens multilatéraux, régionaux et transfrontaliers. En Europe centrale, la Pologne a joué un rôle de pionnier, en créant, à l'intérieur du Ministère des Affaires étrangères un département chargé de promouvoir la coopération transfrontalière et d'encourager les communautés locales dans leurs initiatives. La position géographique de la Pologne a certainement joué un rôle dans son dynamisme transfrontalier. La Pologne dispose de plusieurs zones d'intérêt. Elle est intégrée dans la zone Baltique, composé de dix pays : Finlande, Suède, Norvège, Danemark, Allemagne, Pologne, Lituanie, Lettonie, Estonie et Russie. Ses intérêts la portent également vers la Biélorussie, l'Ukraine et la Russie. La stratégie transfrontalière de la Pologne s'intègre dans une politique de bon voisinage qu'elle enclenche à la fin du communisme et qui rétablit les relations étroites qu'elle entretenait avec plusieurs de ses voisins. En novembre 1990, la Pologne et l'Ukraine signent un accord de coopération et, en janvier 1991, un accord économique. Ils établissent une commission mixte sur les minorités polonaises et ukrainiennes, en mars 1991⁵¹. La Pologne et l'Ukraine comptent près de 70 accords bilatéraux à leur actif y compris dans le domaine militaire et qui révèlent les inquiétudes polonaises devant le rapprochement entre la Biélorussie et la Russie⁵². Compte tenu de l'animosité qui a longtemps régné entre les deux pays, ces accords permettent de mesurer les changements intervenus dans la région et qui permettent de transcender le dilemme de la sécurité dans lequel ils auraient pu tomber⁵³.

La multiplication des accords de coopération transfrontalière

Jusqu'en 1993, la Pologne ne fait partie d'aucune convention multilatérale, à l'exception de l'euro région Neisse, établi en 1991 et embrassant les frontières de Pologne, de l'Allemagne et de la République tchèque⁵⁴. L'idée d'une coopération transfrontalière surgit lors d'une conférence organisée à Zittau, en République démocratique allemande, en mai 1991, autour du problème de la pollution dans la région. Mais, hormis cette initiative, aucune autre forme de coopération n'avait encore réellement émergé. L'importance de cet instrument de politique étrangère n'échappe pas à la Pologne. En neutralisant les tensions qui peuvent naître aux confins d'un pays, la coopération transfrontalière

⁵¹ Brzezinski, Ian J (1993), « Polish-Ukrainian Relations: Europe's Neglected Strategic Axis », *Survival*, Vol. 35, Nr 3, p. 28.

⁵² Pavliuk, O., op. Cit., p. 1.

⁵³ Selon lequel toute tentative de contrôler les incertitudes de l'environnement le plus proche est vécue comme une menace qui entraîne une réponse immédiate, plus violente encore, voir Posen, Barry 1993. *The Security Dilemma and Ethnic Conflicts*, *Survival*, Vol. 35, Nr 1, p. 29.

⁵⁴ *Document de travail* (octobre 1996), Ministère des Affaires étrangères, Varsovie.

décharge le gouvernement central d'une partie importante de sa charge diplomatique. Elle permet à la Pologne de rétablir son rôle de pivot régional dans la région et d'amplifier son importance internationale, en exploitant, à peu de frais, les synergies historiques et économiques, qui existent à sa périphérie. La Pologne décourage ses communautés territoriales à s'associer avec des pays qui pourraient susciter des problèmes diplomatiques⁵⁵. La Pologne n'a conclu aucun accord avec la Roumanie qui s'est vu octroyer cependant un statut d'observateur. La dimension financière n'est pas étrangère à l'intérêt que porte la Pologne à la création d'Euro régions : « la coopération transfrontalière polono-allemande s'intègre dans nos efforts pour nous rapprocher de l'UE ; tandis que les initiatives et les projets soutenus par les communautés situées à nos frontières sont instrumentales dans la recherche d'assistance financière. Nous comptons nous orienter vers des projets de coopération dans le domaine de l'écologie (usines de traitement des déchets), et dans d'autres domaines. A notre avis, l'augmentation en 1996 du Fonds commun de Phare à 2 millions d'Ecu pour les petites et moyennes entreprises est un signe positif »⁵⁶.

PHARE encourage les projets, notamment ceux concernant l'écologie. L'Euro-région Neisse a précisément pour objet de promouvoir une coopération dans le domaine de l'environnement. En 1995, des représentants du Conseil de l'Europe visitent toutes les régions frontalières de la Pologne qui se sont engagées dans des initiatives transfrontalières. En 1993, elle adhère à la Convention sur la coopération transfrontalière entre les communautés territoriales et les autorités. Cette convention, également connue comme la Convention de Madrid du Conseil de l'Europe du 21 mai 1980, est appliquée dès le mois de juin. La Convention autorise les communautés locales des pays signataires à coopérer avec des communautés d'autres pays dans les conditions stipulées par la Convention (Article 10). La création, en 1985, d'une assemblée des régions fait avancer la cause des régions. Elle dispose d'un secrétariat à Strasbourg. Depuis 1992, 179 régions en sont membres, au sein de l'UE et à l'extérieur. La Pologne inscrit des clauses sur la coopération transfrontalière dans les traités qu'elle signe avec la Biélorussie en avril 1992 ; la Lettonie en juillet 1992 ; l'Estonie en juillet 1992 ; la Russie en octobre 1992 ; l'Ukraine en mai 1993 ; la Géorgie en avril 1993 ; et le Kirghizstan en juin 1993. De plus, le gouvernement conclut un accord de coopération avec le gouvernement russe sur la coopération entre ses provinces du nord-est et du district de Kaliningrad, en mai 1992 et avec la région de Saint-Pétersbourg en octobre 1992. En 1994, la Pologne signe deux accords importants sur la coopération transfrontalière avec ses deux voisins situés à son flanc sud, la Slovaquie en août et avec la République tchèque en septembre. En janvier et septembre 1995, elle conclut un accord avec l'Ouzbékistan et la Lituanie. En tout, la Pologne possède huit

⁵⁵ *Interview*, Ministère des Affaires étrangères, Varsovie, décembre 1996.

⁵⁶ *Interview*, Ministère des Affaires étrangères, Varsovie, décembre 1996.

euro régions dans la région des Carpates (avec des régions frontalières de Pologne, d'Ukraine, de Hongrie et de Slovaquie), la Neisse (Pologne, Allemagne et République tchèque), la région de la Spree-Nweisse-Bohr (Pologne et Allemagne) ; la pro Europea Viadrina (Pologne et Allemagne), l'Euro région de la tatra (Pologne et Slovaquie) ; la Bug (Pologne et Ukraine), la Poméranie (Pologne et Allemagne, ouverte au Danemark et à la Suède) et l'Euro région de la Silésie-Moravie (Pologne, République tchèque et Slovaquie)⁵⁷. Les Euro régions se heurtent à plusieurs difficultés. L'asymétrie des ressources entre les communautés territoriales et la disparité quant à l'accès à l'aide financière sont sources de tensions et de frustrations. Chaque communauté alimente le budget commun. Certaines d'entre elles ne disposent pas des fonds nécessaires. Selon la Pologne, la Slovaquie et la Hongrie ne participent pas équitablement au budget de fonctionnement de l'Euro région des Carpates ce qui nuit à son efficacité⁵⁸. Chaque partie évalue négativement les coûts et les bénéfices de la coopération et rejette sur le partenaire le fardeau financier encouru par la création d'une infrastructure de coopération. La situation est différente en ce qui concerne la coopération transfrontalière entre la Pologne et l'Allemagne, largement subventionnée par le programme PHARE (49 millions d'Ecus pour les projets, à l'exception des projets d'infrastructure).

Tableau 2 : Liste des accords internationaux en matière de coopération transfrontalière ou interrégionale conclus par la Pologne, par ordre chronologique

1. **Juin 1991** : République de Pologne et République fédérale d'Allemagne sur la coopération régionale et transfrontalière (échanges de notes entre les Ministres des Affaires étrangères).
2. **Avril 1992** : Biélorussie, Principes généraux sur la coopération transfrontalière.
3. **Mai 1992** : Fédération de Russie, coopération entre les voïvodes du nord est de la Pologne et le district de Kaliningrad.
4. **Septembre 1992** : Lettonie, coopération entre régions et gouvernements autogérés locaux.
5. **Septembre 1992** : Estonie, coopération entre régions et gouvernements autogérés locaux.

⁵⁷ 1. Eurorégion « Poméranie » (Allemagne, Pologne), comprendrait également des provinces danoises et suédoises ; 2. Eurorégion « Pro Europa Viadrina » (Allemagne, Pologne) ; 3. Eurorégion « Spree-Neisse-Bohr » (Allemagne, Pologne) ; 4. Eurorégion « Neisse-Nisa-Nysa » (République tchèque, Allemagne, Pologne) ; 5. Région transfrontalière « Silésie, Moravie » (République tchèque, Pologne) ; 6. Eurorégion « Tatra » (Slovaquie, Pologne). 7. Eurorégion « Carpates » (Hongrie, Slovaquie, Ukraine, Pologne) ; 8. Eurorégion « Bug » (Ukraine, Pologne).

⁵⁸ *Interview*, Ministère des Affaires étrangères, Varsovie, décembre 1996.

6. **Octobre 1992** : Fédération de Russie, coopération transfrontalière.
7. **Octobre 1992** : Fédération de Russie, coopération entre régions de la République de Pologne et la région de Saint-Petersbourg.
8. **Janvier 1993** : Convention européenne sur la coopération transfrontalière entre les Communautés territoriales ou les Autorités.
9. **Avril 1993** : République de Géorgie, coopération interrégionale.
10. **Mai 1993** : Ukraine, coopération interrégionale.
11. **Juin 1993** : République de Kirghizstan, coopération interrégionale.
12. **Aout 1994** : République slovaque, coopération transfrontalière.
13. **Août 1994** : République tchèque, coopération transfrontalière.
14. **Janvier 1995** : République d'Ouzbékistan, coopération entre Autorités régionales ou locales.
15. **Septembre 1995** : Lituanie, coopération transfrontalière.

Les tensions entre pays de la région affectent également la coopération transfrontalière. La Pologne s'implique dans une coopération transfrontalière avec des pays en proie aux tensions nationalistes. Elle signe un accord avec la Russie, en dépit de l'opposition de la Lituanie qui fait pression sur la Pologne pour qu'elle s'abstienne de signer tout accord avec la Russie et la Biélorussie. Les courants nationalistes polonais s'opposent à une coopération transfrontalière qu'ils ressentent comme une nouvelle partition de la Pologne. Adrian Hyde Price souligne également la condamnation des groupes catholiques nationalistes qui dénoncent la menace que fait peser la coopération transfrontalière sur l'identité de la Pologne et son intégrité territoriale⁵⁹.

Conclusion

Les pays d'Europe centrale et orientale ont vis-à-vis de la coopération régionale une attitude ambivalente. Il ne s'est agi, à aucun moment, de substituer la coopération régionale à une adhésion aux structures occidentales. La régionalisation répond à un besoin : lutter contre le sentiment d'isolement et de marginalisation face aux réformes drastiques qu'impose le double phénomène de la transition démocratique et économique et de l'adhésion à l'Union européenne. Les structures régionales sont autant de forums qui permettent aux pays membres de se consulter, d'aplanir leurs différends et de deviser des stratégies.

⁵⁹ Hyde-Price, Adrian (1996), *The International Politics of East Central Europe*, *op. cit.*, p. 121.

L'adhésion est un phénomène incontournable, la régionalisation un choix stratégique qui doit assurer le passage vers une dimension plus internationale.

L'intégration régionale est à situer dans le contexte d'une mobilisation diplomatique qui agite la région. Les multiples connexions bilatérales et multilatérales sont nécessaires pour parvenir à dépasser les problèmes de construction et de modernisation, imposées par la transition et la préparation à l'adhésion. Les objectifs sont ambitieux à la mesure des problèmes politiques, économiques, sociaux, ethniques et sécuritaires auxquels font face tous les pays de la zone.

La régionalisation du centre de l'Europe est un phénomène naturel étant donné que l'après guerre froide est marqué par une régionalisation croissante des sphères politiques et sécuritaires. La sphère politique s'est fragmentée selon des lignes régionales. La guerre, les fractures ethniques ne sont plus des phénomènes nationaux isolés mais impliquent les uns et les autres et agissent au niveau de la région. La position géographique commande les mouvements politiques et stratégiques. Les développements dans le centre de l'Europe montrent à l'évidence la régionalisation de la politique et de la sécurité européenne.

La régionalisation n'est pas un phénomène aisé. Le passé et la mémoire collective n'ont guère incité les pays à s'engager dans un dialogue et un engagement régional. Ils ont dû surpasser la régionalisation forcée de la période soviétique et la méfiance héritée de siècles de conflits. Les troubles politiques, la guerre en ex-Yougoslavie ont affecté certains pays de la région et ont eu un impact direct sur l'évolution et la construction d'une identité régionale. C'est une entreprise qui n'a pas été sans mal mais qui apporte incontestablement un élément stabilisateur dans la région. Les troubles politiques qui agitent sporadiquement chacun des États de la région sont là pour rappeler les bienfaits d'un dialogue continu et d'une collaboration renforcée.

II. L'intégration européenne des pays de l'Est

ISABELLE KAPP

Maître de conférences à l'Université de Szczecin, Pologne

Berlin, une ville contrastée

Introduction

Berlin est, sans nul doute, une des grandes villes d'Europe les plus fascinantes et les plus hautes en couleur. Il y a peu de villes au monde qui savent si bien réunir l'ancien et le nouveau, le moderne et la tradition. Les témoignages du passé et du présent sont inépuisables à Berlin.

Berlin est l'une des villes d'Europe d'où sont parties les plus violentes ondes de choc qui ont ébranlé le continent. Depuis sa fondation, et plus encore depuis le début du XX^{ème} elle est en perpétuelle mutation : la capitale de l'Empire wilhelminien devint le berceau des idées révolutionnaires, le tourbillon des années folles fit place à la dictature nationale socialiste. Sur le gigantesque champ de ruines qui en résulta, surgirent deux moitiés de ville régies par des systèmes de société diamétralement opposés. Berlin Ouest, vitrine du monde libre, maintenue en vie par une politique d'allègement fiscaux, faisait place à Berlin Est, capitale de la RDA et vitrine du socialisme. Durant quatre décennies, la ville sur la Spree fut le symbole de la division du monde en deux blocs.

I. Géographie

A. Une ville coupée en deux

1. La chute du mur

En 1990, Berlin a cessé d'être une ville divisée. Séparés durant vingt-huit années par un mur et gouvernés par des systèmes politiques diamétralement opposés, les berlinois ont dû réapprendre à vivre ensemble.

Berlin est redevenue la capitale de l'Allemagne, le 20 juin 1991, mais la disparition du mur n'est pas parvenue à effacer tous les contrastes architecturaux et urbanistiques. Certes, depuis juillet 1990, date d'entrée en vigueur de l'Union économique, sociale et monétaire entre la RFA et la RDA, les restaurants et les commerces proposent les mêmes produits. Toutefois le rapprochement entre les berlinois de l'Est et de l'Ouest n'est pas aussi facile

qu'on pourrait le croire. L'expérience montre bien qu'ils ont évolué dans des systèmes radicalement opposés et qu'il faudra du temps pour parvenir à une parfaite compréhension. Jusqu'à la partition de l'Allemagne, la métropole brandebourgeoise occupait une position centrale sur le territoire dont elle était la capitale. Après la guerre, sa situation en fit le théâtre privilégié de la guerre froide, le terrain d'affrontement entre l'Union Soviétique et les Etats-Unis.

Mais Berlin c'est aussi une ville de nature : recouverte de nombreux cours d'eau et d'espaces verts (24% de la superficie de la ville), la région environnante regorge de forêts et de lacs (Tegeler See, Wansee, Müggelsee) reliés par la Spree et la Havel. Ces deux voies navigables ont joué un rôle important dans l'économie berlinoise car elles étaient reliées aux principaux fleuves européens.

2. L'activité économique

Dépourvu d'industries lourdes, Berlin a vu naître des usines de transformation et de raffinage. La fonction publique a toujours été le premier pourvoyeur d'emploi et voit encore son importance grandir avec Berlin devenue capitale. Au-delà du symbole, les investisseurs ne s'y sont pas trompés : de grands groupes internationaux (Sony, Daimler Benz...) ont choisi Berlin réunifié pour y implanter leur siège social ou certaines de leurs activités. Le nouveau secteur industriel de la Potsdamer Platz attend plus de 300.000 personnes supplémentaires dans les années à venir.

3. Les problèmes de logement

Malgré les ravages des bombardements, les anciens quartiers ouvriers (édifices à 4 ou 5 étages et une arrière-cour étroite) possèdent encore de nombreux bâtiments du XIX^{ème}. La municipalité de Berlin-Ouest a été contrainte pendant quarante années de se montrer parcimonieuse dans l'attribution de terrains constructibles. Ainsi les maisons individuelles sont plutôt rares. La majorité des berlinois vivent dans des appartements relativement anciens, dont ils sont en général locataires.

Par ailleurs Berlin compte de nouveaux quartiers d'habitation (Marsan, Hellersdorf à l'est par exemple), des cités-dortoirs, des jungles de béton où les tensions sociales sont exacerbées. Désormais, on cherche davantage à privilégier la « réhabilitation urbaine ». Comme dans beaucoup de grandes villes, Berlin souffre de pénurie de logements. Les appartements confortables sont rares et chers. C'est pourquoi dans les années soixante-dix, une politique urbaine déficiente provoqua des actions de protestation et donna naissance aux mouvements des squatters. Le Sénat de Berlin-Ouest prit des mesures d'urgence : remise en état d'appartements vides et négociations avec les occupants illégaux.

Quant à la municipalité de Berlin Est, le terme de rénovation ne faisait même pas partie de son vocabulaire. C'est ainsi que des pans de rue entiers se muèrent en îlots insalubres. Après la disparition du mur, des groupes de jeunes investirent des immeubles entiers, car ils voulaient un endroit à eux pour y expérimenter de nouveaux modes de vie, à l'écart de la sphère familiale.

B. Naissance de l'actuel Berlin : 1920

Berlin n'existe sous sa forme actuelle que depuis le 1^{er} octobre 1920, date de la loi portant sur la création de la nouvelle communauté urbaine de Berlin. Cette loi réunissait au sein d'une même entité 7 villes, 59 communautés rurales et 27 domaines. La réforme administrative de 1920 fit de Berlin, la seconde ville d'Europe. Durant la décennie suivante, la ville accéda au rang de métropole culturelle et intellectuelle et connut son âge d'or. La partition de la ville a engendré deux centres distincts, séparés l'un et l'autre par le parc de Tiergarten et par le mur. La division de la ville eut pour conséquence le dédoublement des lieux et des institutions. A Berlin tout existe en double.

II. Histoire de Berlin

A. Capitale de la Prusse

Berlin puise ses origines dans deux cités distinctes, Berlin et Cölln, situées sur des îles de la Spree. Les premiers colons s'y établissent au milieu du XII^{ème} et en 1251, toutes deux obtiennent une charte communale. Les deux cités partageaient les mêmes intérêts économiques quand elles s'assemblèrent sous l'égide d'une administration commune en 1307.

Après avoir unifié les tribus germaniques au X^{ème}, Othon le Grand entreprit d'étendre son Empire à l'est de l'Elbe, jusqu'à l'Oder. Une révolte des tribus slaves lui permit d'imposer définitivement la suprématie germanique à l'est de l'Elbe, premier bastion slave occupé par ses troupes. Dès le milieu du XIII^{ème}, les comtes impériaux (Les Ascaniens) étendirent leur suzeraineté sur la totalité de l'actuel territoire berlinois pour étendre leur influence jusqu'en Poméranie, puis à l'est de l'Oder.

1. Commerce et navigation

Mobilisés par les Ascaniens, les templiers tissèrent un réseau de châteaux forts dans tout le pays et fondèrent de nouveaux villages. Les marchands et les bateliers de Berlin acquirent un monopole sur l'approvisionnement de l'arrière-pays et sur tout le commerce. L'essor des échanges fit la fortune de la cité où

art et artisanat s'épanouirent. L'extinction de la dynastie des Ascaniens précipita l'effondrement des comtes de la Marche. Terrorisées par les pillards et les bandits, les Marches demandèrent protection à l'Empereur (qui avait d'autres soucis à régler). Berlin décida donc d'organiser sa milice. Mais la paix ne revint qu'en 1411 quand Frédéric de Nuremberg, de la Maison des Hohenzollern devint comte, puis Prince électeur de la Marche de Brandebourg.

2. Les premiers châteaux

Sous le règne du deuxième Prince électeur des Hohenzollern, des heurts éclatèrent entre l'aristocratie de la ville et les bourgeois. Le peuple implorait l'aide de son souverain mais celui-ci profita de ces rivalités pour accroître son propre pouvoir. La révolte des citoyens de Berlin pour reconquérir leurs droits civiques se solda par un échec. Vers 1500, Berlin-Cölln devenait résidence princière. Chevaliers, fonctionnaires, marchands et courtisans délaissèrent les terres des Hohenzollern en Franconie pour s'établir sur les rives de la Spree. Lors de la réforme luthérienne de 1539, le souverain fit séculariser les propriétés du clergé qui vinrent s'ajouter à ses propres domaines. La bourgeoisie subissait des bouleversements. La ville se dota de nouvelles écoles, d'un atelier d'imprimerie et d'une pharmacie. C'est à Berlin qu'eut lieu la première représentation théâtrale et qu'en 1617 le premier hebdomadaire berlinois paraissait. Les conditions d'hygiène et de logement restaient toutefois déplorable et la peste de 1576 fit quatre mille victimes. Même si les combats de la guerre de trente ans épargnèrent leur ville, les berlinois souffrirent cruellement durant ces trois décennies de guerre. Craignant une offensive suédoise, l'un des ministres de l'Empereur fit incendier les faubourgs, privant de toits des milliers de personnes. A la fin du conflit, la ville royale ne comptait plus que six mille âmes et Frédéric-Guillaume de Brandebourg, dit le Grand Electeur, élaborait un vaste plan de reconstruction : il fit ériger de nouvelles fortifications pour prévenir d'éventuels assauts. A la fin de son règne (en 1688) Berlin était transformée. Forte de vingt mille habitants, elle s'était agrandie et avait embelli.

3. Berlin : protectrice des huguenots et des juifs

Le Prince électeur édicta une série d'ordonnances qui donnèrent un nouveau souffle à l'économie de la ville. Le grand Electeur accorda sa protection et des droits commerciaux à cinquante riches familles juives expulsées d'Autriche. Quelque six mille huguenots trouvèrent aussi refuge à Berlin à la Révocation de l'Edit de Nantes en 1685. Ils prirent une large part à la prospérité de la ville grâce à leurs capitaux et à leur expérience économique. Outre leur compétence technique (tissage de la soie, fabrication du verre et du papier), ils importèrent l'art de vivre à la française. Vers 1700, un berlinois sur cinq était d'origine française. Cette atmosphère cosmopolite contribua à forger la tolérance et l'esprit

d'ouverture chers aux berlinois. La prospérité de la ville stimula aussi l'essor de la culture et de la science : Berlin possédait son quotidien, une université, l'Académie des Beaux-arts et une Académie des Sciences.

4. Berlin : une ville royale

Les Hohenzollern étendaient toujours plus leur territoire : du Duché de Prusse jusqu'à la frontière Russe. De beaux châteaux dans l'esprit baroque furent réalisés : le château de Charlottetown. Frédéric-Guillaume 1^{er}, le Roi sergent, réduisit le train de vie de la cour. C'est à lui que la Prusse doit l'enseignement obligatoire. Il s'intéressa de près à l'économie du pays, dès lors l'essor des industries, consacrées en majorité à la fabrication de matériel militaire, entraîna un afflux de main d'œuvre.

En 1740, l'avènement de Frédéric II marqua le retour de la vie de cour. La ville se dota d'un opéra et on accueillait concerts et réceptions. Les victoires de Frédéric le Grand étendirent beaucoup le territoire de la Prusse, qui se hissa au rang de puissance européenne.

5. Un mouvement de prestige au XVIII^{ème}

Le XVIII^{ème} est marqué par une grande période de restructuration du centre ville : l'Opéra, le Berliner Dom, la Cathédrale Sainte Edwige. Ce projet atteint son apogée avec le réaménagement de l'avenue « Unter den Linden » destinée à devenir une avenue de prestige. C'est le successeur de Frédéric le Grand qui la dota d'un imposant monument de style classique sur le modèle des propylées d'Athènes : la Porte de Brandebourg (1788-1791). A la même époque des intellectuels comme Lessig et Mendelssohn, contribuaient à faire de Berlin la nouvelle capitale intellectuelle de l'Allemagne. A l'aube de l'ère romantique, les salons juifs devenaient les hauts lieux du Berlin spirituel. Imitant le modèle français la noblesse et la haute bourgeoisie berlinoise brassaient les idées libérales. En 1806, l'armée française ébranla la souveraineté nationale lors des batailles d'Iéna et d'Auerstedt. Deux années d'occupation française ouvrirent la voie à de longues années de suprématie française. Mais les guerres de libération (1813-1815) se soldèrent par la victoire de l'Allemagne. Dès 1810, Berlin devint une ville universitaire et devint le plus grand centre d'enseignement du pays.

6. L'ère industrielle : la bourgeoisie et le prolétariat

Le long règne de Frédéric-Guillaume III (1797-1840) se distingua par l'émancipation de la bourgeoisie et le début de l'industrialisation avec son cortège de bouleversements sociaux : appauvrissement des masses, apparition d'une classe ouvrière. Tandis que Langhans et Schinkel émaillaient la ville royale d'églises et de palais néo-classiques, les faubourgs entraînaient dès 1862

dans l'ère des casernes locatives, sinistres immeubles ouvriers qui se succédaient sur une enfilade de cours intérieures. Au milieu du XIX^{ème}, le prolétariat représentait la moitié des 400.000 habitants de Berlin. Au printemps 1848, tandis que la Révolution éclatait à Paris, puis à Vienne, les ouvriers et les bourgeois de Berlin descendirent eux aussi dans la rue. La Révolution l'emporta malgré de nombreux morts. Le roi reconnut le droit de vote et les libertés de la Presse, de réunion et d'association. Nationalistes et démocrates se perdirent en querelles stériles et en 1848, le Général Wrangel, à la tête des troupes royales occupa Berlin et rétablit l'ordre. Mais la constitution adoptée consolidait en fait la dynastie et répartissait les électeurs en trois classes inégales, ce qui subsista jusqu'en 1918.

B. Berlin : capitale de l'Allemagne

Au cours de la seconde moitié du XIX^{ème}, Berlin se hissa au rang de seconde ville industrielle d'Europe, après Paris. Dès le milieu du XIX^{ème}, le mouvement ouvrier commença à s'organiser contre le patronat. Aussi l'idéologie socialiste trouva-t-elle un écho grandissant dans les quartiers misérables du Nord et de l'Est de la ville. Berlin devint le bastion du syndicalisme et le berceau d'un mouvement social-démocrate dont seul Bismarck parviendra à enrayer l'expansion.

1. *Berlin : Première capitale de l'Allemagne*

La Prusse triomphait en 1869 du Danemark et de l'Autriche, aux dépens desquels elle accrut ses possessions territoriales. En 1866, la dissolution de la Confédération germanique fit de Berlin, la capitale de la Confédération de l'Allemagne du Nord qui s'allia à l'Allemagne du Sud par plusieurs traités. Ainsi s'achevait l'Unification de l'Allemagne dont l'Autriche était exclue. Après la victoire sur la France (1871), les Princes allemands offrirent la couronne impériale au roi de Prusse : il s'agissait là de l'Unification de la nation allemande en un seul État. Ainsi l'ancienne résidence de la monarchie prussienne de Brandebourg s'éleva au rang de capitale de l'Allemagne impériale.

2. *Expansions économique et technique*

Entre 1871 et 1873, l'Empire né sur le tard connut trois années vertigineuses appelées « les années de fondation », durant lesquelles une spirale de modernisation technique et économique aspira le pays. Grâce aux commandes de l'Etat et aux remboursements des emprunts contractés durant la guerre, les entreprises virent affluer d'énormes capitaux. Il fallait loger le flot de main d'œuvre qui affluait à Berlin, on construisit donc les premières cités-dortoirs. A la fin du XIX^{ème}, Berlin était devenue la première métropole moderne d'Allemagne.

Déjà pourvue d'un éclairage public électrique, la capitale de l'Allemagne s'enorgueillit, en outre, d'un réseau téléphonique. Voitures et omnibus commencèrent à éclipser les véhicules à cheval. En 1902, on inaugura la première ligne de métro.

3. *L'ère wilhelminienne*

La mort de Guillaume 1^{er} inaugure l'année des trois empereurs. En mars 1890, Bismarck, démis de ses fonctions annonce l'entrée de l'Empire dans l'ère wilhelminienne. Celle-ci vit s'achever la transition de l'Allemagne agricole vers un pays industriel dont le pouls battait à Berlin. Les deux décennies suivantes furent placées sous le signe du dynamisme et du modernisme, portés par une croissance démographique explosive. Un flot d'idées nouvelles véhiculées par la jeunesse régénéra l'univers littéraire berlinois. Poètes radicaux et « bohêmes » rêvaient de refaire le monde par l'art. Berlin devint le foyer de l'avant-garde, le foyer de la Sécession berlinoise et de l'expressionnisme allemand. Au début du XX^{ème} une longue liste d'illustres professeurs témoigne du rôle que Berlin jouait alors dans les sciences humaines. Berlin acquit également ses lettres de noblesse en biologie et en médecine.

4. *Démission de l'Empereur*

Les premières années du XX^{ème} virent s'exacerber les tensions sur le continent européen. La crise atteignait son paroxysme en 1914 lorsqu'une majeure partie de l'Europe était en guerre. Le conflit ne tarda pas à devenir mondial. L'un après l'autre, les empires centraux s'effondrèrent et en 1918, l'Empereur se vit contraint d'abdiquer. Le 9 novembre 1918, du haut du Reichstag, le social-démocrate Philippe Scheidemann proclama la Première République Allemande.

C. Berlin sous les bombes

Partout dans l'Empire, ouvriers et soldats se constituèrent en comités. Nombre de communes hissaient le drapeau rouge. Quelques heures après que Scheidemann eut proclamé la République, Karl Liebknecht, chef des Spartakistes proclama la République Socialiste Libre. Ainsi dès le 9 novembre 1918, la gauche allemande se trouvait en proie à des dissensions insurmontables.

1. *Une période troublée*

Après le départ en exil de l'Empereur, le pays sombra dans le chaos. Le gouvernement provisoire estima nécessaire de prendre des mesures radicales afin de réaffirmer son autorité.

Durant l'hiver 1918, le centre de Berlin se mua en véritable camp révolutionnaire armé. Les soldats du gouvernement expulsèrent les Spartakistes appelant à la grève générale. Karl Liebknecht et Rosa Luxembourg furent assassinés dans le Parc de Tiergarten.

2. La République de Weimar

La même semaine, les sociaux-démocrates obtinrent la majorité à l'Assemblée nationale et Friedrich Ebert devint Président de la République de Weimar en 1919.

3. Les années folles

En réalité les années vingt avaient démarré sous de funestes auspices. Le paiement des réparations de guerre avait provoqué une dévaluation catastrophique et le coût de la vie avait atteint des sommets vertigineux. Il fallut attendre la mise en circulation du « Rentenmark » en 1923 pour voir revenir une certaine stabilité. La République de Weimar fut une période de contrastes. L'ancienne capitale impériale se mua en métropole capable de rivaliser avec Londres, Paris ou New York. Cette rapide extension conduisit à la réforme territoriale du « Grand Berlin » qui multiplia par treize la superficie de la capitale. C'est de cette époque que date la Tour de la radio, haute de 150 mètres et érigée par Heinrich Straumer en 1924. Elle fut mise en service dès 1926 à l'occasion de la troisième exposition de radio allemande.

4. Berlin : centre de l'Europe artistique

Sous la République de Weimar, Berlin se distinguait par une liberté de pensée et un cosmopolitisme sans précédent, mais aussi par de considérables clivages sociaux. Les tensions politiques extrêmes aiguisèrent les sens et les consciences des berlinois dans tous les domaines. La conjonction de ces facteurs fit de la capitale de l'Allemagne un centre de l'Europe artistique.

Le quartier du Kurfürstendamm devint un haut lieu de la vie nocturne, fréquenté tant par la haute société que par la bohème. On construisit également à Berlin, le grand studio de cinéma européen et le théâtre connut également alors son âge d'or. Durant l'entre-deux guerres, Berlin fut aussi la capitale de la presse et de l'édition. Quelques cent cinquante quotidiens et hebdomadaires présentaient l'actualité politique et culturelle selon les points de vue les plus divers. Dix prix Nobel sous la République de Weimar vivaient à Berlin dont Albert Einstein.

5. La montée du nazisme

La conquête de Berlin ne fut pas chose aisée pour les nazis. Hitler n'appréciait guère cette métropole trépidante et insolente. Il préféra donc s'installer à

Munich. Il savait toutefois que l'ascension au pouvoir passait par la capitale. En 1926, il envoya Joseph Goebbels pour mener bataille à Berlin. Celui-ci était convaincu que quiconque parviendrait à tenir la rue gagnerait le pouvoir sur la ville. Il concentra donc sa propagande sur les quartiers populaires. Mais entre-temps, la Bourse de New York s'était effondrée, entraînant le monde entier dans une terrible récession qui devait déboucher sur le second conflit mondial.

En proie au désespoir, l'Allemagne était un terreau on ne peut plus favorable au nationalisme et à l'antisémitisme. En 1929, le chômage régnait de manière terrifiante et l'année suivante lors du scrutin parlementaire des millions d'électeurs exprimèrent leur confiance à Hitler. Le 30 janvier 1933, Hitler était nommé Chancelier. La Chancellerie prononça l'interdiction du parti communiste. Annulant l'ordre constitutionnel par la loi du 23 mars 1933 donnant à Hitler les pleins pouvoirs, celle-ci ouvrit la voie de la dictature. Nombre d'opposants au régime, dont de grands artistes et intellectuels se virent contraints de quitter l'Allemagne et l'exode des juifs commença.

6. *Le troisième Reich*

Par la loi de Nuremberg de septembre 1935, les juifs devaient dorénavant se tenir à l'écart des « Aryens de sang allemand », se soumettre aux lois de discrimination et renoncer à leurs droits civiques. Le 9 novembre 1938, à la suite de l'assassinat, à Paris d'un diplomate allemand par un jeune juif de Hanovre, Goebbels déclencha la nuit de cristal, au cours de laquelle des hordes de SA et de SS dévastèrent les commerces, appartements et lieux de culte juifs dans toute l'Allemagne. La seconde guerre mondiale allait empêcher la naissance de Germania, nom choisi par le Chancelier pour la capitale du nouvel Empire.

7. *La seconde guerre mondiale*

Une succession de victoires éclair en Pologne, en Scandinavie et sur le front occidental rendirent plus difficile l'opposition au régime nazi. Le 22 juin 1941, le Führer annonçait que les troupes allemandes partaient à l'assaut de l'Union Soviétique. Durant l'hiver 1943-1944, les britanniques puis les américains entamèrent la « Bataille de Berlin » pour la destruction systématique de la capitale. Fin janvier 1945, les troupes soviétiques atteignirent l'Oder et les berlinois passèrent un printemps à l'ombre de l'armée rouge. L'aviation américaine anéantit presque toute la ville. La « Bataille de Berlin » fit rage pendant douze jours et l'offensive soviétique cerna Berlin en dix jours. L'objectif des russes était avant tout de s'emparer de la Chancellerie et du Führer. Le 30 avril Hitler et sa maîtresse Eva Braun se donnèrent la mort. Le Maréchal Wilhelm Keitel, commandant en chef des forces allemandes signa la capitulation sans condition au nom du III^{ème} Reich.

D. Le mur de Berlin

A Berlin, le bilan de la guerre s'éleva à quatre-vingt mille morts et soixante quinze millions de mètres cubes de décombres. Les berlinois vivaient sans gaz, ni électricité. Dysenterie et famine régnaient. Mais les berlinois réagirent sans tarder avec une efficacité surprenante. Les légendaires « Trümmerfrauen » ou déblayeuses de décombres furent les premières à s'atteler à la tâche.

1. *Les quatre secteurs*

Dès l'été 1945, Truman et Churchill se réunirent à Potsdam pour décider du sort de l'Allemagne. Ils s'accordèrent sur une dénazification et une démilitarisation du pays. Dès lors les quatre puissances victorieuses (Russie, Angleterre, Amérique, France) administrèrent conjointement Berlin.

2. *Le Blocus de Berlin et le Pont aérien*

Les conflits d'intérêts entre l'Union Soviétique et les alliés ne cessaient de s'exacerber. Lors de la Conférence de Londres, l'Angleterre, l'Amérique et la France s'entendirent sur un programme de redressement économique dans leur zone d'occupation avec une réforme monétaire dans les trois secteurs occidentaux. Ce qui fournit un prétexte aux soviétiques pour organiser le blocus de Berlin. En fermant toutes les voies de communication, Berlin se trouvait enclavée. Pendant onze mois américains et britanniques organisèrent un pont aérien pour ravitailler la ville. Le 12 mai 1949, l'Union Soviétique leva le blocus : le plan de Staline avait échoué !

3. *La vitrine de l'occident*

Pour contrebalancer les handicaps géographiques, l'Amérique puis l'Allemagne fédérale investirent d'énormes capitaux en vue de faire de Berlin « une vitrine de l'Occident ».

Dès 1952 les liaisons étaient coupées entre les deux parties de la ville, les gens de l'Ouest durent demander un visa pour se rendre à Berlin Est. Alors qu'à l'Ouest l'abondance régnait, à l'Est la pénurie sévissait. Il y eut une révolte populaire le 17 juin 1953 et les troupes soviétiques bloquèrent les frontières avec les secteurs Ouest. Alors que l'Amérique et la Russie s'étaient de plus en plus séparées sur des positions opposées, le 13 août 1961, la police est-allemande boucla pendant la nuit la ligne de démarcation entre Berlin est et Berlin ouest.

4. *La chute du mur : 9 novembre 1989*

C'est dans l'allégresse qu'en 1989, Berlin salua enfin la chute du mur. C'est à Mikhaïl Gorbatchev, qu'on doit la Glasnost et la Perestroïka. En dépit du mur

et de la sécurité des frontières, l'exode des citoyens des régimes socialistes atteignit des proportions inquiétantes. Le 9 novembre 1989, après des révoltes à Berlin est, le gouvernement du SED annonça l'autorisation pour tous les ressortissants de la RDA de voyager librement à l'étranger. Cette mesure provoqua dans la nuit du 9 au 10 l'afflux de milliers d'est-allemands vers les postes frontières. Déconcertés, les gardes laissèrent passer tout le monde. La porte de Brandebourg, symbole traditionnel de l'unité allemande, s'ouvrit juste avant Noël 1989.

La lune de miel qui suivit la chute du mur réserva pourtant bien des déceptions. La joie et l'émotion firent place à la réalité, à l'envie et à l'incompréhension. L'écrivain Peter Schneider écrivait en 1982 : « Il faudra bien plus longtemps pour supprimer le mur dans les têtes que pour démanteler l'ouvrage en béton ». Quoi qu'on en dise, les habitudes et les comportements sociaux des berlinois de l'Est et de l'Ouest continuent à différer. Quarante ans de systèmes sociaux et éducatifs différents ainsi que vingt huit ans d'isolement presque total ont laissé des marques profondes. Après l'euphorie des premières semaines, le pragmatisme et la raison ont repris le dessus. Depuis le 2 décembre 1990, les berlinois ont une administration conjointe qui tente de faire face aux multiples problèmes que la réunification a soulevés. Depuis quelques années, l'essor de l'immobilier a anticipé sur le transfert du gouvernement à Berlin. De nombreux investisseurs allemands et étrangers ont tablé sur cette date-clé, en prenant d'énormes risques. Quant aux berlinois, ils cristallisent leurs espoirs sur l'avenir de leur ville redevenue capitale.

III. La société berlinoise

A. Les berlinois

Rencontrer un vrai berlinois n'est pas chose facile. A Berlin en effet plus d'un habitant sur deux est né sous d'autres cieux.

1. Berlin : une terre d'asile

Les premiers colons firent leur apparition à Berlin aux XIII^{ème} et XIV^{ème} et venaient de la région des Ascaniens, du Bas-Rhin et des Flandres. Le siège des Princes électeurs du Brandebourg connut un afflux important de nouveaux arrivants hollandais vers la fin du XVI^{ème}. Sans les vagues d'immigration des XVII^{ème} et XVIII^{ème} qui succédèrent à la peste et à la guerre de trente ans, Berlin ne serait peut-être qu'une bourgade perdue au fond du Brandebourg. Les réfugiés étaient pour l'essentiel des huguenots et des vaudois (les pauvres de Lyon) venus de France, de Bohême et d'Autriche. Des Suisses et des Juifs vinrent compléter ces vagues d'immigration à la fin du XVIII^{ème}.

L'essor industriel après 1870 attira des pauvres issus de Pologne, de Silésie, des Poméranie et de Prusse Orientale. Il est donc difficile d'établir un portrait robot des berlinois. Entre la fin de la seconde guerre mondiale et la construction du mur en 1961, Berlin-Ouest accueille de nombreux allemands qui fuyaient la zone d'occupation soviétique devenue République Démocratique d'Allemagne en 1949. Dans les années soixante, des grecs, des italiens, des yougoslaves et des turcs vinrent s'installer à Berlin-Ouest. La ville compte aujourd'hui plus de 12% d'étrangers, dont un tiers de turcs.

2. *Caractère et personnalité du berlinois*

Parmi les qualités qu'on attribue aux berlinois, on peut citer la tolérance envers les étrangers de toutes nationalités. Leur personnalité est faite d'humour décapant et de langue acérée. Les berlinois ne mâchent pas leurs mots et mettent souvent les pieds dans le plat. Le berlinois est connu pour son goût du plaisir et de la joie de vivre. Déjà au XIX^{ème}, il y avait la société des bals et les faubourgs abritaient des lieux de divertissements populaires. Dans ces établissements, musique, danse et théâtre étaient à l'honneur.

Actuellement encore, on ne déroge pas au célèbre pique-nique du dimanche à la campagne. Les berlinois sont célèbres et parfois redoutés pour leur vivacité d'esprit et pour leur goût du sarcasme. Ils aiment se moquer des autres et de tout ce qui fait obstacle à leur soif de liberté. Mais ils font souvent preuve aussi d'une ironie grinçante.

B. « Oassis » et « Wessis »

Désormais les allemands de l'Est devaient se fondre dans le moule et on ne leur demandait pas leur avis. L'Allemagne réunifiée semblait étrangement divisée. Quoi qu'il en soit le sujet numéro un de la nation allemande semble être le devenir commun des deux populations dont le moindre article de fond souligne les différences. A l'Ouest on reproche aux allemands de l'est de manquer d'esprit d'initiative, d'être « arriérés et tristounets » et on critique la mentalité de leurs nouveaux concitoyens, incapables de prendre une décision sans en référer à leurs supérieurs. Les ressortissants de la défunte RDA se plaignent de l'arrogance et du manque d'égard de leurs cousins de l'ouest. Les « Oassis » (ceux de l'Est) se sentent dépossédés de leur identité et de leurs valeurs habituelles. Des deux côtés certains souhaiteraient qu'on reconstruise le mur. Certes des particularités subsistent de part et d'autre de l'ancien mur. Le parler berlinois est beaucoup plus marqué à l'est qu'à l'Ouest. Mais à l'Est, il n'est plus nécessaire de faire la queue pour s'installer dans un restaurant désert. Depuis la chute du mur « Oassis » et « Wessis » peuvent se retrouver dans les mêmes bars, restaurants, discothèques et magasins. Mais il faut dire

que les berlinois donnent la meilleure preuve de leur union lorsqu'il s'agit de tenir tête aux autorités.

C. La communauté turque

Environ 420.000 étrangers vivent actuellement à Berlin. Cette population regroupe cent quatre vingt quatre nationalités, des afghans aux zairois, en passant par des ressortissants de l'ex-Yougoslavie, des polonais, des italiens et des grecs. Ce sont toutefois les 114.000 berlinois d'origine turque qui sont les plus nombreux (près de 33% de la population étrangère). C'est d'ailleurs à Berlin que se trouve la principale communauté turque hors de Turquie. Dans les années soixante, au plus fort de la prospérité économique, l'Institut Fédéral pour l'Emploi recrutait la main d'œuvre jusque dans les villages les plus reculés d'Anatolie.

Aujourd'hui les turcs constituent une minorité ethnique bien spécifique. Ils se distinguent par un sens communautaire très vif qui se manifeste dans tous les domaines. La population turque, en majorité musulmane se concentre surtout à Kreuzberg. Mais les différences linguistiques, culturelles et religieuses qui séparent les turcs des allemands, ainsi que les décalages entre les modes de vie et les mentalités engendrent des tensions à Berlin. Cela dit nombreux sont ceux qui considèrent les turcs comme des concurrents sur le marché du travail et du chômage qui s'amplifie. Toutes ces contradictions engendrent aussi des crises et des conflits familiaux au sein de la communauté turque. Les jeunes sont tiraillés entre d'une part, la liberté relative dont ils jouissent à l'école, le monde séduisant de la consommation et d'autre part la structure rigide et patriarcale de la cellule familiale. Aussi les turcs de la deuxième et troisième génération mènent-ils une double vie entre « l'Allemagne le matin » et la « Turquie le soir ». Toutefois, la municipalité œuvre pour l'intégration et la tolérance entre allemands et turcs.

IV. Arts et cultures

A. Musées

A l'instar de maintes institutions berlinoises, nombre de musées existaient en double exemplaire. Chaque moitié de la ville revendiquait l'administration du Patrimoine Culturel Prussien. Ainsi la capitale de la RDA avait entrepris de réaménager « l'île des musées » tandis qu'à Berlin-Ouest une loi donnait naissance à la Fondation du Patrimoine Culturel Prussien en 1956. Le démantèlement du mur a sonné le glas de cette rivalité.

Aujourd'hui les musées relèvent d'une seule administration : les Musées Nationaux de la Ville de Berlin. Berlin compte quatre grands pôles muséologiques : l'île des Musées, Dahlem, Charlottenburg et le récent Forum Culturel du Tiergarten.

1. *L'île des Musées*

L'île des Musées regroupe plusieurs musées : l'ancien musée, l'ancienne galerie nationale, le musée de Pergame et le nouveau musée. Sur les surfaces de la Spree, le plus grand complexe de musées du monde a été réalisé selon les plans de Schinkel en 1830 pour regrouper cinq musées dont l'allure générale rappelle l'antiquité grecque.

2. *Dahlem*

L'immense complexe de Dahlem rassemblait sous un même toit la galerie de peinture, la collection de sculpture, le musée d'art byzantin et paléochrétien, le musée d'art indien, le musée d'extrême orient, le musée d'art islamique, le musée d'ethnographie et le musée des arts et traditions populaires. Certains de ces musées ont déménagé dans le nouveau Forum Culturel.

3. *Le Château de Charlottenburg (J.A. Nehring, 1965)*

Conçu sous Frédéric 1^{er}, transformé et embelli au cours des siècles, Charlottenburg est le seul château des Hohenzollern à avoir survécu à la seconde guerre mondiale, malgré sa destruction à 85%. C'est une des constructions rococo les plus belles de la ville destinée à abriter le château d'été de la reine Sophie Charlotte. Outre diverses expositions de peinture et de porcelaine, le musée abrite une section archéologique de la protohistoire et de la préhistoire.

4. *Tiergarten et le Forum Culturel*

Le dernier né des grands complexes de musées berlinois s'étend au Sud de Tiergarten. On y trouve la nouvelle galerie nationale (bâtiment de Mies van der Rohe de construction esthétique en verre et en fer de 1968), le musée des arts décoratifs hébergé dans un bâtiment réalisé par Gropius, le cabinet des estampes, le musée des instruments de musique, le musée du Bauhaus et le musée d'art contemporain.

B. Théâtre et musique

Frédéric II le grand (1740-1786) estima que pour le bien du royaume et de ses sujets, il devait privilégier la culture par rapport à la discipline. C'est donc sous son règne que Berlin connut un rayonnement extraordinaire.

1. *Le théâtre lyrique à l'honneur*

Frédéric II le Grand fit construire sur Unter den Linden, l'Opéra d'Etat Allemand (1741-1743). Cet opéra connu dans le monde entier, sous la forme du classicisme rococo de l'Allemagne du Nord est réalisé dans la variante d'un temple corinthien. Endommagé durant la seconde guerre mondiale il fut

totallement reconstruit en 1955. Le chef d'orchestre Richard Strauss passa dans cet opéra.

La partition de la ville avait privé la partie Ouest d'un opéra de renom. Une nouvelle compagnie, la Deutsche Oper Berlin a vu le jour. L'Opéra Allemand de Berlin a été construit par Bornemann en 1961 sur les ruines de l'Opéra de Charlottenburg. Le drame lyrique connut un essor à partir de 1947, sous l'influence de Walter Felsenstein qui décida de donner un nouveau souffle aux productions réalistes. Ses efforts portèrent sur l'Opéra comique, l'Opérette et la comédie musicale. Au milieu des années quatre vingt, Götz Friedrich reprit la direction du théâtre de l'Ouest et connut un vif succès auprès du public allemand auquel il fit connaître la comédie musicale américaine. Mais il est désormais concurrencé par le Metropol Theater.

2. *La musique classique*

La musique et le chant revêtent une importance majeure aux yeux des berlinois. Nombreux sont ceux qui chantent dans des chorales. Ceci s'inscrit dans la tradition de l'Académie de chant ouverte en 1791. L'orchestre Philharmonique de Berlin, fondé en 1882 s'imposa comme un des meilleurs orchestres du monde.

Cet intérêt des berlinois pour l'innovation et la modernité a fait de leur ville l'une des capitales culturelles les plus fascinantes du monde dans les années vingt. Aujourd'hui encore, il leur permet de rester ouverts à toutes les expériences originales.

3. *L'avant-garde de la musique*

Le public berlinois très mélomane est constamment à la recherche de sonorités inédites. En 1974, il accueillait le premier festival de méta musique. L'Ecole des Beaux-arts permet aux inventeurs de tous horizons d'explorer les limites de leur art et de lutter contre la routine et l'immobilisme.

Réalisé à l'extrême Sud du zoo, le plan du Philharmonique de Berlin de H. Scharoun (1960-1963) est généreusement dimensionné. La façade dorée et brillante de cette construction importante met en valeur de façon excellente la forme architectonique très artistique. Son festival de Jazz devint vite le deuxième du monde après celui des Etats-Unis.

4. *Rivalité Est-Ouest*

Le paysage théâtral berlinois offre une grande variété. Plus de quarante années de partition ont engendré deux univers distincts, ce qui s'est traduit par un enrichissement de la production dramatique. Après la seconde guerre mondiale, chaque moitié de la ville s'efforça d'affirmer son autonomie, voire sa supériorité culturelle. Situé dans l'ex quartier oriental le Théâtre du peuple est

devenu célèbre dans les années vingt. Après la guerre on construit à l'Ouest la « Freie Volksbühne », pour y présenter des spectacles de même niveau. Dès 1993 on y donne des comédies musicales. Le Maxim Gorki Theater (fondé par Adolph L'Arronge en 1883) et le Deutsche Theater sont d'autres hauts lieux de l'univers théâtral berlinois.

La façade extérieure presque dépouillée du Berliner Ensemble (ex Schiffbauertheater) de H. Seeling (1891-1892) contraste avec l'intérieur en mobilier baroque. C'est là que Bertold Brecht dès 1928 entrera dans l'histoire avec son Opéra de quat' sous. A son retour des USA, il fonde en 1949, le Berliner Ensemble, une troupe Est-allemande qui se tailla une renommée mondiale. C'est dans un ancien marché couvert à l'occidental que l'ancien Friedrichstadtpalast prit place en 1874 et qu'il offrit la première grande revue à grand spectacle. Du fait de sa vétusté il a été rasé en 1884 pour être remplacé par le nouveau Friedrichstadtpalast dès 1985. Berlin est en passe de retrouver son statut de capitale culturelle en Europe. Quant à la culture alternative, elle fait preuve d'une belle vitalité.

C Le monde de la nuit

Après le travail, les berlinois ont l'habitude de faire une halte dans une « Kneipe » ou dans une « Biergarten » pour y boire une bière. Des lieux les plus branchés aux cabarets des années vingt, il y en a pour tous les goûts à Berlin. On raconte que Napoléon était un habitué de l'auberge la plus ancienne de la ville et mentionnée pour la première fois en 1525 : Zur letzten Instanz.

D. Le mouvement alternatif

1. Les années soixante

Les jeunes sont attirés par Berlin car elle est le laboratoire d'idées nouvelles. La « Szene » berlinoise, ce sont des gens qui pensent, vivent et inventent différemment du moins selon eux. A l'époque du mur, Berlin-Ouest offrait un vaste espace de liberté aux individualistes et contestataires.

Les années soixante virent apparaître une nouvelle génération d'individus. Tandis que les premières communes et communautés voyaient le jour, la population berlinoise commençait à se faire à l'idée que l'on pouvait vivre autrement. Elle s'habitua à l'existence de ces jeunes et à leur mode de pensées alternatif. A l'heure actuelle, rares sont les secteurs de la vie publique où les citoyens n'ont pas leur mot à dire.

2. Les squatters

Mais le mouvement des squatters ne parvint pas à combler les lacunes du système social existant. Malgré la pénurie de logements, il y a quelques

200.000 appartements inoccupés à Berlin. Des propriétaires laissèrent les immeubles se dégrader, ils demandèrent ensuite un permis de démolir et réalisèrent de substantielles plus-values en construisant des édifices neufs. Des groupes de jeunes s'organisèrent pour lutter contre cet état de fait (ou pour d'autres en profiter). En moins de deux ans, ils occupèrent 170 appartements, qu'ils retapèrent. La plupart des squatters étaient de jeunes chômeurs désirant alerter l'opinion publique et disposer d'un lieu de vie conforme à leurs aspirations.

Le conseiller municipal H. Lummer demanda à la police de déloger les occupants de certains immeubles et le 22 septembre 1981 de violents affrontements opposèrent squatters et forces de l'ordre. Cela se conclut pour un tiers des squatters par des contrats de légalisation.

3. *La culture souterraine*

La « subculture » allemande acquit enfin le droit de cité par exemple avec le Grips-Theater et des cinéastes underground. Berlin vit se multiplier les projets à grandes échelles (transformations d'anciennes usines en lieu d'exposition, d'art et de café...).

4. *Les alternatifs*

Aux élections municipales de 1989, la liste alternative obtint 11,8% des voix. Même sous le régime communiste, le mouvement alternatif existait à Berlin-Est. La proximité de la « vitrine de l'occident » alliée à l'esprit de tolérance et de laisser-aller des métropoles permit l'émergence d'une « Szene » bien vivante. Certes ces manifestations étaient moins tapageuses (mais plus dangereuses) qu'à l'Ouest : La Stasi exerçait une censure et une répression actives contre tous les phénomènes trop voyants. Malgré les obstacles rencontrés, des groupes de jeunes parvinrent à créer leurs propres espaces. Dès le début des années quatre-vingt, Prenzlauer Berg abritait des cafés alternatifs, des bars homosexuels et des communautés de squatters se constituaient ça et là. A l'écart des circuits officiels, des groupes d'artistes indépendants organisaient des spectacles qui rencontraient un public enthousiaste des deux côtés du mur. Des créateurs de mode présentaient leurs collections dans les appartements privés. Les artistes investissaient garages et arrière-cours, et le théâtre expérimental s'attaquait à des sujets interdits. Il fallut attendre l'ouverture pour mesurer la véritable ampleur du phénomène alternatif à l'Est. Des jeunes impatientes de pouvoir enfin réaliser de nouveaux styles de vie s'installèrent après la chute du mur dans des immeubles délabrés.

On peut dire que les alternatifs de l'ancien secteur oriental ne sont pas prêts à renoncer à leur conviction pacifiste. S'ils manquent d'expérience en matière de combats de rue, en revanche des années de répression au quotidien ont forgé

chez eux un potentiel de résistance et un sens de la solidarité peu communs. Les deux univers alternatifs (Est et Ouest) tendent à converger. Les autonomes et les squatters se mêlent, la « Szene » est devenue partie intégrante de la société berlinoise.

V. Visite de la ville

La ville sur la Spree compte vingt trois arrondissements : douze dans la partie Ouest et onze dans la partie Est.

A. Partie orientale de Berlin

L'arrondissement de « Mitte » (Centre) correspond au centre historique de la ville. C'est en effet sur une île de la Spree que naquit le comptoir de commerce de Berlin-Cölln, voilà plus de huit siècles. L'île abrita ensuite la résidence des Princes électeurs, des rois et des empereurs qui ont marqué l'histoire de la Prusse et de l'Allemagne. De tous les arrondissements de Berlin, « Mitte » est le plus riche en monuments historiques et en vestiges du passé.

L'Avenue « Unter des Linden », 1647

Le Prince électeur fit aménager cette avenue destinée à relier le château au zoo qui se trouvait déjà à l'extérieur des remparts.

Le Centre Culturel Français

Il comporte une bibliothèque, une salle de cinéma et de projection et une galerie d'expositions temporaires d'artistes français.

Cimetière Municipal Dorotheen

C'est le cimetière le plus connu qui abrite les tombes de personnalités mondialement connues : Hegel, Fichte, Schinkel, Brecht, Seghers, Dessau et bien d'autres.

La nouvelle synagogue, 1859 (E. Knoblauch et F.A. Stüler)

Cette synagogue pouvait contenir environ trois mille croyants et était séparée comme toutes les maisons de Dieu juives en deux espaces : l'un pour les femmes, l'autre pour les hommes. On peut voir dans la façade et la coupole dorée de nombreux éléments mauresques. En 1930, Albert Einstein y donna un concert de violon. Une plaque rappelle également que la synagogue a été utilisée dès 1942 par les fascistes à titre de camp de rassemblement juif. Environ 500.000 juifs ont été transportés d'ici dans le camp de la mort. La première attaque aérienne de Berlin en 1943 a laissé le bâtiment en ruine. Ce n'est qu'en 1988, qu'une fondation a été constituée en vue de la reconstruction de la Synagogue.

Aujourd'hui, le centre abrite les archives avec la bibliothèque, un café et des salles d'exposition et de réunion.

Ancien Musée, XIX^{ème}

A l'endroit où ce musée de style classico romantique a été construit, il y avait encore il y a 170 ans un affluent de la Spree, ce qui fait que ce bâtiment a été érigé sur des piliers.

Musée Pergamon, 1930

Ce bâtiment abrite trois musées différents : la collection des antiquités avec l'autel de Pergame, le musée de l'Asie antérieure, le musée d'art islamique.

Bibliothèque d'Etat de Berlin (Patrimoine culturel prussien, bât.1), 1903/14 de E.V. Ihnes

Cet immeuble gigantesque dans le style néobaroque contient environ trois millions de volumes et trois millions et demi de manuscrits à la disposition du public dans douze salles de lecture.

Ancien Théâtre (Schauspielhaus), K. F. Schinkel, XIX^{ème}

Érigé selon les plans classiques de Schinkel et fortement détruit pendant la guerre, ce bâtiment a été reconstruit et ré-ouvert en 1984 sous le nom de Konzerthaus.

La basilique française, 1701/05, J. L. Cayart et A. Quesnax

Érigée dans le style classique fin baroque cette basilique était le domicile religieux de la communauté des huguenots.

Friedrichwerdersche Kirche, 1830, K. F. Schinkel

Il s'agit d'un essai de liaison architectonique entre des éléments du gothique et du classicisme allemand. C'est le premier édifice construit à Berlin en brique. Dans la nef, on peut aujourd'hui visiter le musée Schinkel.

Palais Unter den Linden, 1663, J.A. Nehring

L'ancienne résidence du Prince héritier Frédéric II date de 1663, mais en 1723 sur l'ordre de Frédéric Guillaume 1^{er}, elle fut transformée en Palais du Prince héritier de style baroque et quelques quatre vingt ans plus tard reliée au palais des princesses par un arc. Presque totalement bombardée durant la seconde guerre mondiale, il trouva un nouvel éclat en 1968, sous la direction de R. Paulik. Aujourd'hui propriété de la République Allemande, il sert aux cérémonies officielles.

Université Humboldt, 1748-66, Boumann

Construite initialement à titre de Palais pour le Prince Henri sur l'instance de Wilhelm von Humboldt, elle devient en 1809 l'Université de Berlin. En 1949,

L'ancienne Université Friedrich-Wilhelm a pris le nom de son fondateur Wilhelm Von Humboldt.

Nouvelle garde, 1816-18, Schinkel

On reconnaît dans ce bâtiment le classicisme de Schinkel. En 1931, Tessenow fit construire ici un monument à la gloire des héros et de ceux tombés au champ d'honneur. Après la guerre la nouvelle garde a été entièrement reconstruite en 1969 et à l'intérieur fut érigé un monument à la mémoire des victimes du fascisme et du militarisme.

Musée allemand historique central, 1706, Nehring, Schlüter, Grunberg et Bodt

Il prend une place de premier ordre parmi les musées de l'histoire allemande. Sa construction carrée, de plan horizontal abritait la chambre des armes royales jusqu'en 1835. Après la seconde guerre mondiale et les dommages de la guerre réparés le musée historique allemand de la RDA y a été installé et rebaptisé en 1990 musée historique allemand.

Pont du château, 1824, Schinkel

Ce pont traverse la Spree en plein cœur de la ville. Avec ses gardes fous richement ornés et ses groupes de sculptures en marbre, il est l'un des ponts les plus prestigieux de Berlin.

Cathédrale de Berlin, 1905, Raschdorff

Sur décision de Guillaume II, l'Alter Dom devait laisser place à la nouvelle Berliner Dom prévue comme église principale du protestantisme prussien à Berlin. Elle est aussi connue comme église funéraire des Hohenzollern et abrite à ce titre 95 sarcophages de cette famille. Érigé dans le style de la haute Renaissance italienne, l'édifice est surchargé de multiples décorations, coupoles et clochers.

Le Palais de la République, 1973-76, Graffunder

Ce bâtiment colossal de 180 mètres de long et de 85 mètres de large est devenu la maison historique du passé de la RDA. En plus de l'ancienne salle plénière de la chambre du peuple, ce palais des glaces abrite un millier de salles, treize restaurants et cafés, deux discothèques, plusieurs galeries, un bowling et un théâtre.

Place Marx et Engel

Cette place est un vrai symbole de la RDA.

Quartier Nikolai

Sous la direction de G. Stahn, la reproduction de l'ancien quartier Nikolai fut achevée à temps en 1987 pour la cérémonie des 750 ans de Berlin. Outre l'ensemble des monuments historiques d'origine, on trouve en son centre la

plus vieille église paroissiale de Berlin, construite en 1230 la Nikolaïkirche qui abrita en 1539 les cérémonies d'introduction de la réforme dans la « Marche de Brandebourg ». De nos jours l'église abrite diverses expositions du vieux Berlin.

Le Palais Ephraïm, 1761-64, F. W. Diterichs

Le joaillier de cour et banquier de Frédéric II se fit construire ce palais. Pour des raisons d'élargissement de rues, ce palais fut démoli en 1935, pour être recomposé en 1985 20 mètres plus loin.

Ancienne Eglise abbatiale des franciscains

En 1249, un couvent franciscain s'était installé ici en témoignage du gothique en grès de la Marche. Ce bâtiment très touché par les bombes, dut être fermé au public après la guerre. Par la suite un monument contre la guerre y fut construit.

L'Hôtel de Ville Rouge, 1861-69, H. E. Waesemann

Construit sur les fondations d'un hôtel de ville du Moyen Age, selon les plans d'un concours international, le complexe est réalisé sous la forme de plusieurs ailes avec trois cours intérieures de style néo-renaissance haut de 74 mètres. Jusqu'à la fin de la RDA, c'était le siège du maire municipal, des réunions du conseil et de la municipalité de Berlin-Est. Depuis 1991, le Sénat tout entier de Berlin y réside.

Eglise Sainte Marie

C'est la deuxième église paroissiale de Berlin. Sa construction a commencé en 1270. Gravement endommagée lors d'un incendie, en 1380 elle fut reconstruite quelques années plus tard. Près du portail, une croix expiatoire rappelle le souvenir de la mort du prévôt Nicolas Von Bernau en 1325, victime de la colère des berlinois envers le clergé romain.

Tour de télévision, 1969, F. Dieter et G. Franke

De ses 365 mètres de haut elle est la construction la plus haute de Berlin et la seconde la plus haute d'Europe. Sa plateforme panoramique à 267 mètres offre une vue imprenable à 40 km autour de Berlin.

Place Alexandre

Cette ancienne Ochsenplatz était un terrain d'exercice et une place de marché devant les portes de la ville. Elle reçut son nouveau nom après la visite du Tsar Alexandre 1^{er} en 1805 à Berlin. Après la guerre, « l'Alex » l'un des plus grands nœuds du trafic devint la plus grande zone piétonne de la ville. Exactement comme aujourd'hui, cette place formait déjà à l'époque de la RDA le centre de la capitale animé de manifestations et cérémonies en tous genres. On y trouve

la fontaine de l'amitié des peuples (1969, W. Womacka) et l'horloge universelle (1969, E. John).

B. La partie occidentale de Berlin

1. Le quartier du Tiergarten ou le quartier des diplomates

Le grand Tiergarten (jardin zoologique) s'étend sur 3 km sur 1 km autour de la rue du 17 juin et annonce la partie occidentale de Berlin. Au Sud du parc, le quartier abritait l'ancien fief de la haute bourgeoisie. Autour de la première guerre mondiale les représentants d'un grand nombre de pays étrangers s'installèrent dans ce quartier ce qui lui valut le nom de quartier des diplomates. Désormais, celui-ci est appelé à devenir le nouveau quartier gouvernemental.

Le Reichstag, 1884-94, P. Wallot

Ce bâtiment majestueux de l'époque de Guillaume a été érigé dans le style de la Haute Renaissance italienne. Comme beaucoup d'immeubles de son époque, celui-ci devait représenter la puissance et la force du Reich allemand nouvellement créé. Y ont siégé : les parlements de l'Empire démantelé en 1918, puis la République de Weimar, le troisième Reich fasciste jusqu'à l'utilisation actuelle par le Bundestag allemand. C'est le 3 novembre 1918 que Scheidemann proclama la République du grand portail principal du Reichstag. Dans la nuit du 27 février 1933, une grande partie de la décoration intérieure a été détruite par l'incendie du Reichstag mis en scène par les nazis. L'incendie fournit aux fascistes le prétexte de réaliser une grande vague d'arrestations au sein de la gauche politique au début du Troisième Reich. Après la victoire sur le fascisme d'Hitler, le 30 avril 1945, les soldats soviétiques hissèrent le drapeau rouge sur l'immeuble du Reichstag.

Château Bellevue, 1785, Boumann

Ce château du début du classicisme a été réalisé à l'époque de Frédéric II dans le style du baroque français. La reconstruction du château, largement endommagé pendant la guerre a été achevée en 1959. Aujourd'hui, il est le siège permanent du Président de la République.

Colonne de la Victoire, 1873, J. H. Strack

Au centre de la place en étoile, s'élève la colonne de la victoire à 60 mètres de haut ornée en son sommet d'une victoire. Cette construction doit rappeler l'héroïsme douteux des guerres que la Prusse a faites contre divers pays européens. Celle-ci a été réalisée selon l'ordre de Guillaume 1^{er} en y insérant de nombreux butins de guerre.

Tiergarten, 1833 Lenné

Le Tiergarten (un parc où les animaux évoluaient à l'origine librement) s'étend autour de la colonne de la victoire. Ce parc totalement détruit pendant la seconde guerre mondiale a connu après 1945 dans le cadre de nombreuses actions de réaménagement de nombreux arbres et buissons. Outre le monument des compositeurs (Haydn, Beethoven et Mozart), il y a celui de grands poètes comme Goethe et Lessing.

Le monument aux morts soviétiques

Ce monument localisé à l'extrémité Est du zoo est destiné à rappeler le souvenir des soldats soviétiques qui laissèrent leur vie lors de la libération de Berlin. Flanqué de deux chars d'origine, la statue en bronze d'un soldat soviétique s'élève sur le portail en marbre.

Mémorial de la Résistance allemande, 1911-14 Süßmuth et Reinhardt

L'ensemble des bâtiments abritait l'administration du ministère de la marine du Reich. Puis en 1938, le commandement suprême de la Wehrmacht s'y installa. C'est dans la cour intérieure du bloc Bendler que cinq officiers furent fusillés à la suite de l'attentat manqué contre Hitler et organisé par le groupe de Stauffenberg. De nos jours, une exposition permanente évoque le groupe de Stauffenberg ainsi que le souvenir de nombreux autres groupes de résistance au national socialisme.

Bibliothèque d'Etat de Berlin, Patrimoine culturel prussien, bâtiment 2, 1978, H. Scharoun

C'est le plus grand immeuble de la bibliothèque en Europe. On reconnaît le style de construction de Scharoun.

La Porte aux éléphants

Cette porte est l'entrée principale du parc zoologique créé et aménagé par M. H. Lichtenstein et A. Von Humboldt avec l'architecte de jardins J.P. Lenné. La patrie de 140.000 animaux de 1.500 espèces s'étend sur 35 hectares. Le célèbre aquarium (Alfred Brehm) de Berlin érigé en 1899 se trouve du côté de cette porte. Parmi les sept cents espèces différentes, on trouve des poissons, des reptiles, des escargots et des insectes du monde entier.

Clepsydre du Centre Européen

L'Europa-Center, haut de 86 mètres s'élève dans le ciel berlinois. Il a été érigé entre 1963 et 1965 selon les plans de H. Hentrich et de H. Petchnigg et abrite une plateforme panoramique, plusieurs cinémas, un centre commercial et d'affaires, un casino et un cabaret. L'attraction du lieu est une clepsydre.

Fontaine, 1983, J. Schmettau

La plastique de cette fontaine doit évoquer la situation politique mondiale en 1983. Sa construction a mis fin à la circulation fluide autour de l'Europa-Center, pour se transformer en véritable point de rencontre dans la ville.

L'Eglise à la mémoire de l'empereur Guillaume, 1891-95 F. Schechten

Cette église est le symbole le plus connu de Berlin-Ouest érigé en 1891 dans le style néo-roman. Du fait de son endommagement par une bombe le 22 novembre 1943, on décida dans la nouvelle planification de la ville après la guerre d'ériger une nouvelle construction dans laquelle on intégrerait la ruine du clocher de 63 mètres de haut. Le Kurfürstendamm est le symbole même de Berlin. L'existence du Knüppeldamm (chemin de rondins) remonterait à 1952. A cette époque, il s'agissait d'une simple allée cavalière que le Prince électeur (Kurfürst) Joachim II empruntait pour rejoindre son pavillon de chasse de Grünewald. Quand le chancelier Bismarck se rendit à Paris en 1871, il admira les Champs Elysées de Le Nôtre et se prit à rêver d'un grand boulevard digne de la capitale de l'empire d'Allemagne. Un décret de 1875 fixa les caractéristiques de l'avenue destinée à relier Grünewald au zoo : elle mesurerait 3,8 mètres de long et 53 mètres de large et serait bordée de jardinets et de trottoirs. Les aménagements furent lents, mais en mai 1886, des voitures à vapeur commencèrent à y circuler. Si les vestiges d'antan sur le Ku'damm sont rares aujourd'hui, il conserve toutefois son effervescence et ses contrastes.

Ku'damm

Sur ce boulevard de plusieurs kilomètres, d'innombrables restaurants alternent avec des cafés, des magasins et de célèbres institutions.

La grande Ecole des Beaux-arts, 1902 H. Kayser et K. v. Grossheim

Erigé dans le style néo baroque wilhelmien, ce bâtiment rassemble depuis 1975 le Grande Ecole des Arts Plastiques, la Grande Ecole de Musique et de l'Art représentatif pour devenir la Grande Ecole des Beaux-arts.

2. L'arrondissement de Charlottenburg

D'une superficie de 30km², l'arrondissement de Charlottenburg s'étend au Nord-ouest du centre. Il recèle une foule de sites intéressants et de musées. Toutefois ce quartier est avant tout l'ancienne résidence royale, une sorte de fragment de la Prusse d'antan au milieu de la ville moderne.

Ernst-Reuter Platz

Elle fait partie avec ses 130 mètres sur 117 mètres, de l'une des plus grandes places d'Europe. Cinq rues de toutes les directions débouchent sur son rond-point. Au centre de la place, entre des espaces verts, un groupe de 41 fontaines

est niché dans deux bassins d'eau. En 1953, cette place a été appelée Ernst-Reuter, en l'honneur du premier maire de Berlin-Ouest.

Haus des Rundfunks (maison de la Radio), 1929-31

C'était la première maison de radio en Allemagne. Dans les années d'après-guerre, le bâtiment était sous le contrôle soviétique. Durant cette période la radio de Berlin-Est émettait son programme d'ici. Aujourd'hui, la maison de la radio abrite la grande salle d'émission et le service de radio de SFB.

Stade olympique, 1934-36 A Speer

Erigé sur l'ordre d'Hitler, sa grandeur monumentale devait prouver la force invincible de l'Allemagne. La forme axiale symétrique et le caractère sacré du stade sont le symbole de la folie des grandeurs des fascistes. Tandis que les premiers juifs de Berlin étaient déjà déportés dans des camps de concentration, Hitler y ouvrit en 1936, les jeux olympiques devant un public international. Aujourd'hui avec ses 90.000 places, le stade sert aux matchs de football, aux grandes manifestations sportives et aux concerts rock. En plus d'un stade hippique et de hockey, le stade de natation au nord fait encore partie du terrain.

KA DE WE (Kaufhaus des Westens), 1906-07 J. E. Schaudt

C'est le plus grand magasin d'Europe avec ses 3.000 employés, ses 43.000m² et ses 80.000 clients quotidiens. Construit par l'entrepreneur A. Jandord au début du siècle, le magasin a été repris en 1927 par le magnat des grands magasins : Hermann Tietz (Hertie).

3. L'arrondissement de Kreuzberg

En dépit de ses 10,4 km² qui font de Kreuzberg le plus petit arrondissement de la ville, c'est aussi le quartier qui a fait rêver des générations de jeunes en porte-à-faux avec la société. Le « mythe de Kreuzberg » tient en grande partie au caractère composite de sa population : immigrés turcs, étudiants, ouvriers, artistes et personnes âgées pour l'essentiel. Ce quartier offre pourtant deux univers distincts : le premier offre l'image d'une société bourgeoise qui vit dans des immeubles rénovés. A l'inverse, le second nommé « Kötti » est le quartier populaire passant pour un bastion de l'extrême gauche.

Anhalter Bahnhof, 1874-80 F. Schwechten

Les restes de la gare Anhalter construite dans le style néo-renaissance sont encore bien visibles. En 1841, cette place était le point de départ de la première locomotive à vapeur d'A. Borsig. La « Anhalter » était l'une des quatre grandes gares de Berlin. Du fait de gros dommages durant la guerre, la majeure partie de la construction a été rasée, exception faite du portail d'entrée.

Martin Gropius Bau, 1881 M. Gropius

Ce bâtiment érigé en 1881 dans le style néo-renaissance a été beaucoup détruit pendant la guerre et donc largement restauré en restant fidèle à l'original. En plus d'expositions temporaires, on y trouve la galerie berlinoise dont les collections retracent l'histoire de l'art et de la culture de Berlin.

Ancien Checkpoint Charlie

Jusqu'en 1990, il y avait ici le passage de frontière pour les puissances victorieuses de la seconde guerre mondiale. Checkpoint Charlie est devenu mondialement célèbre quand en octobre 1961, les chenilles des chars se firent entendre. Suite à l'atmosphère tendue de la guerre froide, les chars américains et soviétiques se mirent en position : le canon baissé sur les deux côtés du Checkpoint. Seules des négociations politiques permirent de détendre cette situation dangereuse pour le monde entier.

Conclusion

Berlin est une ville fascinante et séduisante tant par son passé riche en histoire que par sa modernité haute en couleur. C'est une capitale en perpétuelle mutation qui s'est construite à partir des idées révolutionnaires d'une part et de la dictature nationale socialiste d'autre part. De cet immense champ de ruines sont nées deux villes régies par des systèmes de sociétés totalement opposés. Elle est devenue ainsi le symbole malheureux de la division du monde en deux blocs. Devenue unitaire en 1990, cette plus grande ville d'Allemagne conserve toutefois aujourd'hui encore les restes de deux systèmes de vie différents et cela en particulier dans les mentalités. Mais c'est aussi de son histoire que Berlin puise à la fois sa tolérance, sa marginalité et son éclectisme. Il va sans dire que le berlinois a su malgré les affres des siècles, cultiver le goût du plaisir de la vie qu'on lui reconnaît bien volontiers dans les cafés. Quant aux arts, ils sont devenus le mode d'expression privilégié tant dans la rue que dans les institutions (musées, théâtres...). On peut voir à Berlin foisonner en toute sérénité l'académisme et l'avant-garde marginale. Ce laboratoire d'idées nouvelles qui a émergé dans les années soixante à Berlin en a fait le bastion de toute une génération en marge de la société espérant trouver là, un lieu d'expérience, un terrain d'expression et de compréhension. Le mouvement alternatif reflète de nos jours encore cette ouverture d'esprit que l'on ne peut qu'envier à Berlin.

Bibliographie

- BUFFET C., *Histoire de Berlin*, Paris, PUF, 1994
HESSEL F., *Promenade dans Berlin*, Grenoble, Presses universitaires de Grenoble, 1989
HILAIRE K., *Berlin dernière*, Paris, Flammarion, 1990
KERR P., *L'été de cristal*, livre de poche, 1995
KREIMEIER K., *Une histoire du cinéma allemand*, Paris, Flammarion, 1994
SCHADLICH H. J., *Berlinestouest*, Paris, Gallimard, 1990
ZISCHLER H., *Visas d'un jour*, Christian Bourgeois, 1994

JACQUES LE RIDER

Directeur d'études germaniques, Ecole pratique des hautes études, Paris

La construction de « l'Europe centrale » en regard de la « Mitteleuropa »

La diffusion de la culture allemande a structuré un espace qui, à partir du XIX^{ème} siècle, est devenu le lieu, tantôt de l'affrontement entre la *Kultur* germanique et les autres identités culturelles, tantôt de l'interpénétration germano-slave, germano-juive, germano-hongroise. Troublante ambivalence de la notion de *Mitteleuropa* ! Dans certains contextes, elle évoque les pires cauchemars de l'humanité. Dans d'autres contextes, elle désigne une civilisation suprêmement raffinée, résultat de métissages culturels entre l'Europe du nord et l'Europe du sud, entre l'Europe occidentale, l'Europe médiane et l'Europe orientale.

En 1990, après la dislocation de l'URSS et l'émancipation des Républiques d'Europe centrale, au lendemain de la chute du Mur de Berlin et de la réunification allemande, l'Europe centrale a semblé en bonne voie de renaître. Depuis la consolidation de la Communauté économique européenne, le centre de l'Europe n'avait plus été l'axe Berlin-Prague-Vienne-Budapest, mais l'axe Rotterdam-Milan. L'élargissement allait-il permettre à l'Union européenne de retrouver son centre historique ?

Dans un premier temps, des représentations anciennes de la politique européenne ont prévalu dans l'esprit de nombreux responsables politiques français et allemands, mais aussi dans de larges cercles de l'opinion publique. Du côté français, certains s'inquiétaient de voir l'Allemagne s'agrandir et se tourner vers l'Est, de même on redoutait la reconstitution d'une zone d'influence culturelle et économique allemande en Europe centrale, on appréhendait en somme le retour de la *Mitteleuropa* et l'on se demandait, sans oser le dire trop franchement, si l'Europe et la *Mitteleuropa* n'étaient pas des notions antagonistes plutôt que complémentaires. Du côté allemand, de même que l'on avait parfois surestimé la capacité de l'ancienne *Bundesrepublik* à assimiler l'ancienne RDA, sans vraiment mesurer les immenses problèmes économiques, sociaux et culturels qui allaient résulter de la réunification, de même, on surestimait la capacité de l'Union européenne du traité à mener à bien une politique rapide d'élargissement au centre-est tout en maintenant ses objectifs d'approfondissement. On avait trop vite oublié que chaque nation européenne a ses propres représentations, non seulement de l'Europe, mais aussi de l'Europe centrale. Si l'on considère les approches françaises de l'Europe centrale, on constate que depuis la fin du XIX^{ème} siècle, l'école historique française, en grande majorité slavophile, a critiqué la « prison des peuples » que

représentaient à ses yeux non seulement le Reich allemand dans ses territoires polonais, mais aussi la monarchie habsbourgeoise.

Nous avons insisté sur le rôle éminent d'Emmanuel de Martonne, ancien élève de Paul Vidal de la Blache à l'École normale supérieure, chef de file de l'école française de géographie, dont le rôle historique comme expert au Comité d'études qui prépara la Conférence de la Paix de 1919-20 fut aussi grand que le prestige scientifique. Il put faire prévaloir ses conceptions pour le tracé des frontières de la Hongrie, de la Yougoslavie, de la Roumanie et de la Pologne. Il influença le tracé du corridor de Dantzig. Ses préoccupations principales étaient de respecter autant que possible les limites ethnographiques, de constituer des contrepoids à la poussée allemande et autrichienne, et de contenir la Russie bolchévique. Emmanuel de Martonne fut aussi l'auteur des deux volumes du tome 4 de la *Géographie Universelle*, consacrés à l'Europe centrale, publiés en 1930-31.

Comment expliquer que la politique extérieure de l'Union européenne, au début des années 1990, ait été si maladroite, si impuissante, si coupablement ignorante des réalités géopolitiques de l'ancienne Yougoslavie ? Cet échec, un des plus attristants de l'histoire européenne du temps présent, s'explique en partie par la persistance des représentations divergentes de l'espace *Südost-Mitteleuropa* de tradition allemande et autrichienne, et de l'Europe centrale balkanique de tradition française et anglaise. Ces profonds malentendus qui pesaient encore, au début des années 1990, sur les transferts franco-allemands ont trouvé une illustration particulièrement frappante dans « l'affaire Peter Handke ». Cet auteur a suscité en Allemagne et en Autriche un scandale bien plus grand qu'à ses débuts avant-gardistes d'il y a trente ans et s'est brouillé avec le public français qui l'avait longtemps adulé, tout simplement, nous avons proposé cette interprétation, parce qu'il défendait avec une brutale naïveté le point de vue français de 1919 contre ce qu'il interprétait comme le mensonge de la politique étrangère austro-allemande et le politiquement correct de la politique française.

Sur la question de l'Europe centrale comme sur toutes les autres questions fondamentales de l'Europe, il est évident que seule une culture historique précise et différenciée permet d'éviter les malentendus parfois lourds de conséquences. Tout comme l'Europe elle-même, l'Europe centrale est une abstraction : chaque aire culturelle et chaque milieu social en ont une vision et une définition parfois légèrement, parfois grandement différentes. Seule la perception claire et la prise en compte de cette pluralité irréductible permettent d'éviter les abstractions creuses qui peuvent convaincre les chancelleries diplomatiques et les cénacles politiques, mais qui déçoivent les peuples concernés et finissent par alimenter « l'eurosepticisme ».

MIHAI DINU GHEORGHIU

Chercheur au centre de sociologie européenne, Paris

L'émergence de nouveaux modèles d'excellence en sciences sociales Après 1989, dans les pays de l'Est

Des nouveaux « centres d'excellence » en sciences humaines et sociales ont été fondés dans plusieurs capitales de la nouvelle Europe Centrale et Orientale dans les années 1990 : à Budapest (1992), à Bucarest (1994), à Sofia (2000). Leur établissement correspond à la diffusion d'un modèle libéral d'institution et à la définition qui lui est propre de l'excellence intellectuelle. L'expansion vers l'Est de ce modèle ressemble à celle des sciences sociales en Europe Occidentale après la Deuxième Guerre mondiale, comme l'indique la présence des fondations américaines dans le processus de transfert des compétences (la Fondation Soros prenant d'une certaine façon le relais de la Fondation Ford). Les nouveaux réseaux d'excellence occupent une position dominante dans le champ des institutions scolaires et non scolaires de formation des élites. Leur mission est de mettre en cause les frontières établies, nationales (en encourageant les échanges régionaux et internationaux) et disciplinaires (l'interdisciplinarité faisant partie des objectifs prioritaires); ils sont néanmoins confrontés à des problèmes nationaux : le développement inégal des pays ou des régions, la redistribution inégale des ressources entre les disciplines et les collectifs scientifiques, l'émigration des jeunes intellectuels (le *brain drain*), etc.

L'apparition de ces nouvelles institutions pose un problème quasi expérimental à l'histoire et à la sociologie de l'éducation et des intellectuels. Trop récentes pour avoir fait l'objet d'études, elles disposent déjà d'un capital non négligeable en termes de projets de recherche soutenus, de réseaux thématiques établis, d'associations d'*alumni*, fonctionnant comme des dispositifs d'entraide intellectuelle, de bibliothèques ou de centres de documentation propres, et constituent des lieux convoités pour l'organisation de manifestations scientifiques et artistiques qui les placent parfois au centre des mondanités. Partie intégrante d'un nouveau mode de domination, les nouvelles institutions d'élite s'inscrivent, en fait, dans une tradition qui est souvent méconnue par leurs membres.

Il est légitime, dans ces conditions, de se poser un certain nombre de questions relatives aux conditions et aux limites de la reproduction du modèle historique et de ses invariants. Quels changements la transplantation de ce type d'institution

dans un environnement universitaire qui ne lui était pas a priori favorable a-t-elle provoqués ? L'environnement était défavorable du fait des priorités longtemps accordées à un enseignement « de masse » et du discrédit pesant sur toute forme d'« élitisme ». Quelles disciplines représentent, dans tel ou tel pays, l'excellence intellectuelle, et quels sont les parcours intellectuels qui l'illustrent au mieux ? Une analyse à la fois historique et sociologique de ces nouvelles institutions est difficilement monographique, tant sont constamment énoncés le fonctionnement en réseau ou l'objectif de croiser les réseaux. Cependant, leur étude doit commencer par des définitions préalables, il importe de poser quelques repères historiques et de faire des choix dans le recueil du matériel empirique afin d'échapper au flou discursif ambiant.

L'enquête réalisée en 2002 pendant plusieurs semaines à Berlin, Bucarest et Sofia a été focalisée sur le fonctionnement de quelques instituts et centres d'excellence en sciences sociales et humaines dans le cadre du « *Socialscience-network* », coordonné par la Maison des Sciences de l'Homme (MSH) et du Wissenschaft Zentrum Berlin (WZB), et de repérer d'autres partenaires possibles. Ces nouvelles structures partagent un certain nombre de problèmes structurels communs.

La reformulation des priorités politiques

En tant que priorité scientifique à travers les financements et l'établissement des programmes de recherches, les notions d'élargissement de l'Europe et d'espace scientifique européen occupent une position stratégique dans l'orientation des thèmes de recherches et de la mobilité internationale des chercheurs. D'anciennes entités géopolitiques comme « l'Europe de l'Est » ont connu une redéfinition de leurs frontières régionales, en fonction de leur proximité de l'Europe politiquement unifiée (l'Europe Centrale, l'Europe de l'Est et l'Europe du Sud Est, « PECO »), ce qui ouvre la question des limites avec l'Europe « Orientale » et du degré de pénétration de l'idée d'Europe occidentale par rapport à la Russie (l'ancienne « question orientale » reposée).

La participation à la mobilité scientifique internationale

Un des objectifs fondamentaux de ces centres d'excellence est de faciliter la circulation internationale des chercheurs dans les deux sens : leurs programmes et projets prévoient, à la fois, des stages à l'étranger (à l'Ouest) pour leurs boursiers et des invitations de chercheurs de l'Ouest, pour des conférences (les longs séjours ne sont possibles actuellement qu'à Budapest). L'accélération des échanges, après 1989, (tous programmes confondus), a beaucoup fait diminuer les distances ; elle ne les a pas pour autant abolies ! De nombreux problèmes d'ordre fonctionnel sont signalés, comme la nécessité d'effectuer des

stages moyens ou longs de recherches dans les pays voisins. Les programmes régionaux n'ont pas fait disparaître, semble-t-il, « l'occidentalo-tropisme » des échanges entre l'Est et l'Ouest.

Les contradictions entre les réseaux internationaux d'excellence et les systèmes nationaux de formation des élites

Les institutions d'Etat, universités et académies des sciences avec leurs instituts de recherches, et le secteur privé récent, dont font partie les centres d'excellence à financement international (privé et public) se trouvent, parfois, en opposition dans la définition de leurs priorités et dans le partage des champs. Les représentations des uns et des autres apparaissent sur ce point très contrastées : accusations d'élitisme et d'indifférence face aux urgences sociales et politiques des pays impliqués, manifestations de « tolérance » ou d'« indifférence », expressions de la concurrence ou de la compétition.

Malgré des programmes explicitement orientés vers la limitation du *brain drain*, la diversification des ressources et l'aide au développement des structures académiques nationales, le soupçon pèse sur ces centres transnationaux d'excellence de participer à l'exportation ou à la désinsertion des élites, à l'accroissement des inégalités, voire au phénomène d'exclusion sociale qui frappe en particulier les jeunes générations. On retiendra, sur ce point, plusieurs propositions d'intervention directe dans les champs universitaires nationaux et d'assouplissement des programmes de mobilité, afin de les adapter à la demande et d'éviter la désinsertion.

L'intégration transdisciplinaire et transnationale face au processus de professionnalisation des sciences sociales et humaines

Les rapports entre les sciences humaines et les sciences sociales ont été redéfinis dans le nouveau cadre institutionnel. La position dominante des sciences sociales s'est transformée, tout en conservant un lien fort avec l'espace politique. Plusieurs disciplines nouvelles, comme l'histoire culturelle ou les sciences de la culture (cultural studies, recherches sur l'identité) ou les sciences politiques occupent une position transdisciplinaire, par excellence.

A cette dichotomie d'origine politique entre sciences sociales et sciences humaines, s'ajoutent des différences liées aux traditions culturelles nationales, ce qui explique probablement la sous représentation des sciences sociales au NEC, à Bucarest. La question des rapports interdisciplinaires mériterait d'être analysée plus en profondeur, en particulier en ce qui concerne la place des sciences politiques, les liens et les coupures entre les sciences politiques et la sociologie, les possibilités d'intégrer – dans cet espace – les sciences économiques et le droit, etc.

L'inscription dans un monde international multipolaire

Au delà des différences nationales ou régionales, cet espace est structuré par des axes internationaux comme ceux qui distinguent les pôles économiques développés et sous-développés (le Nord et le Sud) ou les entités politiques transnationales (l'Europe unifiée, l'Amérique du Nord, la Russie...). Le choix des langues de communication peut être révélateur de problèmes multiples : l'inclusion ou non d'un espace culturel dans un centre de recherches (le russe au CMB, par exemple) ; la participation inégale aux échanges internationaux, en fonction de la maîtrise de l'anglais ; les divergences d'orientations épistémologiques entre le monde anglo-saxon et le monde francophone, dans le cas de certaines disciplines en sciences sociales et politiques. Les définitions restrictives de l'excellence (par exemple, dans tel formulaire du Collegium Budapest, en fonction du nombre des publications en anglais) font état de clivages et de contradictions que les membres de ces communautés ont à affronter.

Considéré de manière générale, le prix de l'excellence payé par ces communautés émergentes pendant les années de transition a été très élevé, si l'on s'en tient simplement à la réduction massive de leurs effectifs¹. S'il y a eu une amélioration des conditions matérielles de travail dans le champ universitaire et scientifique, cela s'est fait sur le mode d'une redistribution très inégale des ressources. L'une des contradictions propres à ce champ (participer à des programmes de longue durée ou à de courts séjours pour éviter la désinsertion ?) fait que l'inscription des chercheurs dans les circuits internationaux ne contribue que de manière très limitée à changer ces conditions de travail. Tout mène ainsi à penser que l'articulation entre la politique scientifique européenne et la politique de développement des pays candidats à l'UE constitue l'un des défis majeurs pour les années à venir.

¹ Le nombre des chercheurs en Roumanie a diminué de 130.000 à 30.000 environ de 1990 à 2003.

CATHERINE SAMARY

Maître de conférences à l'Université Paris-Dauphine, Paris¹

Fractures et espoirs de la nouvelle Europe

Après la chute du Mur de Berlin, la « réunification du continent » a été présentée comme un tournant historique ou « la fin de l'histoire » marquée par le triomphe du « modèle » libéral. Celui-ci était supposé apporter efficacité et libertés, contre le bureaucratisme des Etats et la dictature du parti unique. Les privatisations et la remise en cause des protections sociales et nationales ont été assimilées à un « modèle » universel. Le rejet de l'ancienne dictature du parti/Etat se réclamant du socialisme a été d'emblée assimilé à l'adhésion nécessaire aux recettes libérales.

Or celles-ci ont été imposées sans réel choix démocratique. Hier, en se disant « socialiste » l'ancien régime régnait sur le dos des peuples en prétendant faire leur bonheur ; aujourd'hui, en se proclamant « l'Europe », l'UE se construit en grande puissance arrogante prétendant apporter la civilisation. Elle a ainsi joué un rôle majeur dans la conduite des politiques de privatisations forcées et de démantèlement des anciennes protections sociales et nationales en Europe de l'Est : l'élargissement à l'Est de l'UE, loin d'être le couronnement d'un succès, couvre mal un désastre social et politique.

Tous les pays de cette région ont subi une dégradation sociale majeure, y compris les candidats supposés satisfaire aux « critères de Copenhague » établis en 1993 par la commission européenne : loin d'être en mesure de faire face sans protection à la compétition marchande, ils enregistrent des déficits commerciaux considérables avec l'UE, illustrant de nouvelles dépendances et dissymétries ; comme toujours, les investissements directs étrangers se concentrent dans les régions les plus riches, essentiellement les capitales, creusant les écarts entre pays et au sein de chaque pays ; et la domination absolue des banques des pays candidats par le capital étranger depuis la fin de la décennie 1990 signifiera de moins en moins de crédit pour les services publics qu'il s'agit de privatiser et pour les grandes entreprises qui incorporaient le plus de protections sociales non monétaires dans l'ancien régime. De leur côté, les « aides » européennes ont la même logique que les crédits du FMI assortis de « politiques d'ajustement structurel » désastreuses. Le

¹ Economiste, université Paris Dauphine. Le titre de cette communication a été emprunté à un article de l'auteure, dans le Monde Diplomatique de novembre 2003 www.monde-diplomatique.fr/2003/11/SAMARY/10685

chômage dépasse plus de 15% en moyenne, mais plus 25% dans certaines régions. Il ne faut alors pas s'étonner de la montée d'un rejet aux accents nationaliste et xénophobe de ces politiques.

Mais, dans l'UE, on dénonce simplement la corruption et les montages financiers opaques, comme s'ils étaient simplement le produit du bureaucratisme passé ou l'apanage de « marchés émergents ». Pourtant, quand l'accumulation d'argent devient un but en soi (quel que soit le domaine où se « place » l'argent), quand tout se vend et doit pouvoir se vendre, les comportements mafieux deviennent « normaux ». Quand les dirigeants des pays de l'Europe de l'Est sont jugés comme « démocratiques » et reçoivent des crédits s'ils adhèrent aux programmes de privatisation généralisée, il est rationnel... qu'ils y adhèrent et s'en mettent au passage plein les poches. Le bilan désastreux de dix ans de telles « transformations systémiques » est à mettre au passif des institutions et idéologues propageant ces recettes et de ceux qui, au sein des pays concernés, les ont utilisées à leur profit.

Les peuples des Nouveaux Etats membres (NEM – tel est le vocabulaire en usage désormais) sont en position de très grande faiblesse, confrontés à un capitalisme sauvage qui profite, au non de l'ajustement à « l'acquis communautaire », du démantèlement de toute protection sociale et nationale. De même que la mise en place de l'Euro a tenu lieu « d'avancée », sans droits sociaux, l'élargissement de l'UE s'est produit en « offrant » un cadeau largement « institutionnel » : la participation aux élections de 2004 en camouflant le désastre des politiques libérales appliquées depuis dix ans. Les désillusions s'expriment clairement dans les résultats de ces premières élections (cf. avril 2005 « Espérances frustrées », Monde Diplomatique <http://www.monde-diplomatique.fr/2005/04/SAMARY/12088>) : moins de 30% de participation en moyenne, et un vote protestataire généralisé contre toutes les formations au pouvoir ayant mené ces politiques – en l'occurrence avec des étiquettes de gauche...

Les peurs suscitées par l'élargissement et l'ambiguïté des choix

Les transformations en cours en Europe de l'Est sont exploitées à l'Ouest dans une logique de « dumping social » et fiscal : au plan social, il s'agit de s'appuyer sur les menaces ou réalités des délocalisations d'usines « tournevis » du Sud vers l'Est pour abaisser les « coûts salariaux » ; au plan fiscal, alors que les budgets des Etats sont placés sous pression des critères d'austérité européens, la fiscalité indirecte (TVA pesant sur les populations augmente, pesant sur les plus pauvres), mais la fiscalité sur le capital baisse pour attirer les IDE (investissements directs étrangers) comme forme prioritaire de financement... Telle est la logique de la construction d'une « Europe puissance » sur des bases

libérales. Le pourtour méditerranéen et l'Europe de l'Est sont transformés en zone de libre-échange subordonnée aux intérêts des multinationales du centre dominateur imposant dans sa « périphérie » la suppression de toute protection.

Pourtant, bien qu'ayant été un accélérateur de la mondialisation libérale en Europe, l'UE est (encore) perçue comme incorporant les plus grands acquis des luttes sociales passées et comme un possible modèle alternatif à la mondialisation sous hégémonie étasunienne. Les éléments de démocratie (parlement) et de fonds budgétaires qu'elle incorpore la distinguent d'un simple accord de libre-échange. D'où l'apparent paradoxe d'une construction qui, tout en étant le vecteur des politiques libérales, se présente aussi comme un enjeu, très incertain, mais ouvert à d'autres politiques possibles de résistance à l'actuelle mondialisation.

D'où l'ambiguïté des perceptions de l'UE – et les hésitations légitimes à son égard. Et c'est pourquoi il a pu y avoir lors des référendums d'adhésion en Europe de l'Est (en 2003) des « oui » de diverses sortes : un « oui » libéral à l'Union, mais aussi un « oui » désespéré associé au sentiment qu'hors de l'Union c'est pire encore car dans l'union demeurent quelques droits acquis en lieu et place du capitalisme sauvage qui s'impose en Europe de l'Est ; il peut enfin y avoir un « oui » critique de la construction libérale et non démocratique de l'UE, visant à rejoindre le combat pour une autre Europe... Symétriquement, il pouvait aussi y avoir un « non » anti-européen xénophobe et chauvin ; ou un « non » ultralibéral (du type Margaret Thatcher, comme l'exprimait le dirigeant Tchèque Vaclav Klaus) ; mais aussi un « non » critique des effets de la politique de l'UE et estimant qu'il est préférable d'y résister de l'extérieur. Le choix était loin d'être évident. On comprend qu'il y ait eu des abstentions massives (près de 50%), et que la forte majorité des votes exprimés (près de 80%) ait été faite de ces « oui » composites...

Une partie de la droite libérale (notamment britannique, mais c'est désormais le choix dominant européen) voudrait utiliser l'élargissement pour transformer l'union en un vaste marché libéralisé. Cette tendance se traduit par la logique de baisse des fonds structurels (part du budget européen alloué à une redistribution des plus riches vers les plus pauvres) et de réforme de la politique agricole commune (PAC) dans un sens libéral. C'est ce à quoi on assiste avec les négociations sur le budget 2006-2013. En même temps, l'élargissement est de plus en plus présenté comme le seul contre-feu à la montée des courants nationalistes xénophobes et anti-européens en Europe de l'Est... Un jeu de pyromane pompier...

L'inconsistance des discours libéraux sur la réunification « historique » du continent

La logique politico-économique des gouvernants de l'UE est celle du bricolage et des compromis pour que la construction « aille de l'avant », mais au moindre coût pour l'Union. Dans le court terme, cela signifie que les nouveaux membres ont pu participer à l'élection du parlement européen de juin 2004, sans avoir les mêmes droits (en terme d'aide économique) que les actuels membres, ce qui renforcera les frustrations et les arguments xénophobes chez les pays candidats – on l'a vu aux dernières élections polonaises...

En fait, les actuels débats financiers et budgétaires montrent le peu d'ambition et de cohérence des dirigeants qui parlent d'une « réunification historique du continent ». Déjà, l'agenda 2000 (fixant les dépenses pour la période 2000-2006) avait fixé de ne pas dépasser 1,27% du PIB de l'Union. En dépit de l'élargissement, cela fut respecté : on ne donne pas aux nouveaux Etats membres ce qu'on donne aux anciens (les paysans polonais reçoivent 25% de ce que reçoivent les paysans français – et en général les pays d'Europe de l'Est reçoivent moins que ceux du Sud, alors qu'ils sont plus pauvres...). La tendance à l'égalité des droits sera appliquée à l'horizon 2013, mais sans augmenter le budget. Donc, il faudra prendre sur les Etats du Sud (l'Espagne notamment) pour donner à l'Est et, plus largement, revoir la logique de la PAC et les critères d'allocation des fonds structurels (qui représentent avec la PAC 80% du budget européen)... dans le but de faire des économies.

Autrement dit, au moment où l'on parle d'enjeu « historique » et où la « cohésion » entre pays de la communauté européenne va être de plus en plus fragilisée par de grands écarts de développement et par la récession mondiale, c'est l'austérité budgétaire (côté social, mais pas côté des rentes versées à ceux qui spéculent sur la dette publique) qui continue à prédominer.

Qu'est-ce qu'une « solidarité » réduite à un droit de vote, avec de moins en moins de fonds d'aide et une politique libérale qui poursuit le démantèlement des protections sociales ? Quelle cohésion aura cette Union, construite en fait autour des choix de la Banque centrale et des marchés financiers ? En fait, cette « construction » fuit de toute part et elle révèle de plus en plus son inefficacité et sa dangerosité. L'Union européenne est souvent vue de l'extérieur comme une alternative au « modèle » libéral anglo-saxon et à la toute puissance des Etats-Unis. Ce n'est pas la réalité. Mais il serait possible de s'emparer de cette construction politique instable en quête de légitimité pour y renforcer le rôle des élus en même temps que le contrôle sur les élus. Il serait possible de s'emparer des impasses budgétaires produites par une croissance faible et l'élargissement pour mettre à plat les choix de société et de solidarité

derrière les budgets, qu'ils soient municipaux, nationaux ou européens. Il serait possible de s'emparer de la prétention de l'UE à avoir une politique extérieure et de sécurité communes pour discuter des comportements et choix pris, par exemple au nom des citoyens français – mais au-delà, au nom des populations de l'UE par nos gouvernants dans l'OMC, le FMI ou l'ONU, pour mettre à plat le bilan de l'extension de l'OTAN et des choix militaires prévalant sur les budgets sociaux...

Il s'agirait alors de mettre en évidence des choix alternatifs, d'exiger ensemble la transparence sur les bilans et de soulever – en étant membre ou pas de l'UE – les enjeux démocratiques, sociaux et politiques d'une autre Europe sociale et antimilitariste, et pour établir d'autres relations internationales.

III. L'âme des pays de l'Est

ALEXIS PHILONENKO

Philosophe, écrivain

L'âme des pays de l'Est

Quand on s'exprime selon les données géographiques de base, on risque fortement de se tromper. D'abord la question est de savoir où commence l'Est. Pour le Nord on sait très bien : de gros cubes de béton forment une tenaille, une espèce de demi-sphère ; en deçà c'est le Sud – au delà de cette ligne, le Nord. Mêlant politique et géographie on voulait matérialiser la frontière Nord-Sud. L'huile encore stagnante dans les grands fjords attestait des ravages de la guerre. Mais depuis Buffon, la profonde réalité de la géopolitique n'avait pas changé.

1. Plus au Sud on rencontrait les pays de l'Est, qui n'ont jamais été très solides. Pour une idée plus concrète, nous dirons que les pays de l'Est sont, très en gros, les pays qui ont adhéré au Pacte de Varsovie. C'est une définition très large. Il y eut une grande secousse en 1956 où les Hongrois qui n'avaient adhéré que du bout des lèvres à l'unité tentaculaire soviétique tentèrent de s'en affranchir. Les traces furent les suivantes : en France, on rebaptisa *place Kossuth* la place où le P.C.F. avait son immeuble : le carrefour Châteaudun. Quelques flammes, les pompiers en attendant les irrésistibles sables du souvenir.

Et puis ce fut une dégringolade : le pacte de Varsovie, le plus sûr bastion de cette alliance, tomba complètement lorsque le général Jaruzelski prétendit resserrer les liens avec Moscou. Ce n'est pas en portant des lunettes noires qu'on guérit un pays. Avant, il y avait eu, dans l'histoire moderne, le blocus de Berlin en 1948, brisé par la flotte aérienne américaine – la France n'avait rien fait, sinon protester à l'O.N.U. Les Soviétiques décidèrent de « tester » les Français à Suez et Sir Anthony Eden, dans un livre pesant, dénonça *le piège de Suez*. On continua à faire un peu de commerce et on invita des missions. Le premier contact vraiment sérieux fut la participation des Soviétiques et consorts aux Jeux Olympiques d'Helsinki, en 1952. Les Français s'enfonçaient dans le bonheur de l'après guerre – et vers les années

58, ils s'enlisèrent pour de bon dans la guerre d'Algérie où d'un côté les armes étaient américaines et de l'autre soviétiques. Kennedy, pendant ce temps, agitait ses manchettes : « Ich bin auch ein Berliner ». L'ambassade soviétique à Paris donnait une Idée du système rouge.

Mais les deux géants étaient anémiés. La France toujours habitée par un incompréhensible sentiment d'inimitié envers le monde anglo-saxon se sentit seule en première ligne face au bloc soviétique ou plutôt ce qui en restait. Le grand mur de Berlin était enfin un nuage de poussière... Ce serait pour moi une honte de vous parler du mur de Berlin. D'autant plus que, dans l'histoire humaine, érigées pour une raison ou pour une autre, toutes les murailles ont fini par s'effondrer – même la grande muraille de Chine. Toute cage est insupportable à l'homme. Il arrive qu'il en meure comme les oiseaux se blessant aux barreaux. En un sens c'est ce qui est arrivé à Berlin.

2. Mais qui y avait-il en face ? De la Pologne à la Macédoine il y avait les « slaves ». Mais « slaves » – qu'est-ce que cela signifie ? : « Slaves » veut dire « vaincus », « esclaves ». Mais c'est difficile à expliquer.

C'est vers le X^{ème} siècle que s'est dessinée la carte du monde. Rome s'était effondrée depuis le V^{ème} siècle. A son tour, Byzance se sentit ébranlée. Les peuples de plus en plus christianisés n'échappaient cependant pas à la barbarie – l'armée byzantine resserrait ses rangs face aux forces *slaves* concentrées en Bulgarie. Nous ne sommes pas très sûrs du contenu des négociations, avant le conflit ouvert, des grands dignitaires bulgares et byzantins. Nous pouvons seulement dire que des deux côtés on redoutait un carnage formidable. Or, quand les hommes ont peur de la guerre, ils la font. C'est ce qui est arrivé. La bataille fut terrifiante. Le César byzantin, Basile II, y gagna son surnom : le Bulgarotone – le tueur de Bulgares. Mais le Tsar de Bulgarie, Pierre II, avait trouvé son refuge dans son château-fort. Pour l'en faire sortir, Basile rassembla 15.000 prisonniers bulgares qu'il aveugla par les méthodes dont parle Platon dans son dialogue de jeunesse intitulé : le Gorgias. Puis il ordonna qu'on les enchaîne et un homme valide conduisant une compagnie de 150 hommes, compagnie par compagnie des 15.000, il décida de parcourir la Bulgarie jusqu'au château-fort de Pierre II. Quand ce dernier vit « ses » hommes, sales, le visage rempli d'une mauvaise sueur, noircis par la torture et la fatigue, il subit, selon les meilleures sources une attaque d'apoplexie foudroyante. Avec lui disparaissait le « rêve » d'une grande Bulgarie, qui, réalisé, aurait bouleversé la carte de l'Europe et modifié toute notre histoire. Le résultat fut le suivant : ceux qui le pouvaient quittèrent la Bulgarie, et du Sud au Nord se développa une diaspora « slave », bonne à tout, bonne à rien, que les Russes soumièrent à l'esclavage, sans grande peine.

C'est un grand théorème que le suivant : le plus dur des despotismes cultive. Pendant ces siècles de diaspora, les « slaves » ont appris d'abord à être « slaves » ; je veux dire : ils ont recueilli en eux les fruits de l'esclavage ; ou, si l'on préfère, les bienfaits de l'obstination. On dit les bretons têtus, ce n'est rien à côté des slaves. L'histoire nous rapporte l'incroyable parcours des « vieux slavons ». Le Tsar la Grounddza, entre autres bonnes choses, avait entrepris une édition critique du Nouveau Testament. Le texte qui servait de base était extraordinairement corrompu. Ivan lui-même mit la main à la pâte ; mal lui en prit : un groupe de fidèles lui fit savoir qu'ils demeureraient attachés à l'ancien texte, à la virgule près ; c'est à partir de là qu'on les surnomma « vieux slavons » dit-on. Les « slaves », les « vieux slavons » se signalaient moins par leur esprit (Witz) que par leur extraordinaire obstination. De père en fils on se transmettait les mêmes habits de fête, les femmes aussi, on dansait de la même manière sur les mêmes airs de danses – le tout se liait dans une totalité organique : le charme slave.

3. Il est impossible de déterminer les « slaves » comme une race. D'abord parce que le concept de race est sensiblement mythique. Ensuite parce qu'il n'y a jamais eu, à ma connaissance du moins, quelque chose qui, de près ou de loin, ressemble à un vague *numerus clausus*. Les slaves sur une durée d'un millénaire sont simplement demeurés proches les uns des autres. Déjà les quelques traits esquissés donnent une idée des difficultés que les Français allaient de tout temps rencontrer dans les associations franco-slavophiles, s'il m'est permis d'user d'un terme galvaudé. Le slave se révélait insaisissable et son arme suprême était la paresse. Il y a une incroyable lenteur chez le slave. C'est même vrai de certaines Eglises qu'ils sont parvenus à coloniser du dedans ; les services y sont d'une invraisemblable durée. Je revenais dans l'avion de Rome à Paris. Le cardinal Poupard poussait des cris de colère. Les anglicans venaient d'autoriser l'ordination des femmes prêtres. « Heureusement » disait le Cardinal Poupard, « heureusement nous sommes d'accord sur *presque tous les points avec les orthodoxes* » « Heureusement, dis-je, Votre Eminence, mais vous devez savoir que pour un slave, être d'accord sur presque tout c'est n'être d'accord sur rien. Voyez, votre Eminence, ils ne sont pas patients par accident, mais substantiellement. » (Z wettl)

4. Cette observation me conduit au cœur de l'esprit russe. Au tréfonds du russe, dans sa patience infinie et son mépris du qu'en dira-t-on, dans cette masse inamovible reluit, « ein Geist der Schwere ». La plaine est immense, mais compliquée. J'en ai connu qui dans les trains à banquettes en bois (les 3^{èmes} classes de mon enfance) comptaient le secouement des roues du wagon sur le ballast et ils disaient s'ennuyer parce que précisément, pour éprouver leurs forces, ils faisaient ce qu'ils n'auraient pas voulu voir faire à leur pire

ennemi. De tels paradoxes n'apparaissent que dans la littérature slave et dans la musique slave.

Je commencerai par un hongrois – étranger à la famille indo-européenne, que tout le monde cependant écoute. Liszt, puisqu'il s'agit de lui est le plus grand des musiciens. Avant lui Chopin jouait du Chopin, Beethoven du Beethoven, Schumann du Schumann, etc. On imagine toutes les contraintes imposées par là à l'audition de la musique. Un jour, comme ça, Liszt s'assoit devant son immense piano et – stupéfaction ! – il joue à la Liszt non pas du Liszt, mais du Schumann. La musique démultipliée déversera à des distances inconnues le même aria. Liszt vient d'inventer la notion de virtuose : est un virtuose un grand musicien capable de jouer une œuvre qui n'est pas de lui : Mozart-Horowitz. C'est une nouvelle exigence de la musique internationale.

Mais Liszt veut aller plus loin : trouver un grand musicien capable d'interpréter avec talent la musique d'un autre. Il découvre en Hongrie un jeune garçon qui sur son violon exécute des morceaux d'une difficulté à renverser les montagnes et aussitôt dit, aussitôt fait, Liszt en fera le virtuose universel, le Kaiser des musiciens. Première semaine en terre allemande : l'enfant est mal à l'aise. Liszt voulant faire exécuter une pièce à son élève s'avise enfin que, coutume de l'Est, toutes ethnies confondues, on n'use pas de partition. Le coup est sévère pour Liszt, qui cependant persévère ; le navire commence à faire eau de toute part. Six mois : le jeune garçon perd toutes les sonorités, parvient à démolir ses cordes. Au bout d'un an, on tente un ultime essai ; on lui apprend à poser les doigts sur la queue du violon à la manière allemande, c'est-à-dire européenne. Désastre.

A quoi donc s'est heurté Liszt ? Je crois que c'est au mur imprenable de l'esprit slave. Dans son pays, tranquille, muni seulement d'une poêle à frire et d'un martelet, le garçonnet fût devenu supérieur à Paganini. Mais la moindre contrariété, la moindre changement le déstabilisait. C'est la maladie de la substance. On m'a dit et répété que rien n'est plus contraire à l'esprit français, qu'on veut croire primesautier, pétillant, comme si, depuis le temps des trois mousquetaires, rien n'avait changé. Pourtant il doit y avoir un pont, quelque part par où passer sans crainte dans l'esprit slave, car autrement les « slaves » ne se retrouveraient pas, comme ils le font (et réciproquement), dans notre musique populaire. Les chants de la Révolution française, par exemple, interprétés par les chœurs de l'Armée rouge dans des orchestrations neuves, sont perçus de part et d'autre avec une grande émotion. De même en est-il des chants plus paysans : « Petit pinson – petit pinson chante dans les bois ... ». La base de notre entente avec « les vrais slaves » est cette voie d'entrée. Cette communion souvent drolatique prouve que quelque part, en un lieu très

précieux et secret, celui du souvenir de l'enfance, il y a des cordes qui nous aident à franchir l'abîme apparent. Il faudrait ici faire un immense détour et examiner les jouets des enfants des deux peuples, au lieu de perdre notre temps et notre argent dans des thèses d'agronomie sur le rutabaga. Les jouets des enfants nous apprennent une foule de choses et d'abord ce que sont les fleurs et les lapins. Il aurait sans doute fallu laisser au petit génie découvert par Liszt son monde transactionnel. Il n'y a pas que des objets neutres. Il y aussi en Ukraine l'épopée atroce du petit cochon à laquelle répond chez nous la castration du petit chat ou du petit chien. Ces « histoires », comme je l'ai rapporté dans la philosophie du malheur, construisent notre personnalité, notre devenir-homme, et enseignent à juguler ses émotions. Dans ces constructions symboliques et archétypales réside l'invincible nexus qui relie les peuples.

C'est donc au niveau des enfants qu'il faut travailler. En un certain sens, tout, absolument tout ce que nous avons pu dire conduit à cette conclusion. Si par exemple la peine de mort n'est pas abolie partout dans les lois, l'abolition s'installe dans les cœurs. Poser l'énorme dossier de la peine capitale sur la table, c'est envisager une solution, envisager une solution c'est se préparer à l'abolition. Tous les problèmes soulevés sont résolus en puissance, sauf un, et qui dépasse toutes les nations. Je veux dire la Bombe P (population). Il y aura bientôt – à moins que cela ne soit déjà fait – trop d'hommes pour notre planète et on a pu envisager abstraitement des orientations qui n'épargneront ni les « slaves », ni les « Russes », ni les « Chinois ». Ce serait une reprise de la course folle du sida qui, il faut le reconnaître, galope.

En silence. Le niveau d'informations ne fait que chuter. La seconde orientation serait la guerre nucléaire, nullement incompatible avec la première orientation. C'est tellement fou que nous n'y pensons pas : « Quos perdere vult Jupiter dementat ». Troisième orientation. La faim. Ce n'est pas vraiment une orientation ; c'est un désastre. Afrique adieu !! Et pour tout résumer, le naufrage de la planète. Les eaux montent. Le moment où nous croyons manquer d'eau sera peut-être celui où nous serons noyés par les Océans. L'avenir n'appartient ni à la France, ni aux pays de l'Est. Et même au fond il n'appartient à personne – comme d'habitude.

Alors pour en finir on cesse de réfléchir. A la vodka – un poison russe qui fait des ravages sur la planète. Avec la vodka, il arrive des choses extraordinaires. Dostoïevski intitule une furieuse diatribe contre la vodka : *vino verde*. Littéralement : « le vin vert ». Seulement cela ne fonctionne pas. Le « vino verde » est une spécialité portugaise. J'en rapportais à mes étudiants à la fin de l'année. C'est tout simplement un vin blanc. Je propose l'explication slave suivante. Le « vino verde » est, il faut être précis, n'étant pas rouge est un vin qui se cache, qui ne décline pas franchement son identité. La vodka – de

vodka plus le diminutif – ne dit pas plus son identité ; claire comme le cristal de roche ou l'eau de source, rien ne laisse soupçonner que c'est une remarquable tueuse.... Aussi bien faut-il, avec les « slaves », se méfier de tout – sauf des pigeons. (Duclos)

Il me reste une dernière réflexion à produire. Les Russes ont commis l'erreur fatale de laisser les « slaves » assimiler trop bien le russe – je ne dirai pas qu'en revanche les Russes ont appris tous les dialectes. Après tout, ce ne fut pas pour rien si le Tsar obligea Gogol à russifier ses écrits rédigés en ukrainien. Je ne crois pas que le système de la censure n'ait jamais été aussi rigoureux en France ; sans doute a-t-on touché aux écrits en langue bretonne, mais simplement touché – on n'a pas imposé de modification d'ordre linguistique comme ce fut le cas avec Gogol. La preuve en est que pour le breton tout s'est passé comme s'il avait passé une bonne nuit. Pour un véritable écrivain et même pour un écrivain médiocre, il y a dans tout texte transporté dans une langue étrangère une transvaluation des sonorités qui semblent, soudain, échapper à toute maîtrise, perdre leur cohérence et scintiller les contresens qui par les voies mystérieuses parviennent enfin à leur destinataire déçu. Si les Français en contact avec des slaves ne soignent pas leur écriture, de manière à être transparents, mais solides, ils iront de déconvenues en déconvenue.

GEORGES LEYENBERGER

*Directeur du Bureau de la Coopération Universitaire de Heidelberg,
Professeur, écrivain*

L'insoutenable légèreté des lettres

Milan Kundera est un écrivain fascinant. Pour deux raisons majeures : d'une part, parce qu'il est un des très grands romanciers de notre temps, dans les deux sens du génitif – un auteur qui marquera l'histoire de la littérature et un des rares auteurs qui parviennent à tracer ou à peindre ce que cette époque qui vient, comme on le dit souvent, après la fin de l'histoire a de spécifique, à savoir une désillusion ou un désenchantement radical. Ou encore, pour reprendre un terme plus fort, une “époque de la dévastation”; d'autre part, parce qu'il a réussi à faire une double carrière d'écrivain, en Tchécoslovaquie tout d'abord, puis en France.

On ne soulignera jamais assez la difficulté et la réussite de ce double travail d'écrivain, dans la mesure où l'on n'assiste pas seulement au passage d'une langue à une autre, du tchèque au français, mais à une transformation de la composition des œuvres et de l'écriture. Il n'y a pas seulement deux moments de l'œuvre, mais on peut presque parler d'une *œuvre double*.

En ce sens, le nom et l'œuvre de Kundera symbolisent à eux seuls la *liaison entre les pays de l'Est et la France*, thème de l'Université d'été 2005 organisée par le Frankreich-Zentrum de l'Université de Freiburg.

Mon exposé ne sera pas systématique, encore moins exhaustif (si cela a un sens). Après quelques indications bibliographiques, très brèves, je voudrais – c'est mon pari – exposer quelques thèmes de l'œuvre, afin de rendre possible une lecture ultérieure, qu'il s'agisse d'une première, d'une deuxième ou d'une nième lecture, d'une découverte ou d'un approfondissement.

Les thèmes choisis sont au nombre de sept : *l'exil, le roman, l'Europe, le nationalisme, les pays de l'Est, la France, le non-sérieux et la légèreté*. Le dernier thème sera le leitmotiv de l'exposé.

Le nombre sept n'est évidemment pas anodin : c'est le nombre qu'on retrouve dans tous les romans tchèques, excepté *La valse aux adieux* (livre plus proche du théâtre et composé de cinq *journées*, et surtout dernier livre écrit dans son pays natal, entre 1971 et 73), puisque les romans de Kundera sont toujours

composés de sept parties, selon un procédé musical très rigoureux proche de la variation (qui est perçue comme un voyage dans “l’infini diversité du monde intérieur” - *Jacques et son maître*, p.125).

1. L'exil

La vie de Kundera, s'il faut en dire quelque chose indépendamment de son métier, est caractérisée par l'exil, à l'intérieur du pays, puis le départ pour la France : exclu du parti communiste dès l'âge de 20 ans, en 1949, il ne publiera ses premiers livres qu'en 1957, des recueils de poèmes (*L'homme, vaste jardin* et *Monologues*), des études (sur Apollinaire en 1958 et sur l'art du roman en 1960) et des pièces de théâtre (*Les propriétaires des clefs* en 1962). Son premier roman, *La plaisanterie*, date de 1967, et son recueil de nouvelles, écrit à partir de 1959, a été achevé peu de temps avant l'invasion russe, comme Kundera le souligne dans son *Introduction à Jacques et son maître* : „Coïncidence curieuse : j'ai terminé la dernière de ces nouvelles (je les ai écrites au fil des années soixante) trois jours avant l'arrivée des Russes“ (4, p. 14).

C'est à ce moment là que Kundera commence à vivre en situation d'exilé à l'intérieur de son pays, comme beaucoup d'artistes, d'intellectuels et d'hommes tout simplement fidèles : „*Quand les Russes ont occupé, en 1968, mon petit pays, tous mes livres ont été interdits et, d'un coup, je n'ai plus eu aucune possibilité légale de gagner ma vie*“ (1, p. 9).

Il continuera néanmoins à écrire, exclusivement des romans (à l'exception de *Jacques et son maître*), et des grands romans, dans sa langue maternelle, puis, 15 ans après sa venue en France en 1975, en français.

Cette situation est décrite d'une manière exemplaire dans *Le livre du rire et de l'oubli* qui est écrit et publié en France en 1979, mais encore en langue tchèque. Kundera y décrit la situation politique de son pays en intégrant cette description /analyse dans la trame romanesque, à savoir l'indépendance en 1918 et surtout, après l'annexion nazie de la Bohême en 1939, l'arrivée des Russes en 1945 et l'avènement du communisme en 1948, sans oublier évidemment l'effervescence et le détachement du communisme des années 60 qui s'acheva sur ce que l'auteur nomme souvent „l'éternité de la nuit russe“ (*Jacques*, p. 25), sans savoir encore qu'elle ne durera pas éternellement (tel était l'effroi de l'époque des années 70), mais 20 ans :

„*Les gens étaient enthousiasmés par la Russie qui avait chassé les Allemands, et comme ils voyaient dans le parti communiste tchèque son bras fidèle, ils ont transféré sur lui leurs sympathies. Ce qui fait que lorsque les communistes se sont emparés du pouvoir en février 1948, ce n'est ni dans le sang ni par la violence, mais salués par la joyeuse clameur d'environ la moitié de la nation.*“

Et maintenant, faites attention : cette moitié-là, qui poussait des cris de joie, était plus dynamique, plus intelligente, meilleure“ (p. 21).

Elle était plus dynamique pour la simple raison qu'elle avait „un programme grandiose“, „le plan d'un monde entièrement nouveau où tous trouveraient leur place“, un „grand rêve“, ce que l'auteur appelle d'une manière très critique une „idylle de justice“, alors que les autres avaient „seulement quelques principes moraux usés et ennuyeux“ (p. 22).

L'analyse est à la fois fictive et autobiographique : elle articule le personnage, Mirek, qui refuse à un moment donné de son existence, au moment où il voit l'action politique à distance et de manière lucide, de continuer de participer à *l'idylle pour tous* (il devient donc étranger, suspect et est bientôt suivi par la police), et l'auteur lui-même qui intègre dans le récit des éléments autobiographiques. L'analyse de la situation politique se fait à un double niveau et gagne en force, car les deux niveaux se recourent rigoureusement.

Exemple central : dans la troisième partie du livre, *Les anges*, Kundera intègre des éléments autobiographiques pour souligner qu'il a aussi participé à l'idylle qu'il nomme ici *la ronde*.

„Moi aussi j'ai dansé dans la ronde. C'était en 1948, les communistes venaient de triompher dans mon pays, les ministres socialistes et démocrates chrétiens s'étaient réfugiés à l'étranger et moi, je tenais par la main ou par les épaules d'autres étudiants communistes...“ (Chapitre 6, p. 113).

Plus loin, il retrace son exclusion du parti en 1950 : *„Puis, un jour, j'ai dit quelque chose qu'il ne fallait pas dire, j'ai été exclu du parti et j'ai dû sortir de la ronde“ (6, p.114).*

La conséquence est le caractère irrattrapable et inexorable de l'éloignement ou de ce qu'il décrit en utilisant la belle image de la météorite qui se détache de la planète, tombe et s'écrase : *„Il y a des gens auxquels il est donné de mourir dans le tournoiement et il y en a d'autres qui s'écrasent au terme de la chute. Et ces autres (dont je suis) gardent toujours en eux comme une timide nostalgie de la ronde perdue, parce que nous sommes tous les habitants d'un univers où toute chose tourne en cercle“ (6, p. 114).*

Ce texte est remarquable, car il va au-delà de la dimension simplement politique de l'exclusion pour mettre en évidence une opposition philosophique, cosmologique, entre les êtres qui appartiennent à la ronde et ceux qui sont voués à l'éloignement et à la solitude sans fin, ce qui signifie qu'il ne pourra jamais y avoir de retour en arrière ni de solution de remplacement. Dans ce cas, et c'est le cas de Kundera, l'éloignement devient un véritable *destin*, comme on le voit à la fin des *Anges* :

„ ... depuis qu'ils m'ont exclu de la ronde, je n'en finis pas de tomber, encore maintenant je tombe, et à présent (donc depuis 1968), ils n'ont fait que me pousser pour que je tombe encore plus loin, encore plus profond, de plus en plus loin de mon pays dans l'espace désert du monde...“ (9, p. 131).

Et il n'est pas sûr que l'accueil de la France et l'appropriation de l'esprit français puissent mettre un terme à l'exclusion. Mais ils lui ont permis de continuer à écrire, ce qui est déjà beaucoup, ce qui est sans doute l'essentiel, puisque cela signifie : s'éloigner de toutes les idylles et surtout tenir à distance la nostalgie qui en provient. Vivre l'exil d'une manière de plus en plus affirmative, cependant sans jamais parvenir à une affirmation absolue.

L'affirmation, oubli et rire de ce qui ne finit pas, ne pourra advenir que dans l'espace de l'écriture, du livre, en l'occurrence la fiction romanesque. Contre toutes les attitudes „négatives“, même celle de Mirek qui semblait proche de l'auteur, Kundera propose d'aller au bout de l'exil, de la perte de l'identité et de l'idylle, d'aller le plus loin possible sur le chemin du rire et de l'oubli. Pour ce faire, il n'y a qu'un instrument : le non-sérieux, c'est-à-dire le roman. C'est le roman qui donnera un „coup de pied aux fesses de l'Histoire“, comme Sarah botte les fesses des étudiants qui se prenaient trop au sérieux dans la fantastique scène du chapitre 8 des *Anges*.

Pour briser l'idylle, ainsi que la nostalgie qui accompagne sa perte, il ne reste que l'invention romanesque du non-sérieux. On comprend pourquoi Kundera termine la troisième partie du *Livre du rire et de l'oubli*, juste après l'évocation de sa chute infinie, sur ces mots : „Je sais, il y a quelque part Sarah, la jeune fille juive Sarah, ma sœur Sarah, mais où la trouverai-je ?“

Il est possible d'esquisser une réponse : Kundera la trouvera dans l'écriture romanesque, et nulle part ailleurs. La légèreté, il la trouvera uniquement dans les lettres, certainement pas dans l'être, ou le monde qui demeurera un „espace désert“ (9, p. 131).

2. Le roman, art du non-sérieux

Commentant son parcours artistique dans un entretien de 1988, Kundera souligne qu'il a trouvé sa voie / voix comme romancier, et „rien d'autre“, avec son premier récit - *Personne ne va rire* - qui ouvre les *Risibles amours* :

„Jusqu'à l'âge de trente ans, j'ai écrit plusieurs choses : de la musique, surtout, mais aussi de la poésie et même une pièce de théâtre. Je travaillais dans plusieurs directions différentes - cherchant ma voix, mon style et me cherchant moi-même. Avec le premier récit de *Risibles amours*, (je l'ai écrit en 1959), j'ai eu la certitude de „m'être trouvé“. Je suis devenu prosateur, romancier, et je ne suis rien d'autre“ (*Risibles amours*, *Postface*, p. 307).

Il faudrait commenter chaque terme de cette passionnante auto-analyse, notamment la sortie de l'âge lyrique et l'entrée dans la maturité plus prosaïque, ainsi que le rôle primordial de la musique. Je me contenterai de faire trois remarques :

1. Le fait de *se trouver* et la certitude qui l'accompagne témoignent d'une recherche artistique intense : avec quelle forme puis-je montrer (le „je“ est un sujet qui veut faire de l'art, et uniquement de l'art, à l'exclusion de la politique,

de la philosophie ou de la science) avec la plus grande rigueur le monde tel qu'il est ? La réponse de Kundera, à laquelle il demeurera constamment fidèle, est- *le roman*.

Il s'agit d'un point de départ absolu que rien ne peut détruire, quelque chose qui est du même ordre que la découverte du point de départ absolu de la pensée qui, selon Descartes, résiste à tous les doutes.

On pourrait presque parler d'une *révélation* au sens le plus authentique du terme : la découverte par un sujet de ce qui constitue sa vérité.

2. Pourquoi le roman ? On l'apprend dans un passage autobiographique des *Testaments trahis*, essai publié en 1993 et premier livre rédigé en français (il est important de remarquer qu'il s'agit d'un ouvrage „théorique“, et non d'une fiction romanesque) :

„Après 1948, pendant les années de la révolution communiste dans mon pays natal, j'ai compris le rôle éminent que joue l'aveuglement lyrique au temps de la Terreur qui, pour moi, était l'époque où „le poète régnait avec le bourreau“ (La vie est ailleurs). (...) Plus que la Terreur, la lyrisation de la Terreur fut pour moi un traumatisme. À jamais, j'ai été vacciné contre toutes les tentations lyriques. La seule chose que je désirais alors profondément, avidement, c'était un regard lucide et désabusé. Je l'ai trouvé enfin dans l'art du roman“ (VI, 7, p. 189).

Pourquoi le roman ? Parce qu'il jette sur soi - le je - et sur le monde un *regard lucide et désabusé*, c'est-à-dire un regard sans illusion, sans l'illusion de sa propre importance. Le roman, et lui seul, est un regard lucide et désabusé, parce qu'il est l'art unique où l'on se détache de toute prétention à l'absolu et à la vérité. Telle est l'exemplarité de l'art du roman : c'est un art très sérieux qui se détache du sérieux et qui parvient à rire de soi.

Kundera ne cessera d'insister sur cette ouverture du sérieux au non-sérieux, de la vérité au rire ou de la gravité à la légèreté, qui détache le roman de tout dogmatisme. Une telle ouverture sera à l'œuvre dans tous ses romans et récits. Elle sera également réfléchie et analysée : dans les écrits „théoriques“ - *Les testaments trahis*, *L'art du roman* (articles rassemblés et publiés en 1986) et son dernier essai en 7 parties, *Le rideau* (2005) -, Kundera montrera que l'ouverture au non-sérieux constitue à la fois la spécificité et l'origine du roman avec Rabelais et Cervantès, sans oublier leurs continuateurs - Sterne et Diderot.

3. La conception du roman comme ouverture au non-sérieux permet en dernière instance de tracer une histoire du roman en distinguant deux temps ou deux „mi-temps“ : d'une part, le moment originaire et sa reprise fidèle jusqu'au XVIIIème siècle ; d'autre part, le XIXème siècle qui, avec Balzac notamment, donne naissance à une nouvelle esthétique consistant à mettre en scène d'une manière linéaire et vraisemblable le réel des individus dans un contexte historique rigoureux. C'est la période *sérieuse* du roman qui durera jusqu'au début du XXème siècle, et qui „voilera d'un demi-oubli les romans des siècles

précédents (...) et rendra difficile la transformation future du roman“ (*Le rideau*, p. 28).

On comprend pourquoi Kundera accueille avec enthousiasme la réhabilitation du non-sérieux et le refus de l'illusion réaliste : pour lui, il s'agit de la „troisième mi-temps“ qui commence avec Flaubert et se développe à travers la littérature de la Mitteleuropa avec Kafka, Musil, Broch et Gombrowicz. Le roman devient plus libre et plus imaginatif, il renoue avec son origine sans revenir en arrière, puisqu'il s'agit d'une tentative de „redéfinir et élargir la notion même de roman“ (*Les testaments trahis*, p. 91), de réélaborer avec de nouveaux moyens la liaison du sérieux et du rire, de la gravité et de la légèreté qui est au centre des préoccupations du roman de la première mi-temps. Kundera se veut le continuateur de cette troisième mi-temps, et donc de la première.

À la question - „à qui suis-je attaché : à Dieu ? À la patrie ? Au peuple ? À l'individu ?“ - Kundera répondra en qualifiant sa réponse de „ridicule“ et de „sincère“ : „je ne suis attaché à rien sauf à l'héritage décrié de Cervantès“ (*L'art du roman*, p. 32).

3. *L'Europe*

Lorsque Kundera parle de lui-même, il ne se définit ni par son lieu natal - la Tchécoslovaquie - ni par sa terre d'accueil - la France, mais par le lieu de déploiement du roman - l'Europe. Cohérence parfaite : c'est parce que Kundera ne veut être rien d'autre que romancier que son lieu ne peut être rien d'autre que l'Europe, et inversement.

Qu'on lise *L'héritage décrié de Cervantès* qui ouvre *L'art du roman* :

„Le roman est l'œuvre de l'Europe ; ses découvertes, quoique effectuées dans des langues différentes, appartiennent à l'Europe tout entière. La succession des découvertes (et non pas l'addition de ce qui a été écrit) fait l'histoire du roman européen. Ce n'est que dans ce contexte supranational que la valeur d'une œuvre (c'est-à-dire la portée de sa découverte) peut être pleinement vue et comprise“ (I, p. 16).

Dans *Le rideau*, Kundera rappelle son „idéal de l'Europe“, formulé durant „l'éternité de la nuit russe“ : „le maximum de diversité dans le minimum d'espace“ (p. 45). Or, à y regarder de plus près, cette approche correspond littéralement - ce n'est évidemment pas un hasard - à celle de son projet romanesque : exposer la diversité humaine dans un minimum d'espace. Le roman est européen, l'Europe est romanesque.

Deux choses caractérisent l'idée de l'Europe qui n'est ni géographique, ni simplement politique, mais d'abord spirituelle et culturelle. On a tendance à oublier une telle dimension, qui est la dimension origininaire de l'Europe depuis la Renaissance, au profit de la seule dimension politique et économique, accessoirement géographique.

- La première est „la passion de connaître“ (connaître pour connaître), qui est née avec la philosophie et la science grecques, et qui s'est développée avec la philosophie cartésienne et la science galiléenne, entendu que ce développement aboutit déjà à quelque chose de négatif, à une crise (la réduction du monde à l'objectivité et l'exclusion de la *Lebenswelt*). Il faut renvoyer au début de *L'art du roman* (p. 13) où Kundera analyse les célèbres conférences prononcées par Husserl en 1935 à Vienne et à Prague - *La crise de l'humanité européenne*.
- La deuxième est encore une „passion de connaître“, quoique d'une autre nature : l'exploration des „différents aspects de l'existence“ (p. 15). Une telle exploration ne se déploie plus dans la sphère philosophico-scientifique, mais au sein du projet romanesque. Il s'agit précisément d'explorer ce qui a été oublié par la connaissance rationnelle, à savoir les possibilités de l'existence humaine qui ne peuvent jamais être réduites à quelque chose d'objectif et de mesurable, à une certitude. Pour Kundera, cette exploration est la spécificité la plus remarquable - inimitable - du roman, une spécificité qui n'a jamais été suffisamment mise en évidence. Aussi insiste-t-il sur le fait que „le fondateur des Temps modernes n'est pas seulement Descartes mais aussi Cervantès“ (p. 14). Et plus loin : „avec Cervantès un grand art européen s'est formé qui n'est rien d'autre que l'exploration de cet être oublié (l'homme) “ (p. 15). Tel est le deuxième héritage européen, le deuxième testament, souvent trahi : ici il ne s'agit plus de connaître avec certitude les choses de la nature, mais de reconnaître l'*ambiguïté* ou l'*incertitude* essentielle du monde humain.

4. *Le nationalisme*

La dimension européenne du roman que nous venons d'évoquer, Kundera la nomme „le *grand contexte*“, qu'il oppose au contexte national - „le *petit contexte*“ (*Le rideau*, p. 49). Il souligne que le grand contexte, contexte originaire du roman comme de la science, a été recouvert par le contexte national, et ce, pour des raisons politiques liées à la construction des nations à partir du XVIIIème et surtout du XIXème siècle. Ce repli national ou nationaliste se révèle très nettement dans l'enseignement de la littérature qui, soumis au politique, a privilégié la „littérature nationale“ et a quasiment ignoré la dimension européenne.

D'où ce jugement, très négatif : „*L'Europe n'a pas réussi à penser sa littérature comme une unité historique et je ne cesserai de répéter que c'est là son irréparable échec intellectuel*“ (p. 49).

On comprend pourquoi Kundera ne veut pas être identifié à un écrivain national (tchèque ou autre) : dès ses premiers écrits, bien avant qu'il ne pense à quitter le pays, il se définit comme romancier européen et cherche à correspondre à l'impératif de Goethe qu'il cite dans *Le rideau* : „La littérature nationale ne représente plus grand-chose aujourd'hui, nous entrons dans l'ère

de la littérature mondiale (die *Weltliteratur*) et il appartient à chacun de nous d'accélérer cette évolution“ (p.50).

S'il fallait donner une dernière preuve de l'impossible identification au pays natal - la Tchécoslovaquie, désignation que Kundera n'utilise jamais, car „ce mot composé est trop jeune (né en 1918)“ (*L'art du roman, 73 mots*, p.180), ou même la Bohême (mot plus ancien qu'il utilise d'une manière prudente) -, il suffirait de se reporter à la fin de son premier roman - *La plaisanterie* - où l'on assiste progressivement à la fin du concert donné à l'occasion de la célébration folklorique *La Chevauchée des Rois*. Le musicien qui y croit le plus, celui qui a consacré sa vie à cette musique nationale, a un malaise et est obligé de s'interrompre. Il ne meurt pas, mais sa vie n'est plus la même : le jeu fini, il ne lui reste qu'une „vie changée du tout au tout, une vie sans dévouement passionné, sans jeu acharné dans l'orchestre, la seconde mi-temps, mi-temps après la défaite, et l'idée m'envahit qu'un destin souvent s'achève bien avant la mort“ (p. 454).

5. *Les pays de l'Est*

S'il est vrai que Kundera a une attitude négative par rapport au nationalisme tchèque, son attitude par rapport aux pays de l'Est est encore plus négative. C'est à son arrivée en France que Kundera découvre qu'il est „un exilé de l'Europe de l'Est“ (*Le rideau*, p. 58).

Tout est faux. On se méprend sur le sens de l'exil - il est exilé depuis longtemps - , et surtout sur l'identité culturelle de la Bohême qui est européenne et n'appartient aucunement au monde de l'Est : „nous étions annexés non seulement par un autre pays mais par un autre monde, le monde de l'Est européen qui, enraciné dans l'antique passé de Byzance, possède sa propre problématique historique, son propre visage architectural, sa propre religion (orthodoxe), son alphabet (...), et aussi son propre communisme“ (p.58).

Cette deuxième annexion est sans doute encore plus dangereuse, car elle passe pour évidente : „D'ailleurs, les Tchèques n'appartiennent-ils pas depuis toujours au même „monde slave“ que les Russes ? J'expliquais que, s'il existe une unité linguistique des nations slaves, il n'y a aucune culture slave, aucun monde slave : l'histoire des Tchèques, de même que celle des Polonais, des Slovaques, des Croates ou des Slovènes (et, bien sûr, des Hongrois qui ne sont pas slaves du tout), est purement occidentale (...). Rien à voir avec la Russie qui était loin, tel un autre monde“ (p.59). Selon Kundera, il est urgent de rattacher la *Mitteleuropa* à l'Europe occidentale pour penser un unique et grand contexte européen. Il ira même jusqu'à dire que le fait de comparer ses romans avec les romans russes le rend étranger à lui-même : „en leur compagnie je devenais un autre (...) : ce déplacement dans un contexte qui n'était pas le mien, je le vivais comme une déportation“ (p. 60).

Le monde de Kundera n'est pas celui de Dostoïevski : ce n'est pas le monde de la gravité et de la sentimentalité, mais celui de la légèreté et de l'humour comme celui de Gombrowicz, de Kafka, et des grands romanciers français - de Flaubert à Rabelais en passant par Diderot et en contournant Balzac, on a vu pourquoi, ainsi que Rousseau qui demeure définitivement trop idyllique.

6. *La France*

Alors qu'il était surveillé, ses livres interdits et qu'il n'avait aucun moyen de gagner sa vie, des personnes du monde culturel de son pays ont essayé de lui venir en aide et lui ont proposé d'écrire, sous un faux nom, une adaptation de *L'Idiot* de Dostoïevski destinée au théâtre. Kundera relate cet épisode douloureux ainsi : „J'ai donc relu *L'Idiot* et j'ai compris que, même si je devais mourir de faim, je ne pourrais pas faire ce travail“. Et il ajoute : „J'ai éprouvé, d'emblée, inexplicablement, un coup de nostalgie pour *Jacques le Fataliste*. „Ne préféreriez-vous pas un Diderot à un Dostoïevski? “ (*Jacques et son maître*, p. 9)

La réponse fut négative. Mais Kundera n'a pas pu se „débarrasser de cet étrange désir“ (p.10) : il écrira un „hommage à Denis Diderot en trois actes“, „probablement en 1971“ (p. 135), et la pièce ne fut jouée qu'après son départ du pays.

Le refus d'adapter Dostoïevski est évidemment politique. Mais pas seulement, il est plus large : c'est le refus de la sentimentalité de l'âme russe, qui peut aller jusqu'à l'excès, de sa profondeur et de son irrationalité. De plus, le refus met en évidence le besoin vital de ce qui lui est opposé - „ce festin d'intelligence, d'humour et de fantaisie qu'est *Jacques le Fataliste*“ (p. 13).

Le roman de Diderot est le *pharmakon* permettant de supporter la nuit russe qui vient de tomber sur l'existence dans son ensemble : „ Quand la pesante irrationalité russe est tombée sur mon pays, j'ai éprouvé un besoin instinctif de respirer fortement l'esprit des Temps modernes occidentaux“ (p.13).

Il faudrait analyser longuement la sévérité du jugement (Kundera s'en explique en affirmant qu'il ne s'agit pas de la valeur esthétique des romans de Dostoïevski, mais du „climat de ses livres (...) où tout devient sentiment“ (p.10). Cependant il suffira d'insister sur ce qui caractérise l'esprit des Temps modernes, à savoir l'intelligence et l'humour. En un mot, l'esprit cartésien et l'esprit rabelaisien. Au fond, les deux sens du mot *esprit* - intelligence et humour (*Geist und Witz*).

Pour Kundera, ces deux faces de l'esprit forment précisément *l'esprit français*. Et un écrivain français les contient dans l'unité la plus parfaite : Diderot, penseur des Lumières et maître d'œuvre de cette totalisation exemplaire du savoir qu'est *l'Encyclopédie*, mais aussi Diderot, auteur d'un des romans les

plus ludiques, les plus drôles et les plus extravagants de l'Histoire - *Jacques le Fataliste*.

Toutefois il est nécessaire d'ajouter immédiatement que cet esprit français n'a pas été reconnu en France. Comme le remarque Kundera, *Jacques le Fataliste*, qui n'a jamais été imprimé du vivant de son auteur, "est étonnamment sous-estimé dans sa patrie de même que toute la tradition rabelaisienne à laquelle il est redevable" (p.137). Comme en Tchécoslovaquie, 200 ans plus tard. Coïncidence troublante.

Il faut surtout remarquer que c'est la littérature de l'Est, mieux, la littérature de la *Mitteleuropa* qui réactualisera l'esprit français que la France n'a pas été en mesure de reconnaître à sa juste valeur, qu'elle a recouvert avec Balzac et qu'elle ignore depuis Flaubert.

Tel est sans doute le lien le plus fort entre *la France et les pays de l'Est* selon Kundera : par le biais du roman ou des lettres, redonner une vitalité et une réalité à l'esprit français, intelligence et humour mêlés, à sa distance et à sa légèreté qui ont été trop longtemps méconnues dans le pays d'origine. Comme on le voit, le lien est infiniment paradoxal : un écrivain de l'Est, qui ne s'identifie pas à l'Est, renoue avec l'esprit français qui a été occulté par la France.

C'est peut-être cette *conjonction* ou ce *trait d'union* qu'il faut retenir avant tout. En tout cas, c'est ce lien complexe et paradoxal qui permettra à Kundera de supporter la nuit russe, d'en sortir et de continuer à écrire, car il ne faut pas oublier qu'en 1971 Kundera pense mettre un terme à sa carrière d'écrivain, tant il éprouve la certitude de vivre „à Prague la fin violente de la culture occidentale“. Plus précisément, le lien à ce qui constitue l'essence enfouie de la France est rigoureusement ce qui permettra à Kundera, bien avant son départ pour la France, de recommencer à écrire : *Le livre du rire et de l'oubli* et *L'insoutenable légèreté de l'être* seront de nouvelles et plus intenses manifestations de l'esprit, du jeu du sérieux et du non-sérieux, de la gravité et de la légèreté.

7. La légèreté

Tout commentaire serait trop lourd, trop grave, fatalement infidèle :

- „N'avez-vous jamais eu envie de partir ?

- Si, avoue Tamina. J'ai une terrible envie de partir. Mais où ?

- Quelque part où les choses sont légères comme une brise. Où les choses ont perdu leur poids. Où il n'y a pas de remords.

- Oui, dit rêveusement Tamina. S'en aller quelque part où les choses ne pèsent rien“ (*Le Livre du rire et de l'oubli*, p. 266).

Ce que Tamina ne sait pas, elle en mourra, noyée, entraînée par sa propre gravité, c'est qu'une telle légèreté n'a pas (de) lieu dans le monde. Son (avoir) lieu c'est le roman, et encore une, deux ou trois fois par siècle. Mais cela suffit.

MARIE-LAURE WIEACKER-WOLFF

Professeur de français au Lycée Franco-Allemand de Fribourg, biographe

Rencontre de l'Orient et de l'Occident À travers les « Nouvelles Orientales » de Marguerite Yourcenar

Ce titre peut paraître étrange dans le contexte de notre manifestation : en effet ne s'agit-il pas de la France et des Pays de l'Est, et non pas de l'Orient ? Cependant qu'entend-on en France par « est » ? Par « orient » ? qu'entendait-on surtout ? Car M. Yourcenar, née en 1903, appartient à une époque bien précise de la culture et de l'histoire de la France dont la conception de l'orient dépassait notre conception actuelle du terme. Une conception que nous essaierons de découvrir pour nous demander si la recherche de M. Yourcenar d'un point de rencontre des deux cultures, orientale et occidentale, ne rejoint pas une idée extrêmement moderne de l'Europe, et si la poésie de sa langue et de son imagination ne contribue pas à faire naître un monde au-delà de ces deux cultures, réalisant ainsi un dépassement de ces deux mondes apparemment opposés. Son œuvre, et surtout ses « Nouvelles orientales », nous fait deviner une autre réalité...mais quelle réalité ? Et par quels moyens ?

Sa vie est ce cheminement, un cheminement à travers ces deux cultures, comme pour en effacer les limites, les frontières, et pour en destiner inlassablement les lignes, les images communes. Née en 1903 et décédée en 1987, sa longue vie lui en donnera amplement le temps. Ayant perdu sa mère à sa naissance, Marguerite de Grayencour (c'est son vrai nom) sera élevée par un père passionné de culture, nomade et lui-même profondément européen. Elle fera le chemin de l'Europe, étudiant tout d'abord le latin et le grec jusqu'à traduire les œuvres de Pindare. Nomade, elle se décidera pour le voyage comme forme de vie (une certaine aisance matérielle lui permet de ne pas avoir le souci de pourvoir à sa vie). Elle trouvera en André Embirikos, grec d'origine roumaine, le compagnon idéal, voyageur lui-même, cultivé, érudit. C'est à lui que sont dédiées les « Nouvelles orientales », écrites entre 1933 et 1936 lors d'un voyage qu'elle fit avec lui en Mer Noire et par là dans les Pays de l'Est,

réalisant ainsi le rêve de vivre ces deux cultures au-delà de leur différence. Et finalement elle découvrira – ce qu'elle savait depuis toujours – que l'écriture constitue sa vie et que la culture peut être une passion.

Revenons au terme d'« orient ». Si en allemand il s'oppose à l'occident, il faut signaler la polysémie de ce terme en français. Ici il est souvent synonyme du terme « est » ; il suffit de penser au terme de « Prusse orientale » qui en allemand donne « Ostpreussen ». On entend donc sous le terme d'« orient » non seulement l'orient proprement dit, mais également les régions de passage vers cet Orient. Ainsi dans les littératures du voyage au XIX^{ème} et XX^{ème} s. l'idée d'orient inclut l'Europe de l'Est et l'Italie. Finalement désir d'orient signifiera le désir de retrouver le berceau de la culture chrétienne, et celui-ci repose en orient : l'église d'origine est en effet l'église d'orient, celle de Byzance, nous l'oublions bien souvent, et celle-ci vit dans les pays de l'Est (d'avant le communisme). Ainsi il n'y a pas « un » Orient, mais il faut distinguer l'Extrême-Orient, le Proche-Orient et le Moyen-Orient – ce dernier surtout désignant une région frontalière appartenant aussi bien à l'Europe qu'à l'Asie. Les nominations foisonnent donc : Europe centrale, Méditerranée orientale, Empire byzantin, Istanbul, Constantinople, Europe du sud...

L'orient, l'Est est donc plus qu'un lieu géographique, c'est une figure mentale, la figure de l'Ailleurs, et cet « ailleurs » pouvait commencer à l'Est. Une figure mentale fondée sur une appartenance religieuse : l'église d'orient, vivant en Turquie, dans les pays de l'Est. Et dans cet Orient les touristes ne vont pas vers les choses, mais vers l'image des choses, c'est-à-dire vers la chose réduite à l'image.

C'est ce voyage auquel nous invite M. Yourcenar avec ses « Nouvelles orientales ». Nous pénétrons dans l'antichambre de l'orient, et ici l'auteur semble jouer sur les deux langues, puisque, dans « Notre Dame des Hirondelles », elle précise que Marie vient « de l'est comme le matin » (orient en allemand « Morgen-land » s'opposant au « Abendland », l'occident). Ces récits qui sont presque toujours des récits encadrés nous font entrer dans l'image et reprennent ainsi en quelque sorte la technique de l'icône. Ils nous offrent une palette de cet orient extrêmement variée, allant de l'Extrême-Orient au Moyen-Orient. Ces récits forment cependant un tout. De même que Marguerite Yourcenar compose sa vie, de même elle recompose ce monde qu'elle nomme « orient », découvrant que l'orient n'est pas un lieu, mais plutôt un univers de signes tel que les arabesques gracieuses des écritures arabes.

Le premier récit « Comment Wang Fô fut sauvé » opère un dépaysement absolu et nécessaire au début de ce recueil de nouvelles. Ce récit nous

transporte en Extrême-Orient, dans la Chine ancienne ; il nous confronte à un monde tout de nuances, de couleurs discrètes, de sonorités subtiles, un monde constitué de symboles, où chaque son, chaque couleur se dédouble de mystère. Les personnages dépassent leur propre personnalité, se présentent à nous comme des archétypes : le maître et le disciple, Wang Fô et Ling, nous dévoilent à chaque ligne la subtilité de leur rapport dialectique. Tous les registres émotionnels sont présents et l'auteur parvient chaque fois, grâce à une prouesse d'équilibriste (humour, ironie, distance pleine de sagesse...) à ne jamais quitter l'ambiance du conte et du merveilleux. Ce premier récit, ouvrant les « Nouvelles orientales » est certainement le plus connu et le plus apprécié puisqu'il parut dans huit éditions différentes. Puis l'auteur nous entraîne plus à l'Est, dans ce monde des Balkans que M. Yourcenar connaissait également. Monde étrange dans ce Proche-Orient que ce paysage du Monténégro auquel nous confronte le récit « Le sourire de Marko », paysage fait de contrastes puisque dans un monde méridional il fait surgir des éléments nordiques comme les fjords par exemple (description au début du récit). La nature, l'habitat et les hommes se correspondent ici : « la mer et ses teintes sombres à l'intérieur de ce fjord sinueux », « les formes humbles et ramassées des maisons », mais la violence des couleurs. « Le lait de la mort » qui cette fois-ci évoque l'Allemagne de l'Est (« la brasserie allemande ») fait revivre ce monde exotique des pays de l'Est du début du XX^{ème} s : « les bonnets soutachés, les opulentes vestes brodées se balançant sur le seuil des boutiques... ». Le cadre du « Sourire de Marko » est animé par des représentants de cette vieille Europe : l'ingénieur français (le narrateur), le pacha égyptien et l'archéologue grec. Tous vont assister, grâce au récit de l'ingénieur français à la grande épopée du célèbre héros serbe Marko Kraliévitich. La baie de Kotor constitue le lieu légendaire symbolique où se feront la rencontre et la symbiose des cultures (occident/orient, christianisme/islam). L'auteur fait apparaître ici une nouvelle image du héros caractérisé surtout par son « sourire » : maîtrise, distance, joie profonde en face de l'existence et de la beauté qui ici constitue apparemment l'essence de la vie. L'auteur oppose le héros serbe plus épris de la vie et de la beauté au héros grec engoncé dans son carcan de principes.

Dans la nouvelle « Notre Dame des Hirondelles » le personnage Marie (qui n'est autre que La Vierge au Manteau) apparaît comme l'héroïne vivant du seul amour qui sait réunir les contraires, symbole de la sagesse qui seule permet de pratiquer la vraie « tolérance », c'est à dire qui sait « porter » (tollere signifie « porter ») aussi bien le moine ridicule dans son fanatisme que les nymphes dans leur innocence inconsciente.

Ce monde permet donc de retrouver la sagesse antique de la distance. C'est une culture qui prône le détachement, d'une certaine manière le désengagement et n'a rien de commun avec l'orientalisme superficiel du début

de siècle. Son projet est au contraire le fruit d'un voyage intérieur qui lui – et nous fera découvrir les mythes essentiels (l'âme de la nature incarnée par les nymphes, la femme éternelle incarnée par Marie). Ce dépassement n'aura d'autre but que d'unir et non pas de séparer. Ainsi toute l'œuvre de M. Yourcenar est l'expression d'un engagement passionné derrière un désengagement apparent. C'est à partir des Etats-Unis où elle vivra avec son ami Frick qu'elle plaidera à travers son œuvre pour une compréhension plus profonde entre l'ancienne Europe (entre autres la France) et l'Est ou l'Orient.

Le sourire de Marko

Le paquebot flottait mollement sur les eaux lisses, comme une méduse à l'abandon. Un avion tournait avec l'insupportable vrombissement d'un insecte irrité dans l'étroit espace de ciel encaissé entre les montagnes. On n'était encore qu'au tiers d'une belle après-midi d'été, et déjà le soleil avait disparu derrière les arides contreforts des Alpes monténégrines semées de maigres arbres. La mer, si bleue le matin au large, prenait des teintes sombres à l'intérieur de ce long fjord sinueux bizarrement situé aux abords des Balkans. Déjà, les formes humbles et ramassées des maisons, la franchise salubre du paysage étaient slaves, mais la sourde violence des couleurs, la fierté nue du ciel faisaient encore songer à l'Orient et à l'Islam. La plupart des passagers étaient descendus à terre et s'expliquaient parmi les douaniers vêtus de blanc et d'admirables soldats munis d'une dague triangulaire, beaux comme l'Ange des armées. L'archéologue grec, le pacha égyptien et l'ingénieur français étaient restés sur le pont supérieur.

L'ingénieur s'était commandé une bière, le pacha buvait du whisky, et l'archéologue se rafraîchissait d'une citronnade.

– Ce pays m'excite, dit l'ingénieur. Ce quai de Kotor et celui de Raguse sont sans doute les seuls débouchés méditerranéens de ce grand pays slave étalé des Balkans à l'Oural, qui ignore les délimitations changeantes de la carte d'Europe et tourne résolument le dos à la mer, qui ne pénètre en lui que par les pertuis compliqués de la Caspienne, de la Finlande, du Pont-Euxin, ou des côtes dalmates. Et, dans ce vaste continent humain, l'infinie variété des races ne détruit pas plus l'unité mystérieuse de l'ensemble que la diversité des vagues ne rompt la monotonie majestueuse de la mer. Mais ce qui m'intéresse en ce moment, ce n'est ni la géographie ni l'histoire, c'est Kotor. Les bouches de Cattaro, comme ils disent... Kotor, telle que nous la voyons du pont de ce paquebot italien, Kotor la farouche, la bien cachée, avec sa route en zigzag qui monte vers Cettigné, et la Kotor à peine plus rude des légendes et des chansons de geste slaves. Kotor l'infidèle, qui vécut jadis sous le joug des Musulmans d'Albanie, auxquels vous comprenez bien, Pacha, que la poésie épique des Serbes ne rend pas toujours justice. Et vous, Loukiadis, qui connaissez le passé comme un fermier connaît les moindres recoins de sa ferme, vous ne me direz pas que vous n'avez pas entendu parler de Marko Kraliévitich ?

Comment Wang Fô fut sauvé

Le vieux peintre Wang-Fô et son disciple Ling erraient le long des routes du royaume de Han.

Ils avançaient lentement, car Wang-Fô s'arrêtait la nuit pour contempler les astres, le jour pour regarder les libellules. Ils étaient peu chargés, car Wang-Fô aimait l'image des choses, et non les choses elles-mêmes, et nul objet au monde ne lui semblait digne d'être acquis, sauf des pinceaux, des pots de laque et d'encres de Chine, des rouleaux de soie et de papier de riz. Ils étaient pauvres, car Wang-Fô troquait ses peintures contre une ration de bouillie de millet et dédaignait les pièces d'argent. Son disciple Ling, pliant sous le poids d'un sac plein d'esquisses, courbait respectueusement le dos comme s'il portait la voute céleste, car ce sac, aux yeux de Ling, était rempli de montagnes sous la neige, de fleuves au printemps, et du visage de la lune d'été.

Ling n'était pas né pour courir les routes au côté d'un vieil homme qui s'emparait de l'aurore et captait le crépuscule. Son père était changeur d'or ; sa mère était l'unique enfant d'un marchand de jade qui lui avait légué ses biens en la maudissant parce qu'elle n'était pas un fils. Ling avait grandi dans une maison d'où la richesse éliminait les hasards. Cette existence soigneusement calfeutrée l'avait rendu timide : il craignait les insectes, le tonnerre et le visage des morts. Quand il eut quinze ans, son père lui choisit une épouse et la prit très belle, car l'idée du bonheur qu'il procurait à son fils le consolait d'avoir atteint l'âge où la nuit sert à dormir. L'épouse de Ling était frêle comme un roseau, enfantine comme du lait, douce comme la salive, salée comme les larmes. Après les noces, les parents de Ling poussèrent la discrétion jusqu'à mourir, et leur fils resta seul dans sa maison peinte de cinabre, en compagnie de sa jeune femme, qui souriait sans cesse, et d'un prunier qui chaque printemps donnait des fleurs roses. Ling aima cette femme au cœur limpide comme on aime un miroir qui ne se ternirait pas, un talisman qui protégerait toujours. Il fréquentait les maisons de thé pour obéir à la mode et favorisait modérément les acrobates et les danseuses.

Sur un petit signe du petit doigt de l'empereur, deux eunuques apportèrent respectueusement la peinture inachevée où Wang-Fô avait tracé l'image de la mer et du ciel. Wang-Fô sécha ses larmes et sourit, car cette petite esquisse lui rappelait sa jeunesse. Tout y attestait une fraîcheur d'âme à laquelle Wang-Fô ne pouvait plus prétendre, mais il y manquait cependant quelque chose, car à l'époque où Wang l'avait peinte, il n'avait pas encore assez contemplé de montagnes, ni de rochers baignant dans la mer leurs flancs nus, et ne s'était pas assez pénétré de la tristesse du crépuscule. Wang-Fô choisit un des pinceaux que lui présentait un esclave et se mit à étendre sur la mer inachevée de larges

coulées bleues. Un eunuque accroupi à ses pieds broyait les couleurs ; il s'acquittait assez mal de cette besogne, et plus que jamais Wang-Fô regretta son disciple Ling.

Wang commença par teinter de rose le bout de l'aile d'un nuage posé sur une montagne. Puis il ajouta à la surface de la mer de petites rides qui ne faisaient que rendre plus profond le sentiment de sa sérénité. Le pavement de jade devenait singulièrement humide, mais Wang-Fô, absorbé dans sa peinture, ne s'apercevait pas qu'il travaillait assis dans l'eau.

Le frêle canot grossi sous les coups de pinceau du peintre occupait maintenant tout le premier plan du rouleau de soie. Le bruit cadencé des rames s'éleva soudain dans la distance, rapide et vif comme un battement d'aile. Le bruit se rapprocha, emplît doucement toute la salle, puis cessa, et des gouttes tremblaient, immobiles, suspendues aux avirons du batelier. Depuis longtemps, le fer rouge destiné aux yeux de Wang s'était éteint sur le brasier du burreau.

Dans l'eau jusqu'aux épaules, les courtisans, immobilisés par l'étiquette, se soulevaient sur la pointe des pieds. L'eau atteignit enfin au niveau du cœur impérial. Le silence était si profond qu'on eût entendu tomber des larmes.

C'était bien Ling. Il avait sa vieille robe de tous les jours, et sa manche droite portait encore les traces d'un accroc qu'il n'avait pas eu le temps de réparer, le matin, avant l'arrivée des soldats. Mais il avait autour du cou une étrange écharpe rouge.

Wang-Fô lui dit doucement en continuant à peindre :

– Je te croyais mort.

– Vous vivant, dit respectueusement Ling, comment aurais-je pu mourir ?

Et il aida le maître à monter en barque.

Le Lait de la mort

La longue file beige et grise des touristes s'étirait dans la grande rue de Raguse ; les bonnets soutachés, les opulentes vestes brodées se balançant au vent sur le seuil des boutiques allumaient l'œil des voyageurs en quête de cadeaux à bon marché ou de travestis pour les bals costumés du bord. Il faisait chaud comme il ne fait chaud qu'en enfer. Les montagnes pelées de l'Herzégovine maintenaient Raguse sous des feux de miroirs ardents. Philip Mild passa à l'intérieur d'une brasserie allemande où quelques grosses mouches bourdonnaient dans une demi-obscurité étouffante. La terrasse du restaurant donnait paradoxalement sur l'Adriatique, reparue là en pleine ville, à l'endroit où on l'eût le moins attendue, sans que cette subite échappée bleue servît à autre chose qu'à ajouter une couleur de plus au bariolage de la place du Marché. Une puanteur montait d'un tas de détritrus de poissons que nettoyaient des mouettes presque insupportablement blanches. Aucun souffle ne provenait du large. Le compagnon de cabine de Philip, l'ingénieur Jules

Boutrin, buvait attablé à un guéridon de zinc, à l'ombre d'un parasol couleur feu qui ressemblait de loin à une grosse orange flottant sur la mer.

– Racontez-moi une autre histoire, vieil ami, dit Philip en s'affalant lourdement sur une chaise. J'ai besoin d'un whisky et d'une histoire devant la mer. L'histoire la plus belle et la moins vraie possible, et qui me fasse oublier les mensonges patriotiques et contradictoires des quelques journaux que je viens d'acheter sur le quai. Les Italiens insultent les Slaves, les Slaves les Grecs, les Allemands les Russes, les Français l'Allemagne et, presque autant, l'Angleterre. Tous ont raison, j'imagine. Parlons d'autre chose... Qu'avez-vous fait hier à Scutari, où vous étiez si curieux d'aller voir de vos yeux je ne sais quelles turbines ?

– Rien, dit l'ingénieur. A part un coup d'œil à d'incertains travaux de barrage, j'ai consacré le plus clair de mon temps à chercher une tour. J'ai entendu tant de vieilles femmes serbes me raconter l'histoire de la Tour de Scutari que j'avais besoin de repérer ses briques ébréchées et d'inspecter s'il ne s'y trouve pas, comme on l'affirme, une traînée blanche... Mais le temps, les guerres et les paysans du voisinage soucieux de consolider les murs de leurs fermes l'ont démolie pierre à pierre, et son souvenir ne tient debout que dans les contes... A propos, Philip, êtes-vous assez chanceux pour avoir ce qu'on appelle une bonne mère ?

L'être que j'appelle moi vint au monde un certain lundi 8 juin 1903, vers 8 heures du matin, à Bruxelles, et naissait d'un Français appartenant à une vieille famille du Nord et d'une Belge, dont les ascendants avaient été durant quelques siècles établis à Liège, puis s'étaient fixés dans le Hainaut. La maison où se passait cet événement, puisque toute naissance en est un pour le père et la mère et quelques personnes qui leur tiennent de près, se trouvait située au numéro 193 de l'avenue Louise, et a disparu il y a une quinzaine d'années, dévorée par un building.

Ayant ainsi consigné ces quelques faits qui ne signifient rien pour eux-mêmes, et qui, cependant, et pour chacun de nous, mènent plus loin que notre propre histoire et même que l'histoire tout court, je m'arrête, prise de vertige devant l'inextricable enchevêtrement d'incidents et de circonstances qui plus ou moins nous déterminent tous. Cet enfant du sexe féminin, déjà pris dans les coordonnées de l'ère chrétienne et de l'Europe du XX^e siècle, ce bout de chair rosé pleurant dans son berceau bleu, m'oblige à me poser une série de questions d'autant plus redoutables qu'elles paraissent banales, et qu'un littérateur qui sait son métier se garde bien de formuler.

MARGUERITE YOURCENAR, *Souvenirs pieux*, Éd. Gallimard (1974).

BIBLIOGRAPHIE

Marguerite Yourcenar, *Le conte, La nouvelle*

Études sur la nouvelle et le conte

ÉTIEMBLE René. *La Nouvelle Française*, « Coll. Sup. » P.U.F. 1974.

GODENNE René, « Problématique de la nouvelle » in *Essais de littérature (vraiment) générale*, Gallimard, 1975.

PROPP Vladimir, *Morphologie du conte*, trad. Seuil. « Points Essais », 1970.

Bibliographie de l'œuvre

• Les œuvres de Marguerite Yourcenar, depuis 1938, sont publiées chez Gallimard.

• On trouvera l'œuvre complète, dans la « Bibliothèque de la Pléiade », avec une bibliographie détaillée, établie par Yvon BERNIER.

Bibliographie critique (succincte)

BLOT Jean, *Marguerite Yourcenar*, Seghers, 1980.

MOREAU Marie-Christine. *Nouvelles orientales ou l'actualité du mythe*, C.R.D.P. de Midi-Pyrénées, coll. L'œuvre vive, Toulouse, 1995.

SAVIGNEAU Josyane, *Marguerite Yourcenar, l'invention d'une vie*, Gallimard, 1980. Bulletins et colloques de la SIEY (Société internationale des études yourcenariennes), Tours.

Petite bibliographie de la nouvelle

Daniel GROJNOWSKI dans *Lire la nouvelle* (Dunod, 1993, p. 201-208), propose une liste « limitée » à... soixante-quinze titres

Nous conseillons particulièrement les récits à portée philosophique ou morale ; qui feront écho aux *Nouvelles orientales* (nous indiquons les dates de parution)

BABEL Isaac, *Contes d'Odessa*, « Folio », 1932.

BORGES Jorge Luis, *Fictions*, « Folio », 1944.

BUZZATI Dino, *Le K*, « Le livre de poche », 1966.

CAMUS Albert, *L'Exil et le Royaume*, Gallimard, « Le livre de poche », 1957.

KAFKA Franz, *Nouvelles*, « Bibliothèque de la Pléiade », t. 2, 1909-1924.

KUNDERA Milan, *Risibles Amours*, « Folio », 1968.

LE CLÉZIO Jean-Marie, *Mondo et autres histoires*, « Folio », 1978.

MARQUEZ Gabriel Garcia, *L'Incroyable et Triste Histoire de la candide Erendira et de sa grand-mère diabolique*, Grasset, 1977.

SCHNITZLER Arthur, *La Pénombre des âmes*, « Bibliothèque cosmopolite », Stock. TOURNIER Michel, *Le Coq de Bruyère*. « Folio », 1978.

ZWEIG Stefan, *Nouvelles*, « La Pochothèque », 1911-1942.

Rappelons aussi les « pères », fondateurs de la nouvelle française :

FLAUBERT Gustave, *Trois Contes*, « Folio », 1877.

MAUPASSANT Guy de, *Nouvelles*, « Bibliothèque de la Pléiade », 2 volumes, 1875-1883.

CECILE RIPOLL

Assistante de conservation du patrimoine pour les musées de Strasbourg

Frantisek Kupka, pionnier de l'art moderne, De la Bohême orientale à celle de Montmartre

Introduction

Période symboliste – ésotérique / Opocno – Vienne / 1871-1896

Les débuts artistiques de Kupka, ses rencontres et ses influences

L'influence de la Sécession viennoise

Quelques œuvres de la période symboliste de Kupka

Le Montmartre figuratif, satyrique et fauve de Kupka

L'illustration ou l'évolution d'un style

D'une peinture conventionnelle à l'influence des fauves : importance de la couleur

Recherche du mouvement

Le passage à l'abstraction
Verticalité

Abstraction / organique

Machinisme

Conclusion

[Frantisek Kupka est né en septembre 1871 à Opočno en Bohême Orientale et est mort le 24 juin 1957 à Puteaux]

Frantisek Kupka est né en Bohême orientale (actuelle République Tchèque), a étudié en Autriche puis a voyagé en Europe pour finalement s'établir en France à Montmartre et à Puteaux.

Le style pictural de Frantisek Kupka s'est nourri de rencontres qu'il a faites tout au long de sa vie, il a su faire siennes ces diverses influences afin de créer une œuvre originale et novatrice. Gustave Klimt, Alfons Mucha, Henri de Toulouse-Lautrec, La Goulue, Eugénie Straub (son épouse), Kees Van Dongen, Matisse, Jacques Duchamp-Villon, Raymond Duchamp-Villon et Marcel Duchamp, Arp, Herbin, Gleizes, Léger font partie des personnes qui ont rencontré Kupka, se sont liées d'amitié avec lui. Kupka s'est inspiré de courants artistiques tout au long de sa vie. Il a su garder son originalité et sa personnalité au sein de ces mouvements, restant toujours en marge. Il a eu une attitude de chercheur, remettant en question son œuvre, s'obligeant à évoluer, à aller toujours plus loin dans l'acte créatif.

L'étude de l'œuvre de Kupka a été mise en relation avec la vie de l'artiste. Nous avons examiné comment, à travers sa biographie, ses voyages, son départ de Tchécoslovaquie et son arrivée à Paris – Montmartre puis à Puteaux (où il a fini sa vie) ont été déterminant dans son œuvre. Nous avons analysé qu'elles ont été les grandes thématiques picturales qui ont été siennes tout au long de sa vie artistique, quelles influences il a eu et quelle a été l'évolution de son œuvre.

Ainsi, sa peinture a évolué et on a pu noter 3 grandes périodes, correspondant à des lieux où il a vécu, dont il s'est imprégné et dont, les rencontres qu'il y a faites, l'a influencé tant dans ses choix plastiques et iconographiques que personnels :

. Période symboliste – ésotérique/Opocno – Vienne/1871-1896

. Le Montmartre figuratif, satyrique et fauve de Kupka

. Le passage à l'abstraction

Cette analyse s'est faite autour d'œuvres représentatives de ces différentes périodes. Mais aussi par une mise en relation de la vie de Kupka avec ces mêmes œuvres :

Ainsi, l'influence d'Alfons Mucha, Klimt et de sa pratique de l'ésotérisme pouvant se voir dans l'œuvre *Les nénuphars (ou le commencement de la vie)* (1900) ou

dans ses illustrations de la revue « l'assiette au beurre » dans les numéros *L'argent* (11 janvier 1902), *Les religions* (7 mai 1904) et *La paix* (20 août 1904) ; puis, l'influence de Henri de Toulouse-Lautrec et des fauves dans *La gamme jaune* (1907), *Le rouge à lèvres (Dimanche)* (1908) ou encore *L'archaïque* (1910). Jacques Villon l'initie au cubisme et au futurisme italien, il cherche alors à inclure une idée du mouvement dans des œuvres telles que : *Deux danseuses* (1905), *Les cavaliers* (1902-1903), *Femme cueillant des fleurs* (1909-1911) ou encore *Plans par couleurs* (1910-1911). Cette recherche du mouvement l'a progressivement amené à s'intéresser à l'abstraction avec le groupe Abstraction-Création et l'influence de l'industrialisation (période machiniste), il abandonne progressivement la figuration pour aller de plus en plus loin vers l'abstrait : *Plans verticaux* (1912-1913), *Disques de Newton*, *Étude pour Fugue à deux couleurs* (1911-1912), *Machine comique* (1927-1928), *Trois bleus et trois rouges* (1957).

A la fois imprégné par la riche tradition de sa Bohême natale et par l'effervescence créatrice de l'Autriche au tournant des 19^{ème} et 20^{ème} siècles, Kupka se confronte à la modernité dans la capitale des arts qu'est Paris à cette époque. C'est cette quête de la compréhension du monde à la fois scientifique et intime qui met l'artiste sur les voies de l'abstraction. Passionné par l'étude de la décomposition du mouvement et de la lumière, son projet est de « devenir conscient de l'emploi des moyens picturaux, sans l'esclavage du descriptif en peinture ». L'œuvre de Kupka est ainsi un passage progressif de la figuration à l'abstraction et est considéré avec Kandinsky, Mondrian ou Picabia, comme l'un des premiers peintres de l'abstraction.

ADRESSEN

Postanschrift:

Frankreich-Zentrum
Albert-Ludwigs-Universität Freiburg
D-79085 Freiburg

Besucheranschrift:

Frankreich-Zentrum
Haus Zur Lieben Hand
Löwenstr. 16
79098 Freiburg

Tel.: 0761/203-2007, -2008, -2009

Fax: 0761/203-2006

E-Mail: frankreich-zentrum@mail.uni-freiburg.de

<http://www.fz.uni-freiburg.de>

Centre Culturel Français Freiburg e. V.

Kornhaus

Münsterplatz 11

79098 Freiburg

Tel.: 0761/207-39-0

Fax: 0761/207-39-22

E-Mail: info@ccf-fr.de

IMPRESSUM

Herausgeber:

Redaktion/layout:

Umschlag:

Auflage:

Frankreich-Zentrum

Marie Androuin

Bettina Erzgräber

300